

هكذا من الفصل

LE MONDE RADIO-TÉLÉVISION : les enfants et le petit écran

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13742 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 2-LUNDI 3 AVRIL 1989

## Printemps boréal franco-canadien

Sur le front toujours névralgique des îles, Paris, encore empêtré dans le brouillard corse, vient de se sortir de l'impasse où l'avaient conduit trois ans de conflit avec le Canada à propos des droits de pêche au large de Terre-Neuve.

L'accord conclu le vendredi 31 mars entre les deux pays, au terme de discussions laborieuses et souvent envenimées, règle au moins jusqu'à la fin de 1991 les conditions dans lesquelles les chalutiers français, héritiers d'une tradition plusieurs fois centenaire et riche en épopees, pourront continuer à fréquenter des parages qu'on compte depuis toujours parmi les plus poissonneux du monde.

Cette « guerre de la morue », sans doute essentielle dans ses enjeux pour les six mille habitants des cailloux désolés de Saint-Pierre-et-Miquelon et pour ceux, eux aussi défavorisés, de Terre-Neuve, avait pris des proportions et connu des dérivés sans aucune mesure avec l'amitié et la coopération qui caractérisent les relations franco-canadiennes.

Aux positions « jusqu'au-boutistes » et irréductibles d'Ottawa, obligé de ménager Terre-Neuve, a répondu la même intransigeance de Paris, qui devait à la fois faire face à une surabondance politique permanente des élus de l'archipel, et chercher à compenser, sans les intérêts des pêcheurs saint-pierrais et ceux des Bretons de Saint-Malo, qui fréquentent eux aussi ces parages depuis des lustres.

Victoire du bon sens, qui met un terme provisoirement à une querelle d'allure souvent picrocholine mais parfois détestable, avec des arrangements et des incarcérations, l'accord est à porter d'abord au crédit du patient et opiniâtre médiateur uruguayen, M. Enrique Iglesias, président de la Banque interaméricaine de développement, nommé par les deux parties à l'autisme dernier.

Mais, au plan du droit international, l'affaire va connaître encore des développements dont il y a fort à parier qu'ils donneront lieu à des affrontements sévères entre juristes. Car le tribunal international de cinq membres qui vient d'être constitué aura une mission aussi difficile que celle des pêcheurs qui traquent la morue par des profondeurs de 500 mètres, à travers les icebergs, dans les mers de tous les dangers. Cet aréopage devra délimiter les frontières maritimes et les zones économiques entre un Goliath canadien et l'archipel, seul « phare » français dans l'immensité nord-américaine.

Les équipages, qui nourriront toutefois quelque remous, vont pouvoir reprendre le large, et, comme le disait l'explorateur Jean Charcot, « réécouter avec une joie extrême le bruit subtil de la mer quand elle effrite le bas des glaçons sur les petites dents innombrables de son flot ».

Et, l'horizon franco-canadien ainsi dégagé, Paris et Ottawa pourront recommencer à discuter avec sérénité de l'éventuelle commande à la France de dix sous-marins nucléaires. Encore la mer...

(Lire page 13 nos informations et un entretien avec M. Le Penec, ministre des DOM-TOM et porte-parole du gouvernement.)

M 0146-0403 0-6 00 F



3790146006000 04030

## La visite du chef du Kremlin à La Havane

### Les dissidents cubains comptent sur la perestroïka de M. Gorbatchev

M. Mikhaïl Gorbatchev était attendu, dimanche 2 avril, à La Havane, où il séjournera jusqu'à mercredi. Il se rendra ensuite en Grande-Bretagne pour une visite officielle. Ce voyage, qui devait avoir lieu en décembre, avait été ajourné à la suite du violent tremblement de terre survenu en Arménie, tandis que M. Gorbatchev était à New-York. Alors que M. Fidel Castro reste hostile à la nouvelle politique soviétique, les dissidents cubains placent leurs espoirs dans la perestroïka.



Lire l'article de notre envoyé spécial à Cuba BERTRAND DE LA GRANGE, page 3

## POINT DE VUE

### Le Liban, la France et sa dignité

Les bombardements ont repris avec violence à Beyrouth, vendredi 31 mars, après une accalmie qui n'aura duré que quarante-huit heures, tandis que le Conseil de sécurité de l'ONU appelait les parties en conflit à cesser leurs affrontements.

par François Léotard, président du Parti républicain

Le drame libanais qui se déroule quasiment à nos portes pose à la France une question simple : celle de sa dignité. Il est rare pour un peuple comme le nôtre de se trouver d'une façon aussi brutale devant une question

qui le dévoile dans son histoire, dans son comportement, dans son gouvernement, c'est-à-dire sa façon d'agir. Lorsque cet événement — la disparition des chrétiens d'Orient — sera achevé, il restera dans notre conscience la phrase la plus ancienne et la plus douloureuse de l'histoire : qu'as-tu fait de ton frère ?

Je dis aujourd'hui que la politique de la France dans cette partie du monde est indigne. Je le dis comme doit le dire un citoyen lorsque le silence ou le cynisme de son pays devient complicité, déroute morale, acquiescement à l'infamie.

Qu'un pays comme le nôtre ne trouve pas dans son vocabulaire

— qui est celui des pauvres morts de Beyrouth ou de Jonieh — les mots qui condamnent la plus brutale des occupations militaires est déjà étrange.

Qu'il soit incapable d'exprimer une solidarité culturelle avec l'un des plus anciens territoires de la francophonie relève de l'absurde.

Qu'il engage avec le plus sanglant des dictateurs de la région, à l'origine du meurtre de notre ambassadeur et de nos soldats, une conversation diplomatique faite de courtoisie, de subtilités et de ménagements est véritablement indigne.

(Lire la suite page 3.)

## Nouvelles manifestations à Ajaccio et à Bastia

### Les nationalistes corses profitent de la poursuite de l'agitation sociale

Le samedi 1<sup>er</sup> avril en Corse devait être marqué par des manifestations nationalistes et une journée d'action des socio-professionnels. Le gouvernement ne perd cependant pas tout espoir d'un « dégel ». Le refus apparemment unanime de ses dernières propositions cache des divergences grandissantes. La base, notamment en Haute-Corse, s'interroge sur le bien-fondé de la poursuite du mouvement. Sur l'île, les nationalistes apparaissent comme les principaux bénéficiaires du conflit.

## A l'usure ?

par Jean-Marie Colombani

« A l'usure ! » : cette formule, lâchée par le premier ministre résume on ne peut mieux une méthode, et son application au problème le plus difficile du moment, celui de la Corse. Ledit premier ministre a bien sûr toute raison de se satisfaire du découplage qui domine la scène politique : plusieurs mois de malaise social traités par la « méthode Rocard » n'ont entraîné aucune sanction électorale et n'ont nullement freiné les conquêtes socialistes. Appliquée à la Corse, l'« usure » est pourtant porteuse d'une autre sanction, autrement grave : le découplage de l'île et du continent.

Il est certes dans les fonctions du premier ministre de veiller au respect des grands équilibres financiers comme au dosage de la solidarité nationale. Mais il est aussi permis d'attendre d'un chef de gouvernement autre chose que le simple refuge — payant dans l'opinion, parce

qu'il donne une image de fermeté, et confortable intellectuellement — de l'idéologie budgétaire ; il est permis de souhaiter qu'il aille à l'essentiel.

Or, depuis quinze ans et les jours sombres des événements d'Algérie, la Corse opposait à l'Etat une revendication séparatiste, minoritaire, et un problème de violence liée à celle-ci. Pour la première fois est apparue, majoritairement et massivement, une autre revendication, qui est non plus de séparation mais de parité, donc d'identification au continent. Baptisée « prime d'insularité », celle-ci recouvre en fait une demande d'égalité avec ce qu'on nomme outre-mer la métropole. Elle est d'ailleurs symboliquement du même niveau que celle mise en avant quelques mois plus tôt par les infirmières, les enseignants, les agents de la RATP, etc. : 1 000 F.

(Lire la suite page 5.)

## Les élections en Tunisie

Le président Ben Ali se porte garant de la « transparence » du scrutin  
PAGE 4

## Les troubles au Kosovo

Les autorités yougoslaves redoutent une reprise de l'agitation  
PAGE 16

## La leçon de M. Pasqua à M. Chirac

L'ancien ministre de l'intérieur propose de revenir aux sources du gaullisme  
PAGE 6

## « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Alain Carignon, maire de Grenoble, invité dimanche à 18 h 15

Le sommaire complet se trouve en page 16

## Première étape vers l'indépendance du pays

### Le messager de l'espoir en Namibie

L'arrivée, le vendredi 31 mars, en Namibie du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Martti Ahtisaari, marque le début du processus qui doit aboutir à l'élection, en novembre, d'une assemblée constituante et conduire ce territoire sous domination sud-africaine à l'indépendance. « Nous partons avec un sentiment d'honneur, de dignité et de réussite », a déclaré, à cette occasion, M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères.

WINDHOEK de notre envoyé spécial

« Un gros Finlandais pour un énorme travail dans un grand pays ». C'est ainsi, que, un jour, un diplomate avait décrit M. Martti Ahtisaari, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Namibie. Après onze années d'attente, ce diplo-

mate aux yeux bleus est à pied d'œuvre. Il aura la tâche peu facile de conduire cet Etat vers l'indépendance. Le processus de transition est désormais en marche depuis le 1<sup>er</sup> avril, date d'entrée en vigueur de la résolution 435 des Nations unies. Le cessez-le-feu est effectif depuis 4 heures, le même jour.

« C'est la dernière étape de la décolonisation » d'une nation, comme l'a souligné M. Louis Pienaar, administrateur général de l'Afrique du Sud dans ce territoire sous tutelle de Pretoria depuis soixante-quatorze ans, après avoir été sous domination allemande pendant trente ans. « La dernière blessure sur le flanc de l'Afrique », lui a répondu M. Ahtisaari, faisant allusion au retard avec lequel la dernière colonie du continent entrerait dans l'ère de la pré-indépendance.

L'impensable, il y a seulement un an, a fini par arriver. M. Ahtisaari est là, ravi, au côté de M. Pienaar venu l'accueillir à l'aéroport. Les deux hommes vont

devoir travailler ensemble pour que les élections soient « libres et équitables ». « Nous voulons prouver qu'un scrutin démocratique peut se dérouler dans cette partie du monde », a déclaré M. Pienaar à l'adresse de celui qui sera, dans l'année à venir, le gérant d'une administration impartiale.

Ce que M. Ahtisaari a appelé « un rôle pionnier », c'est-à-dire la collaboration unique de l'Afrique du Sud et des Nations unies « avec tout ce qu'a disparaté l'histoire de chacun », a-t-il souligné, dans la perspective d'aboutir à un « règlement pacifique où même la solution des problèmes les plus intraitables aura grandement progressé ». Le représentant de l'ONU a démenti faire allusion par là à la situation interne sud-africaine, mais il ne fait pas de doute que le déroulement du processus et sa conclusion auront des répercussions au sein même de la République.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 4.)



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 236 F CFA ; Suède, 14 cs. ; Suisse, 1,80 f. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.



# Dates

Il y a quarante ans

## Le pacte atlantique

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléx MONDPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-51

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wosts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télécopieur MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-98-51.

### Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Topex LEMONDE  
ou 36-15 - Topex LM

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	ÉTRANGER	RUSSIE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne  
tarif sur demande.

Pour vous abonner  
RENOVUEZ CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABO

PORTAGE :  
Pour tous renseignements :  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse effectués en  
permanence : nos abonnés sont invités à  
remettre leur demande d'envoi par avion  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

EN 1948 et 1949, la peur, une peur grandissante, déferla sur l'Europe. A l'Assemblée générale des Nations unies, à Paris, M. Spaak, ministre belge des affaires étrangères, lance à son collègue soviétique Vychinski : « Vous avez peur. Vous nous faites peur. Vous nous accusez d'impérialisme, mais votre empire s'étend de la Baltique à la Méditerranée. Votre politique est plus ambitieuse que celle des tsars. »

Alors que les GI ont commencé à regagner l'Amérique dès l'été 1945, l'armée rouge impose à toute l'Europe de l'Est des dictatures à la dévotion de Staline. De Berlin, où elle assiège les garnisons occidentales (20 juin 1948), à Pékin, dont les troupes de Mao Zedong s'emparent le 31 janvier 1949, le communisme menace ou avance partout.

Dans le camp d'en face, les efforts pour endiguer le raz-de-marée sont dérisoires. En d'autres circonstances, on en ritait. A Dunkerque, en 1947, la France et la Grande-Bretagne ont signé contre une Allemagne qui n'existe plus un pacte qui, dix et vingt-cinq ans plus tôt, aurait eu des chances d'éviter les guerres mondiales. En mars 1948, à Bruxelles, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg vont se joindre à cette alliance anachronique.

Entre ces deux traits, cependant, quelque chose a bougé. En février 1948, Staline s'est livré à une nouvelle provocation dont il a mal mesuré les effets. A Prague, capitale d'un Etat doté d'institutions démocratiques, d'une économie moderne, un Etat que rien ne destine à la « dictature du prolétariat », sinon la proximité d'une armée rouge devant laquelle les Américains se sont volontairement effacés à la Libération, les communistes se sont emparés du pouvoir en quelques jours, sans coup férir, grâce au soutien des administrations, à quelques manifestations de rue télégraphiques et à l'intimidation du « grand frère » soviétique. Le 25 février, tous les ministères-clés sont aux mains des communistes. Deux ministres « bourgeois » sont démissionnaires - suicide ou assassinat ? - et les Tchécoslovaques appellent à voter désormais pour des listes uniques. Le jour qui s'est abattu sur leur pays ne se desserra que vingt ans plus tard, pendant quelques semaines.

Mais en faisant une démonstration aussi aveuglante de la vulnérabilité des démocraties, Staline a déclenché un processus qui ne s'arrêtera pas de si tôt. De Gaulle, président du RPF, dénonce à chaque occasion une impuissance occidentale, qui ouvre « une carrière toute à l'ambition des Soviétiques », et les « séparatistes » du PCF, qui n'attendent qu'une chose : « l'invasion ». Comment lui barrer la route ?

Les négociateurs du traité de Bruxelles l'actualisent en hâte. Il ne visera plus l'Allemagne, mais « toute agression armée en Europe » ; les alliés ne se portent plus une vague assistance, mais se viendront mutuellement en aide « par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres » ; enfin ils esquisseront une organisation permanente avec, à Fontainebleau, un « comité des commandants en chef », embryon d'un état-major commun.

#### « L'association des Etats-Unis »

Et surtout, les Européens se tournent vers les Américains. Le jour même où paraît la démocratie tchécoslovaque, Henri Queuille, président du conseil, les adjure de « ne jamais permettre que la France et l'Europe occidentale soient envahies par la Russie comme elles le furent par l'Allemagne ». Le ministre des affaires étrangères, Georges Bidault, a écrit le 4 mars au secrétaire d'Etat Marshall : « Le moment est venu de resserrer sur le terrain politique et, le plus vite qu'il se pourra, sur le terrain militaire, la collaboration de l'Ancien et du Nouveau Monde ». Son collègue britannique Bevin suggère d'établir avec les Américains des « plans de sécurité » atlantique et méditerranéen.

La réponse est immédiate. Le 17 mars, tandis que cinq ministres européens signent le traité de Bruxelles, le président Truman demande au Congrès de rétablir le service militaire obligatoire et ajoute : « Je suis certain que la résolution des pays libres d'Europe de se protéger eux-mêmes s'accompagnera d'une résolution

égale de notre côté de les aider à le faire. » Prise de position historique qui affirmait à la fois la volonté du président des Etats-Unis de prévenir une agression en Europe, et non plus seulement de la repousser, et qui rompait avec un isolatisme plus que séculaire.

Encore devait-il convaincre les Américains et le Congrès de le suivre. Ce n'était pas une mince affaire. Les Américains étaient entrés dans les guerres mondiales à reculons, poussés par la lucidité des présidents Wilson et Roosevelt à répondre par les armes aux provocations et attaques allemandes et japonaises. Arthur Vandenberg, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, ancien isolationniste converti à l'internationalisme par l'attaque de Pearl-Harbor, se charge de l'opération et fait voter par le Sénat, constitutionnellement grand maître de la guerre et de la paix, par 64 voix contre 4, une résolution recommandant « l'associa-

(1951), l'Allemagne fédérale (1955) et l'Espagne (1982) se joindront aux douze fondateurs. Les parties conviennent qu'« une attaque armée » contre l'une d'elles sera « considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties », chacune prenant aussitôt « telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée » (art. 5, qui laisse ainsi à chacun le libre de décider de ses actes) ; les parties se prêtent en outre mutuellement assistance pour accroître leur « capacité de résistance » (art. 3, qui se traduira immédiatement par un gigantesque programme américain d'aide militaire aux Européens). Il n'est pas question de commandement commun, mais un « conseil » (le conseil atlantique), formé de représentants des gouvernements, établira les « organismes » qu'il jugera nécessaires, « en particulier (...) immédiatement un comité de défense, qui recommandera les mesures à prendre pour l'application des articles 3 et 5 ».

tuel. Certes, durant l'été 1949, les Soviétiques font exploser leur première bombe A, mais l'événement, stratégiquement considérable, était prévu et programmé.

En revanche, l'attaque surprise de la Corée du Sud par celle du Nord (25 juin 1950) provoque la panique en Occident. Ce que Staline fait en Asie, pourquoi ne le ferait-il pas en Europe ? Nul ne doutait alors que c'était bien lui qui tirait toutes les ficelles du « bloc », et ce n'est que dix ans plus tard que de Gaulle, le premier, se rendra compte que ce « bloc » n'en était pas un, et qu'en Asie, Mao Zedong agissait de son propre chef.

Pour l'heure, l'équilibre nucléaire étant en voie d'être établi, un barrage « classique » se révèle indispensable pour garantir l'Europe contre une invasion, ce qui suppose le retour en force des GI, le renforcement des armées européennes, un commandement commun. Washington



tion des Etats-Unis, par voie constitutionnelle, avec des mesures régionales ou collectives, fondées sur une aide individuelle et mutuelle, effective et continue. C'est amphigourique quant au style mais, pour les initiés, c'est politiquement clair : pour la première fois, les Etats-Unis vont conclure en temps de paix une alliance hors de leur continent.

Les négociations sont rondement menées, Staline se chargeant de lever les ultimes réticences américaines en bloquant les voies d'accès terrestres à Berlin-Ouest, sous prétexte d'empêcher les occupants occidentaux d'y introduire une monnaie promise à un immense avenir, le deutschmark.

#### Les Français demandeurs

Quant aux Européens, et au tout premier rang les Français, ils sont demandeurs, et demandeurs pressants. De Gaulle, pourfendeur de la IV<sup>e</sup> République et gardien vigilant de l'indépendance française, salue dans le pacte « une très heureuse et très importante manifestation d'intention », mais ajoute qu'elle n'aura de « vertu pratique » pour la défense de la France et de l'Europe que dans la mesure où la France aura une défense nationale, « c'est-à-dire de ce que vaudra l'Etat ».

Michel Debré, qui, à cette époque, conjure les Européens de se doter d'un « arbitre » et d'une assemblée élus au suffrage universel direct, affirme que « l'Europe atlantique est la seule conception réelle, la seule concevable ».

Le grand souci des négociateurs européens est d'obtenir des Américains un engagement aussi automatique et contraignant que celui auquel ils ont souscrit mutuellement à Bruxelles. Mission impossible : il est impensable de déposer le Sénat américain de ses prérogatives constitutionnelles.

C'est donc un traité d'alliance très classique que signent le 4 avril 1949 à Washington les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, ainsi que le Canada (inséparable des Américains et des Britanniques), la Norvège, le Danemark et l'Islande (après une infructueuse tentative d'union scandinave neutre et une offre soviétique à Oslo d'un pacte de non-agression dont l'effet contre-productif est foudroyant), le Portugal et l'Italie. Ultérieurement, la Grèce et la Turquie

Conclu pour vingt ans, le traité est indéfiniment et automatiquement renouvelable.

En dépit d'un tir de barrage frénétique des communistes du monde entier, les ratifications parlementaires sont obtenues sans difficulté, et le traité entre en vigueur dès le 23 août 1949. Il n'en suscite pas moins en France une vive controverse. Si l'éditorialiste du Monde le considère comme un « pilier de la paix », il redoute qu'il ne déresponsabilise les Européens et n'ait une minuscule course aux armements. Pierre Brissac, député du RPF, dans le Figaro, traite les journalistes du Monde d'« insectes ». Sirus (H. Beuve-Méry) répond sous le titre « En avez-vous ? » : « Ayons-en donc. Suffisamment, mais pas trop. Les médecins savent qu'exhibitionnisme et impuissance vont souvent de pair. » Il précisera plus tard que, faute d'un improbable « fédéralisme atlantique », une Europe « indépendante, neutre et armée » bénéficierait de la garantie américaine « n'aurait rien à redouter des Russes ». N'est-ce pas indiquer déjà la direction que prendra de Gaulle lorsque, revêtu du pouvoir, il se fera l'incassable champion de l'Europe européenne (sans jamais cependant revendiquer sa neutralité) ?

Controverse au long cours, donc, qui prendra un tour passionnel et divisera durablement les Français avec l'interminable épisode du réarmement allemand et de « l'armée dite européenne » (de Gaulle disait). Le lendemain de la signature Le Monde avait écrit : « Le réarmement allemand est contenu dans le pacte comme le germe dans l'œuf. » Comment imaginer en effet que les alliés disputent aux Soviétiques le sol de l'Allemagne sans le concours de ses fils, les meilleurs soldats de leur temps, on ne le savait que trop ? En septembre 1950, Washington réclame officiellement l'armement de contingents allemands.

Entre-temps, la dramatique aggravation de la tension Est-Ouest avait transformé la nature même de l'alliance. Pendant les négociations, le Kremlin avait multiplié les moulinets de sabre, mais après la signature il ne bronche pas et ne met même pas à exécution sa menace de dénonciation des alliances franco et anglo-soviétiques. Mieux encore : le 11 mai 1950, il met fin, sans contrepartie tangible, au blocus de Berlin. Comportement qui, jusqu'à et y compris la crise des missiles des années 80, deviendra habi-

accepté, sous réserve que le commandant soit américain (ce que nul dirigeant européen ne conteste, bien au contraire), et que soit constituée une force européenne « intégrée » à laquelle participeraient des « unités allemandes » (16 septembre 1950).

La crise déclenchée en France, puis entre celle-ci et ses alliés, par cette exigence, si prévisible qu'elle fût, ne sera dénouée qu'en 1954 par Mendès France avec la reconstitution d'une armée allemande (Bundeswehr) soumise à certains contrôles et restrictions (interdiction d'un armement nucléaire notamment) et l'adhésion de l'Allemagne fédérale aux traités de Bruxelles et de Washington.

#### L'OTAN intégrée

Mais déjà était constituée une organisation militaire intégrée (couramment désignée comme l'Organisation du traité de l'Atlantique nord ou OTAN), non inscrite dans le traité, établie par des accords bilatéraux « techniques » et qui plaçaient les forces du continent européen (mais pas celles des îles Britanniques) sous un commandement américain de fait. C'est de ce dispositif que de Gaulle retirera la France en 1967 pour lui rendre la pleine responsabilité de sa défense tout en demeurant « l'allié de ses alliés » selon les dispositions du traité de Washington. Il fallut de longues années pour que la diplomatie française parvienne à faire accepter sans restriction mentale par ses alliés la spécificité de la France (déclaration d'Ottawa en 1974, réunion du conseil atlantique à Paris en 1983).

Depuis quarante ans, l'Alliance atlantique remplit sa mission en assurant aux Etats membres la paix et la sécurité dans la liberté, au prix, il est vrai, annoncé par Sirus. Aujourd'hui pourtant, cette longue période de quiétude stratégique arrive à son terme : la perestroïka, les accords de réduction contrôlée des armements des deux superpuissances, et surtout ceux qu'elles négocient, le rapprochement à long terme qui s'annonce ainsi que l'indépendance d'une diplomatie occidentale, modifient les données mêmes de la sécurité européenne, et devraient en bonne logique amener les alliés atlantiques à reconsidérer l'organisation de leur défense commune.

MAURICE DELARUE

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

en direct sur

animé par

Olivier MAZEROLLE

avec Patrick JARREAU  
et Bernard ELIE (Le Monde)  
Paul-Jacques TRUFFAUT  
et Robert DARANC (RTL)

ALAIN  
CARIGNON

RTL

Je m'inscris



LIBAN

Reprise des bombardements sur Beyrouth

Beyrouth a, de nouveau, été soumise vendredi 31 mars à de violents bombardements d'artillerie qui ont mis fin à l'accalmie — à défaut de véritable trêve (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> avril) — qu'un « cessez-le-feu » accepté mardi par le chef du gouvernement et de l'armée en secteur chrétien, le général Michel Aoun, avait permise. Plusieurs centaines d'obus se sont abattus dans la soirée de vendredi sur Beyrouth-Est, entraînant une riposte chrétienne sur le secteur occidental (à majorité musulmane) de la capitale ainsi que sur les villages druzes des montagnes environnantes.

Dans le même temps, le Conseil de sécurité de l'ONU demandait aux parties en conflit au Liban de mettre fin à leurs affrontements et de faciliter l'instauration d'un cessez-le-feu « effectif ».

Contradictant les démentis répétés de Damas sur l'implication des

forces syriennes dans les combats qui ensanglantent la région de Beyrouth depuis le 14 mars, le chef des milices druzes du PSP (Parti socialiste progressiste), M. Walid Joumblatt, principal allié de la Syrie au Liban, n'a pas craint d'assurer vendredi que « tout le monde sait que l'armée syrienne a participé aux bombardements » contre le « pays chrétien ».

Le PSP affirme, dans un communiqué, que cette intervention ne s'est « produite qu'après que les positions syriennes eurent été directement visées », soulignant que « cette riposte » s'était avérée « précise ».

Pour sa part, le patriarche maronite, Mgr Sfeir, a lancé un appel « à tous les responsables, libanais et non libanais » pour qu'ils fassent « taire définitivement leurs canons et cessent de détruire les maisons sur la tête de leurs habitants ». — *AFP, Rester.*

La France et sa dignité

(Suite de la première page.)

Nous savons bien, depuis la fin des années 30, ce qu'une telle attitude a de commode et de méprisable... Il se trouve toujours de bons esprits pour la justifier au nom d'une « réalpolitik » qui aurait mené E. De Gaulle au sommet des sondages s'ils avaient — à l'époque — existé.

Il se fait donc aujourd'hui que notre gouvernement peut être populaire en étant indigne. A chacun sa fierté. A chacun son habileté. Qu'importe à M. Mitterrand que les boat-people à venir soient des maronites libanais, ou euvérans M. Kouchner ailleurs !

Qu'importe à M. Fabius les enlèvements de députés, le diktat syrien sur l'élection présidentielle libanaise, le Chili rapporte davantage ! On n'enverra pas de commission parlementaire ! Qu'importe à M. Rocard l'écrasement des derniers chrétiens d'Orient : ils sont minoritaires. Ils ne s'exprimeront plus que par le silence de leur tristesse dans la diaspora qui leur est promise.

Membre permanent du Conseil de sécurité, présente par ses soldats au sud du Liban, liée depuis Louis IX à ces territoires et à ces hommes, la France est aujourd'hui myope, muette et paralysée.

Elle ne veut pas voir, elle ne veut pas parler, elle ne veut pas agir.

La pression de l'intolérance et de la force jette à la mer ce qui reste de la chrétienté d'Orient, c'est-à-dire la part la plus ancienne du patrimoine culturel

de notre civilisation. Qui ne devine avec angoisse que ce qui est fait aujourd'hui — dans l'indifférence — contre les chrétiens, sera fait demain contre les juifs ?

La présence militaire syrienne au Liban, c'est-à-dire son occupation, n'est pas condamnée par la France : mais il ne devrait pas y avoir un seul discours international tenu par un responsable français qui ne commence par cela !

Ouverts sur l'Occident

Une partie du territoire libanais est gérée par ceux qui l'ont toujours habité. Ils parlent français. Ils élisent leurs représentants. Ils sont ouverts sur l'Occident. Ils font référence à la France des droits de l'homme, à sa culture et à son histoire. Qu'ils cessent de nous importuner ! La France officielle célèbre le Bicentenaire avec les morts, pas avec les vivants.

Bien avant que le Christ ne s'y rende c'est des rivages libanais qu'Europe a été enlevée. Si aujourd'hui elle oublie ce qui la fonde, si elle abandonne ceux qui la regardent, si elle méprise ceux qui l'appellent, comment peut-elle encore prétendre à un message ?

Pour nous qui pensons que la France n'est pas une race, pour nous qui croyons que notre langue est porteuse de fraternité, pour nous qui aimerions simplement partager une fierté, la question nous hante : qu'as-tu fait de ton frère ?

FRANÇOIS LÉOTARD.

La visite à Cuba de M. Mikhaïl Gorbatchev

M. Fidel Castro reste hostile à la nouvelle politique soviétique

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

« Vive la perestroïka ! » : lancé par une poignée de dissidents qui accueillait ainsi, jeudi 30 mars, le verdict émis par un tribunal de La Havane contre cinq de leurs amis condamnés à des amendes pour l'impression d'un bulletin illégal, ce cri révèle les espoirs suscités au sein de la petite opposition cubaine par l'arrivée, dimanche, de M. Gorbatchev dans l'île.

« Il n'y a pas si longtemps, affirme le secrétaire général du Parti pour les droits de l'homme (illégal), M. Samuel Martinez Lara, nous aurions été condamnés à plusieurs années de prison pour avoir osé imprimer ce bulletin. Il faut reconnaître qu'il y a eu des changements au cours des dernières semaines : on ne doit plus de la prison à M. Gorbatchev et à la présence massive de la presse étrangère. » M. Martinez Lara, qui a passé trois ans en prison au début des années 80 pour « espionnage au profit des Etats-Unis », a été une année condamné, jeudi, à une amende de trois cents pesos (environ deux mille francs au taux officiel) pour sa participation à la fabrication de la quatrième édition d'une feuille ronéo-typée intitulée *Francia* (franchise).

« Nous avons commis des erreurs »

« On n'avait jamais vu ça à Cuba, souligne, rayonnant, un autre dissident, des gens nous ont applaudi à l'entrée et à la sortie du tribunal ! La police, qui surveillait les abords du bâtiment, s'est bornée à faire circuler les quelques dizaines de personnes réunies sur le trottoir. On observe, depuis l'été dernier, la même attitude de tolérance à l'égard des activités des dissidents : ceux-ci rencontrent désormais les représentants de la presse étrangère sans se cacher.

Installé dans le garage d'une maison située dans un quartier résidentiel de La Havane, le principal dirigeant de l'opposition interne, M. Eizabdo Sanchez, reçoit à longueur de journée, tous ceux qui veulent le voir.

M. Sanchez, qui préside la Commission cubaine des droits de l'homme et de réconciliation nationale, est aux anges : « Le peuple, dit-il, attend beaucoup de choses de la visite de M. Gorbatchev. » Pour les dissidents, le dirigeant soviétique est devenu une sorte de héros, « un grand dirigeant démocratique ».

« Nous attendons pas de résultat spectaculaire, ajoute M. Sanchez, mais nous sommes convaincus que les effets positifs se feront sentir après. Nous savons que, publiquement, M. Gorbatchev va donner un appui très ferme à Fidel Castro en disant qu'il est un grand dirigeant et un ami. Mais on peut per-

ser qu'en privé le ton va être différent. L'Union soviétique a les moyens d'exercer des pressions en demandant des explications sur l'utilisation des milliards de roubles de l'aide fournie à Cuba. Pourquoi, par exemple, maintenir une armée de trois cent mille hommes et une police politique aux effectifs disproportionnés dans un pays où la violence politique est inexistante ? Nous ne demanderons pas à M. Gorbatchev de suspendre les fournitures de pétrole à Cuba, mais d'être cohérent avec sa politique de détente en cessant de financer notre gigantesque appareil de répression. Je crois que Fidel Castro sera obligé d'écouter ses conseils. »

Comment satisfaire les attentes des Cubains, fascinés par la perestroïka, sans pour autant irriter M. Fidel Castro, qui ne cache guère son allége à la politique de reconstruction et de transparence en vigueur à Moscou ? Le dirigeant cubain avait déjà fixé les limites le 26 juillet dernier : il n'y aura pas de perestroïka à Cuba, avait-il déclaré en substance, provoquant une profonde frustration chez ceux qui espèrent que leur pays suivra l'exemple soviétique. Le dirigeant cubain avait enfoncé le clou en prononçant un discours particulièrement dur début décembre — quatre jours avant l'annonce de l'ajournement de la visite de M. Gorbatchev. Contre les Etats-Unis, certes, qui étaient accusés de chercher à « détruire » la Révolution par tous les moyens, mais aussi à l'égard de l'Union soviétique, où les « expériences » en cours pourraient, disait-il, créer des « difficultés » à Cuba.

« Nous avons commis des erreurs », avait déclaré M. Castro, et il faut les corriger. Mais nous ne devons pas reculer des choses à partir des erreurs des autres mais à partir de nos erreurs à nous et de nos expériences. » Ce discours avait fait l'effet d'une douche froide pour les Cubains... et pour les Soviétiques.

« Fidel y a été un peu fort, nous avait déclaré alors un diplomate

soviétique ; mais cela ne constitue pas vraiment une surprise pour nous. Visiblement, Cuba n'est pas mûr pour la perestroïka. Mais nous n'avons pas le choix : chaque pays socialiste est maître de son destin et l'époque des pressions est révolue. »

Pas de punition

M. Castro s'est même permis de donner des leçons de socialisme aux Soviétiques, leur rappelant que, sans le marxisme-léninisme, la Révolution d'octobre n'aurait pas eu lieu. Sans jamais prononcer le mot tabou de « perestroïka », il a mis en garde les pays socialistes : « Nous ne devons pas laisser s'affaiblir notre idéologie révolutionnaire, notre conscience révolutionnaire (...). Le socialisme est le seul espoir des peuples opprimés. »

Mais comment rendre le socialisme efficace ? L'économie cubaine est exsangue et terriblement dépendante de l'URSS, qui absorbe 74 % des exportations de l'île (sucre, nickel, cobalt, agrumes, etc.) et lui fournit 100 % de ses besoins en pétrole, charbon, papier journal, etc. « Les entreprises cubaines, estime un économiste soviétique en poste à La Havane, ne sont pas en mesure de traiter directement avec leurs partenaires soviétiques. Elles sont trop petites et pas assez efficaces. Le gouvernement cubain est donc obligé de les représenter dans les négociations commerciales, ce qui va à l'encontre de la politique d'autonomie des entreprises encouragée en Union soviétique. »

Un nouvel accord économique

Malgré tout, les Soviétiques affirment n'avoir aucunement l'intention de « punir » Cuba. Un nouvel accord économique, qui devrait être signé au cours de la visite de M. Gorbatchev, pourrait être plus avantageux que le précédent (prêt à très bas taux d'intérêt, suspension des remboursements d'une dette évaluée à 10 milliards de dollars au

moins, etc.). Aucun chiffre n'est avancé, pour l'instant, sur le montant de l'aide économique. Selon les Etats-Unis, elle aurait dépassé les 5 milliards de dollars en 1987 (sans inclure l'assistance militaire de 1,5 milliard de dollars) ; les experts soviétiques, eux, parlent de près de 3 milliards de dollars.

Confrontés à des pénuries chaque jour plus durement ressenties (problèmes d'approvisionnement de toutes sortes, manque de transports), les Cubains s'arrachent l'édition espagnole des *Nouvelles de Moscou* (hebdomadaire publié en Union soviétique en plusieurs langues) pour connaître les derniers développements de la perestroïka. Ils se passent de main en main le livre de M. Gorbatchev (*Perestroïka*), devenu introuvable — sauf dans les librairies des hôtels, où il faut payer... en dollars, et où les Cubains n'ont d'ailleurs pas accès. « C'est quand même un comble, remarque un dissident, que les publications officielles soviétiques soient devenues des samizdats chez nous ! »

BERTRAND DE LA GRANGE.

ETATS-UNIS

M. Reagan ne témoignera pas au procès North

WASHINGTON

Correspondance

L'ancien président Reagan ne sera pas appelé à témoigner au procès de l'ex-colonel North, protagoniste principal du scandale de l'Iranguate. La décision du juge Gesella a été prise non seulement les avocats de North mais tous ceux qui comptaient sur la déposition de l'ancien président pour animer un procès fastidieux se déroulant dans l'indifférence. En citant à comparaître l'ex-président, la défense entendait prouver que North n'avait fait qu'appliquer les instructions ou les suggestions du président, bref qu'il était simplement un bon émissaire. Sur ce point, la décision du juge est formelle : « (...) Aucune preuve n'a été donnée que North ait jamais reçu l'autorisation du président Reagan de s'engager dans une opération illégale, directement ou indirectement, oralement ou par écrit. »

De sa retraite de Californie, l'ex-président a confirmé qu'il n'avait jamais eu l'intention d'obéir à une citation à comparaître. « J'aurais cru qu'un président qui ne s'avait pas le droit d'imposer à d'autres présidents », a-t-il dit.

H. P.

EN BREF

● ARGENTINE : un nouveau ministre de l'économie. — Le président de la Chambre des députés, M. Juan Carlos Pugliese, a été nommé ministre de l'économie, vendredi 31 mars, après le départ de M. Juan Sourrouille, démissionnaire « en raison de la difficile situation économique ». — (AFP, UPI, AP.)

● COLOMBIE : un sénateur et deux journalistes enlevés. — Un sénateur du Parti libéral (au pouvoir) et deux journalistes colombiens ont été enlevés, jeudi 30 mars, à Cucuta, dans l'Est du pays, a annoncé la police. Pour celle-ci, le sénateur Felix Salcedo Baldaño a été kidnappé par un homme et une femme de l'Armée de libération nationale (ELN, de filiation cubaine). — (Reuters.)

● PÉROU : vingt-six paysans tués par le Sentier lumineux. — Quelque soixante-dix guerilleros du Sentier lumineux ont envahi le village de Carhuampas, dans les Andes, vendredi 31 mars, et massacré vingt-six membres d'une milice paysanne, dont neuf femmes, a indiqué la police. — (Reuters.)

● SALVADOR : cent soixante-trois guerilleros tués en un mois, selon l'armée. — L'armée salvadorienne a annoncé, vendredi 31 mars, avoir tué cent soixante-trois guerilleros et en avoir blessé cent quatre-vingts durant le mois de mars, au cours duquel ont eu lieu les élections présidentielles (FMLN). — (AFP.)

Diplomatie

M. Hun Sen devrait annoncer le 5 avril le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge

Ni Phnom-Penh ni Hanoi n'avaient encore réagi, jeudi 30 mars, à la déclaration de M. Hun Sen, ministre de l'Intérieur, aux informations selon lesquelles M. Hun Sen devrait annoncer la semaine prochaine un retrait unilatéral des troupes vietnamiennes du Cambodge en septembre 1989 (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> avril). De sources sûres, on confirme cependant que le premier ministre de Phnom-Penh doit se prononcer à l'occasion d'une conférence de presse prévue le mercredi 5 avril en clôture d'une réunion du bureau politique du PC de Phnom-Penh.

Washington s'inquiète du programme nucléaire irakien

Washington (AFP). — Les Etats-Unis ont exprimé, vendredi 31 mars, leur inquiétude face à l'éventualité que l'Irak cherche à se doter de l'arme nucléaire, tout en refusant de confirmer que ce soit le cas. « Je suis fermement opposé à la prolifération des armes nucléaires », a déclaré le président Bush, interrogé sur un article du *Washington Post* citant des sources israéliennes qui accusent l'Irak de poursuivre un programme de construction de têtes nucléaires. « Je ne veux pas donner du crédit à cet article », a toutefois ajouté M. Bush.

« La perspective que l'Irak puisse chercher à acquiescer une capacité nucléaire nous inquiéterait beaucoup, et c'est une chose que nous surveillons avec beaucoup d'attention », a déclaré de son côté le nouveau porte-parole adjoint du département d'Etat, M. Richard Boucher.

cred 5 avril en clôture d'une réunion du bureau politique du PC de Phnom-Penh.

Entre-temps, plusieurs initiatives ont été prises pour relancer la négociation d'un règlement politique interne. Une réunion à Paris de représentants des quatre factions cambodgiennes (Khmers rouges, silhanoukistes, FNLPK de M. Son Sann et régime de Phnom-Penh) est annoncée pour le 10 avril. De son côté, en visite à New-Delhi, le premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonhavan, a déclaré vendredi qu'il tentait d'organiser une rencontre entre M. Hun Sen et le prince Sihanouk.

Ce dernier est attendu en visite officielle en Thaïlande fin avril, un séjour qui coïncidera avec celui de M. Nguyen Co Thach, vice-premier ministre vietnamien, qui doit intervenir, le 28 avril, à Bangkok, dans le cadre d'un symposium : « L'Indochine, d'une zone de guerre à une zone de commerce ». Le chef de la diplomatie vietnamienne doit d'abord se rendre à Moscou.

J.-C. P.

● M. Mitterrand aux Etats-Unis. — Le président de la République se rendra aux Etats-Unis les 20 et 21 mai. Il sera reçu le 20 à Kennebunkport, dans la maison familiale du président George Bush. Le 21, il assistera aux cérémonies du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'université de Boston, où lui sera remis le titre de docteur honoris causa.

Francophonie

La réunion préparatoire au sommet de Dakar marquée par l'affaire de l'Institut Pasteur

La réunion ministérielle préparatoire du troisième sommet francophone, prévu à Dakar en mai, s'est tenue à Paris jeudi 30 et vendredi 31 mars, en présence des représentants d'une quarantaine de gouvernements.

Malgré la verve habituelle de M. Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie, c'est dans un climat assez morose que s'est déroulée la conférence de presse clôturant les travaux. Faisant allusion à la récente décision de l'Institut Pasteur de publier désormais ses annales en anglais — décision prévisible depuis longtemps qu'un peu partout dans l'aire francophone, suscite étonnement et déception devant l'inaction des autorités françaises, — M. Lucien Bouchard, ministre canadien de l'environnement, président du comité international du suivi des sommets, a fait part de « sa déception, de son inquiétude, presque de son découragement ».

La mesure prise par l'Institut Pasteur, peu importante en soi mais hautement symbolique quant au principe, survient à la veille d'un sommet incertain, où les projets grandioses ou modestes « d'audiovisuel francophone », de banque de données ou d'images, « d'industries de la langue », projets auxquels on a ajouté cette fois l'environnement, vont être présentés respectueusement à Dakar, mais risquent de ne pas être suivis d'effets, faute de crédits ou de volonté politique suffisante. Pendant ce temps, des chaînes américaines ou libyennes commencent à arroser l'Afrique occidentale...

M. Decaux a tenté de rassurer en affirmant que l'Institut Pasteur accepterait finalement « de publier encore des articles en français s'ils

sont très bons », (cela veut-il dire qu'il en publierait de moins bons à condition qu'ils soient en anglais ?) Et que, de toute façon, cette affaire « devrait avoir au moins pour avantage de mobiliser enfin l'opinion publique française autour de l'idée francophone ». Le ministre a indiqué qu'il recevait beaucoup de lettres de Français indignés par la décision de l'Institut.

Il a souligné également que la francophonie faisait toujours recette à l'étranger puisque trois nouveaux Etats ont demandé à participer au sommet de Dakar : le Cameroun ; le Cap Vert et la Guinée-Bissau, deux anciennes possessions portugaises où le français s'est récemment répandu.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

Le conseil des Eglises chrétiennes se prononce contre le paiement de la dette

Rio-de-Janeiro. — Les Eglises catholique, luthérienne, méthodiste, épiscopale, presbytérienne et réformée du Brésil ont co-signé vendredi 31 mars, à Rio, un document hostile au paiement de la dette extérieure du pays. Le conseil national des Eglises chrétiennes (CONIC) déclare à partir de maintenant les ministres des différents cultes devront orienter leurs paroissiens sur ce thème. « La position du candidat à la présidence de la République par rapport à la dette devra être un facteur déterminant pour le vote à la présidentielle de novembre prochain », annonce le texte.

« La dette extérieure ne doit pas être payée, car elle a déjà été payée ; continuer à la payer ne fait qu'aggraver la condition de misère du peuple brésilien », affirme le CONIC. L'institution suggère également que la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) adopte la « crise de la dette extérieure » comme thème de sa prochaine campagne annuelle de la fraternité. — (AFP.)

Italie

Le Sénat autorise un référendum sur l'union politique européenne

Etes-vous, oui ou non, favorable à un Parlement européen constituant ?

Les Italiens devraient se prononcer sur cette question le 18 juin, à l'occasion des élections européennes. Le Sénat italien a adopté, jeudi 30 mars, un projet de loi autorisant l'organisation de cette consultation qui porterait sur la possibilité de transformer la Communauté européenne en une véritable union politique, dotée d'un gouvernement responsable devant le Parlement de Strasbourg qui rédigerait un projet de Constitution européenne, lequel serait soumis aux Etats membres.

M. Giovanni Spadolini, le président du Sénat, a envoyé le texte aux présidents de tous les Parlements des pays de la Communauté, « dans la conviction que l'exemple donné par le Parlement italien » pourra être suivi.

Nicaragua

Démission du chef d'état-major de la Contra

Le commandant Juan Rivas Romero, chef d'état-major des rebelles anti-sandinistes (« la Contra »), considéré comme un de leurs meilleurs éléments militaires, a annoncé vendredi 31 mars sa démission. Il a évoqué des raisons de santé. En réalité, des déclarations d'autres dirigeants de la Contra ne laissent aucun doute sur le fait que cette démission est une protestation contre la décision prise le 24 mars par les Etats-Unis de renoncer à une aide militaire au profit d'une simple aide « humanitaire » en faveur des opposants armés au régime de Managua. M. Rivas aurait également mal pris certains contrôles américains imposés aux camps des rebelles installés au Honduras. — (AFP.)



## Europe

## ESPAGNE

## L'ETA prolonge son ultimatum de soixante-douze heures

MM. Mitterrand et Gonzalez ont évoqué la lutte antiterroriste, vendredi 31 mars, lors d'un déjeuner à l'Élysée, où le ministre français de l'Intérieur les a rejoints pour le café. Le chef du gouvernement espagnol s'est ensuite entretenu avec M. Michel Rocard. Se félicitant de la coopération franco-espagnole dans la lutte contre l'ETA, M. Gonzalez a affirmé après ces entretiens qu'il n'avait pas été question des trois militants emprisonnés en France dont l'organisation séparatiste réclame la participation aux négociations d'Alger: « Ces gens sont soumis à la loi en France », a-t-il dit.

M. Gonzalez n'a pas démenti que son ministre de l'Intérieur, M. Corcuera, se soit rendu récemment à Alger pour s'y entretenir avec les autorités de ce pays, comme l'avait affirmé El País. Rien n'a filtré de l'entretien qu'on en a à Paris, jeudi, MM. Joxe et Corcuera.

MADRID  
de notre correspondant

Un nouveau communiqué de l'ETA militaire, le troisième en moins d'une semaine, remis vendredi 31 mars à l'Agence France Presse et publié samedi par le quotidien basque Egin, donne un nouveau délai de soixante-douze heures au gouvernement espagnol pour « rectifier de manière publique et officielle » sa version des conversations menées à Alger entre les représentants de l'organisation et ceux du gouvernement. Faute de quoi la trêve en vigueur depuis janvier sera définitivement rompue.

L'ETA, qui avait lancé, mercredi, un premier ultimatum de vingt-quatre heures, affirme faire de la sorte un « nouveau et dernier geste ». Elle ne craint pas d'en appeler « aux principes démocratiques et à l'honnêteté éthique et politique » du gouvernement pour réparer son « très grave manquement » aux accords entre les deux parties. Le motif de cet ultimatum paraît pourtant mineur: le texte de la déclaration officielle sur les conversations d'Alger diffusée mardi par le ministère de l'Intérieur ne correspondait pas exactement à celui qui avait été

communiqué, l'allusion à « une solution politique négociée » ayant été remplacée par « une solution de commun accord et définitive ».

Le ministère de l'Intérieur s'est refusé, vendredi soir, à commenter ce troisième communiqué. On considère en fait, dans les milieux gouvernementaux, que les incohérences de l'ETA relèvent de graves dissensions internes. Ces dissensions sont perceptibles aussi dans l'attitude de Henri Batasuna, la coalition proche de l'ETA, dont les dirigeants, visiblement désorientés, ont multiplié ces derniers jours les déclarations contradictoires.

Toujours selon les milieux gouvernementaux, les dirigeants de l'ETA en Espagne, et notamment Arzoz, penchent pour une ligne plus souple, impliquant la prolongation de la trêve. Mais les « durs » de l'organisation, au premier rang desquels Josu Ternera, actuellement en prison en France, auraient finalement imposé leurs vues. Il s'agit d'écarter pour eux d'élever leurs exigences jusqu'à un niveau insupportable pour le gouvernement et de provoquer ainsi la rupture du dialogue. Une méthode déjà plusieurs fois éprouvée par l'ETA.

Th. M.

## URSS

## M. Gorbatchev: les élections ont été « une avancée dans la perestroïka »

Moscou. — La presse soviétique a publié vendredi 31 mars le discours prononcé mercredi par M. Gorbatchev devant les responsables des médias soviétiques. Parlant des élections qui ont eu lieu le 26 mars, le chef du Kremlin a notamment déclaré:

« Nulle part la politique de reconstruction n'a été remise en cause, au contraire le peuple s'est résolu à franchir un pas décisif (...). Le parti va se débarrasser des gens inertes qui ne donnent rien à la perestroïka, et parfois la distordent, mais cela « ne met pas en doute la nécessité d'un parti actif, surtout aujourd'hui, pour cette étape décisive de la perestroïka ».

Après avoir qualifié ces élections d'« étape très importante dans la vie politique et sociale du pays », il a ajouté: « Il nous faut poursuivre dans cette voie, plutôt que d'en chercher d'autres et s'engager dans des spéculations politiques que certains ont commencé à imposer à travers la presse, comme le multipartisme... La démocratie réside non dans le nombre des partis mais dans le rôle que joue le peuple dans la société », a-t-il poursuivi.

« Nous ne pouvons pas, a encore dit M. Gorbatchev, nous en tenir au droit d'être des rêveurs naïfs. Sans démocratie et glasnost (transparence), il n'y a pas de perestroïka. Le parti, à ce stade de la perestroïka, agit comme une force politique initiatrice de développement social » et son rôle rassembleur est indispensable (...) devant les forces centrifuges qui apparaissent (...).

« Le parti ne nie pas sa responsabilité dans les déformations du socialisme qui ont pu se produire dans le pays. Ayant assumé cela, il a lancé une politique de reconstruction, et la mènera jusqu'au bout, afin de faire avancer le renouveau ».

« Une certaine des idées dissidentes déformées... Au moins cent dissidents soviétiques sont toujours emprisonnés dans des conditions pénibles, a affirmé, vendredi 31 mars, Amnesty internationale à Londres. L'organisation humanitaire relève également que, en dépit de progrès dans le domaine des droits de l'homme en URSS, « il n'y a pas eu d'amélioration notable des conditions de détention ». — (AP.)

## TCHÉCOSLOVAQUIE

## Le président Husak devrait reprendre ses fonctions

Le président de la République de Tchécoslovaquie, M. Gustav Husak, a quitté l'hôpital vendredi 31 mars, après avoir été soigné pendant un mois pour une « légère attaque d'apoplexie ». On annonce de source officielle à Prague à l'issue d'un plénum du comité central, réuni jeudi et vendredi.

M. Husak, âgé de soixante-seize ans, va poursuivre sa convalescence chez lui, a précisé un responsable du PC tchécoslovaque, M. Miroslav Dostal. « Il n'y a aucune raison de penser qu'il ne reprendra pas bientôt ses fonctions », a-t-il ajouté.

René  
de M. Jakes

La réunion du comité central du PCT, essentiellement consacrée aux questions de l'éducation, a été marquée par un discours très dur, jeudi, du secrétaire général du parti, M. Milos Jakes. « Des forces hostiles à notre parti et au régime socialiste s'efforcent actuellement d'imposer la conception bourgeoise du pluralisme politique », a accusé M. Jakes. « A l'arrière-plan, a-t-il poursuivi, se trouvent pratiquement les mêmes gens qu'en 1968. Les groupes d'opposition sont passés, en janvier dernier (au cours des manifestations sur la place Venceslas), à une confrontation directe avec le pouvoir d'Etat. Ils ont réussi à

manipuler une partie des jeunes sans expérience ».

Le numéro un tchécoslovaque s'en est également pris aux signataires d'une pétition — ils sont plus de trois mille — qui a circulé dans les milieux artistiques et culturels pour la libération de l'écrivain Vaclav Havel. « Il ne faut pas reculer devant de telles pressions », a-t-il dit, reconnaissant cependant que « certains communistes » figuraient parmi les signataires. — (AFP, Reuters.)

« Vaclav Havel invité à Cannes. — Le ministre français de la culture, M. Jack Lang, a invité l'auteur tchécoslovaque Vaclav Havel, condamné en février à neuf mois d'emprisonnement (révisé à huit mois en appel), à assister à l'ouverture du Festival de Cannes, le 11 mai prochain.

« POLOGNE: le comité central approuve le dialogue conduit par le pouvoir. — Le comité central du Parti communiste polonais, réuni le vendredi 31 mars, a approuvé les discussions menées par le pouvoir avec l'opposition dans le cadre de la table ronde qui doit s'achever le 5 avril. Soit dit pour sa part continue à faire état d'importantes divergences dans la négociation. — (AFP, UPI.)

## TURQUIE: après un profond remaniement ministériel,

## M. Ozal n'exclut plus des élections anticipées

ANKARA  
de notre correspondant

Quinze ministres nouveaux sur vingt-cinq, dont beaucoup d'hommes jeunes, ingénieurs ou juristes pour la plupart, douze parlementaires et trois mutations: en amont, vendredi 31 mars, la composition de son nouveau gouvernement (nos dernières éditions du 1<sup>er</sup> avril), M. Ozal a assurément voulu montrer qu'après les dix-huit mois d'immobilisme écoulés entre sa faible victoire aux législatives de 1987 et sa défaite aux élections municipales de dimanche dernier, il avait enfin entendu l'aspiration des électeurs à un changement.

Cédant aux critiques de l'opposition et de la presse sur le rôle croissant joué par les membres de sa famille dans les affaires du pays, M. Ozal s'est séparé de son frère, l'économiste et ancien ministre d'Etat Yusuf Ozal, et de son neveu, l'ancien ministre de l'Agriculture Husnu Dogan.

D'autres ministres, contestés par l'opinion pour une raison ou pour

une autre, font les frais du remaniement. M. Ercan Vuralhan, ancien ministre de la défense, accusé de malversations depuis le jour de sa nomination, est remplacé par l'ancien ministre des travaux publics, Sefa Giray. Quitte également le cabinet deux ministres dont la trop forte personnalité passe pour incommode: respectivement le premier ministre et son épouse: MM. Hasan Celal Gitzel, ancien ministre de l'Éducation, est remplacé par M. Arni Akyol, et M. Adnan Kahveci, longtemps un des proches conseillers de M. Ozal, quitte son poste de ministre d'Etat.

La composition du cabinet reflète le souci de maintenir l'équilibre entre les deux grandes tendances du parti de M. Ozal, l'ANAP, les libéraux et les conservateurs issus des anciens partis ultranationaliste et islamiste. Les libéraux accroissent leur influence avec sept nominations à des postes importants, en tête desquels celui de vice-premier ministre, attribué au très libéral Ali Bozer. Cette promotion du ministre chargé des relations avec la CEE atteste

l'importance attribuée à la poursuite du processus lancé par la demande d'adhésion en 1987. M. Ghanesh Taner, un banquier formé à l'étranger, devient ministre d'Etat, ainsi que M. İsmail Celebi, un ingénieur, ancien conseiller économique de l'ancien premier ministre de gauche Bülent Egevit. M. Mesut Yilmaz reste aux affaires étrangères.

Vote  
de confiance

Plusieurs nominations de conservateurs à des postes-clés reflètent cependant l'importance de ce courant dans la base du parti: celles de M. Halil Shivgin à la santé, de M. Oktan Şengür à la justice, et de M. Ekrem Pakdemirli aux finances. Parmi les figures les moins connues du cabinet MM. Erucumet Konukman, ministre d'Etat, Lutfullah Kayalar à l'Agriculture et Mamik Kemal Zeybek à la culture appartiennent également à ce courant. Mais les plus durs des conservateurs, qui s'étaient parfois ouverte-

ment opposés à M. Ozal, ont été éliminés.

Après une première réunion, le porte-parole a annoncé que le gouvernement demanderait un vote de confiance, mardi: avec les deux cent quatre-vingt-deux sièges sur quatre cent cinquante, dont dispose l'ANAP au Parlement, l'issue ne fait pas de doute. Le porte-parole a précisé que le nouveau gouvernement n'envisageait pas de changement de politique. L'augmentation d'environ 20 % des prix du sucre et des carburants dès le lendemain des élections a été défendue par M. Ozal, qui a violemment critiqué les promesses de gratuité des services faites par l'opposition durant la campagne.

La presse de samedi, tout en s'efforçant de calmer les esprits quelque peu surchauffés après le résultat du 26 mars, souligne que, malgré le remaniement, des élections anticipées restent inévitables à court terme. M. Ozal lui-même, après en avoir écarté l'éventualité, l'a finalement acceptée sous pression, dit-on, du président Evren. « au moment qu'il jugera propice au bien du pays ».

MICHEL FARRÈRE.

## Afrique

## TUNISIE: les scrutins présidentiel et législatif

## M. Ben Ali se porte garant de la « transparence » du scrutin

La campagne pour les élections présidentielle et législatives du dimanche 2 avril s'est achevée vendredi par un discours de M. Ben Ali devant plusieurs milliers de militants du parti gouvernemental venus célébrer ce que le chef de l'Etat a appelé une « fête de la démocratie », que la Tunisie connaît « pour la première fois de son histoire ».

TUNIS  
de nos envoyés spéciaux

Aux abords du Palais des sports, des banderoles et des ballons « blanc » ont été accrochés aux « indépendants » pour les bulletins de vote) se mélangent aux pancartes et aux standards rouges du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). En effet, les « indépendants », qui sont presque tous islamistes, affirment, comme l'ensemble de l'opposition, soutenir le chef de l'Etat pour l'élection présidentielle.

sielle à laquelle il est le seul à se présenter.

D'entrée de jeu, M. Ben Ali a pris acte du large soutien dont a bénéficié sa candidature, et il s'est engagé à demeurer « le protecteur de l'unité de tous les enfants de la Tunisie, quelles que soient la multiplicité des sensibilités et les divergences d'opinions ».

Il s'est porté garant « de la transparence et de la clarté » des élections, engagement que ne manquera pas de lui rappeler une opposition qui se montre déjà sceptique quant à la régularité des opérations de vote et de dépouillement.

Par la facilité avec laquelle ils ont constitué leurs listes, par le succès populaire de leurs meetings, les islamistes, affiliés de l'étiquette « indépendants », ont fait la démonstration de leur force. Mieux, ils ont pratiquement imposé le thème de toute la campagne électorale, c'est-à-dire la place de l'islam dans la société. Alors que leurs candidats abordeaient, souvent de

façon très concrète, les problèmes socio-économiques des circonscriptions où ils se présentent, leurs rivaux du RCD se sentaient souvent obligés de porter le débat sur le terrain philosophico-religieux, pour se défendre d'être de mauvais musulmans. En adoptant des positions défensives sur le terrain choisi par l'adversaire, le RCD a peut-être négligé de faire passer une partie de son message de renouveau.

Il était paradoxal en apparence que les cibles principales du parti gouvernemental soient ces listes « indépendantes ». Celles-ci ont en effet été « envoyées au combat électoral » d'un simple « éclaircissement » du Parti de la renaissance dont la reconnaissance, officielle ne pouvait intervenir qu'après les élections, en raison de la date tardive à laquelle il a déposé sa demande de légalisation.

Législatif  
populaire

Pour le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), principal parti d'opposition sous M. Bourguiba, le scrutin, en revanche, est un moment crucial. Après un difficile début interne, il a finalement décidé une invitation du pouvoir à former des listes « d'union » dans le cadre du « pacte national » signé par tous les partis le 7 novembre 1988.

Non sans courage, M. Ahmed Mestiri, chef du MDS, a clarifié les choses dans une interview à l'hebdomadaire le Maghreb: « Le pacte national est une sorte de code de conduite. Ce n'est ni un programme électoral, ni un programme de gouvernement (...). Une liste commune aurait consacré d'une manière ou d'une autre le retour au système du parti unique ».

Séverement éprouvé sous M. Bourguiba, le MDS a eu un certain mal à réunir les moyens financiers nécessaires et un nombre suffisant de partisans assez résolus pour apparaître au grand jour comme des opposants déclarés dans les régions rurales, où cela demande du courage face à l'administration. Les autorités ne lui ont pas fait de cadeau, amenant par exemple une liste présentée dans la banlieue de Tunis par un membre de son bureau politique, M. Khenais Chamari. Fondée ou non, sur le plan strictement juridique, cette attitude n'était peut-être pas très adroite face à la liste islamiste, dont l'ampleur, il est vrai, n'a été mesurée qu'en cours de campagne.

Le code électoral indique que, pour postuler à la magistrature suprême, il faut être présenté par au moins trente députés ou maires. N'ayant d'avis ni à l'Assemblée nationale ni à la tête des conseils municipaux, le MDS ne pouvait présenter de candidat à l'élection présidentielle, à moins d'obtenir les ralliements nécessaires.

En tout état de cause, M. Mestiri avait annoncé à l'avance qu'il ne se présenterait pas contre M. Ben Ali. Ce choix se comprend, dans le contexte tunisien du moment, mais, en régime présidentiel, il est sans doute difficile de démissionner des candidats à la présidence dès lors qu'on s'interdit d'espérer l'alliance à la tête même du pouvoir.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE  
et MICHEL DEURÉ.

A Monastir  
un islamiste

MONASTIR  
de notre envoyé spécial

Parmi les candidats qui se présentent aux élections du 2 avril, sous l'étiquette « indépendants », il y a des personnalités assez inquiétantes et d'autres qui offrent au moins l'apparence d'un islam à visage humain. Tête de liste à Monastir, M. Badioui est de ce type.

Étudiant à Lyon, puis professeur d'arabe à l'université Jean-Moulin de cette ville, après avoir soutenu une thèse sur « l'impact de l'arabisme et du musulmanisme » à la Sorbonne, il est venu en Tunisie, il y a quelques années. Sollicité, assure-t-il, par plusieurs partis, il a choisi la liste d'inspiration religieuse pour lutter contre « certaines idées reçues » sur le compte de la ville natale de Bourguiba.

Selon lui, l'homme qui finit ses jours ici, dans l'ancien palais du gouverneur, n'a pas fait bénéficier tous les Monastirins de ses largesses et, si beaucoup d'argent a été dépensé pour la promotion de cette station balnéaire, des poches de pauvreté subsistent. M. Badioui a formé sa liste avec deux médecins, en contact avec les couches populaires, un ingénieur et un directeur d'usine qui paie ses appartements au-dessus de son salaire. Ses thèmes de campagne sont l'agriculture, la pêche et l'enseignement.

« Je n'ai rien contre la langue française, que je parle depuis longtemps, dit-il, mais obligé tous les soirs de lire la presse dans cette langue dès la troisième année du primaire est une absurdité. C'est au-dessus de leurs possibilités et les bargaïnneurs quelques chose de plus personne ne se reconnaît. On devrait choisir la langue étrangère au niveau du secondaire ».

Peu enclin à commenter certaines déclarations réactionnaires faites par d'autres islamistes, M. Badioui affirme ne pas connaître les « indépendants » qui se présentent dans les circonscriptions voisines. Interrogé sur l'afflux de touristes étrangers qui, dès le début de ces vacances de Pâques, occupent par dizaines de milliers les innombrables hôtels de cette côte particulièrement bien dotée, il tient pour peu significatif l'atténuation qui, pendant l'été 1987, fit quelques blessés légers dans un établissement balnéaire.

« C'était surtout une réaction contre les arrestations de jeunes, ordonnées par Bourguiba. La population sait que les touristes sont nécessaires à notre économie. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent entre eux. Tout ce qu'on leur demande, c'est de ne pas aborder des thèmes choquants quand ils sont parmi nous. Les jeunes Tunisiens sont moins enclins que naguère à la diatribe. C'est moins un rejet de l'étranger que la peur du sida ».

Pour sa part, M. Badioui aime beaucoup rencontrer les Français. La preuve: tous les quinze jours, il va faire une conférence dans un grand hôtel de Monastir, « pour expliquer aux touristes quel est le vrai visage de l'islam ».

J. de la G.

204 110 150



# Politique

## En Corse, les syndicats maintiennent une unité de façade

AJACCIO-BASTIA  
de nos envoyés spéciaux

Vendredi 31 mars, comme tous les matins, une centaine de fonctionnaires de la direction départementale de l'équipement se rassemblent sur l'esplanade de la gare d'Ajaccio. La direction est fermée. La dizaine de non-grevistes a subi un lock-out ainsi que le directeur. Avant l'assemblée générale, les réactions sur les propositions de M. Durafour sont « encore assez négatives ». Les fonctionnaires trouvent que la prime est « un peu maigre », mais « ça commence à bouger. Ils ont mis du temps pour se décider ». Le directeur, Yves Le Gall, bronze, vient prendre la température. Il estime que les grévistes commencent à « tourner en rond » et que la sortie du conflit est une affaire de « psychologie ». Pourtant, l'assemblée générale de l'équipement est à peine terminée que l'intersyndicale publie déjà la réponse « nette et unanime » des salariés de Corse-du-Sud, qui jugent les propositions du ministre « inacceptables ».

Miracle du consensus corse. Les avis divergent, mais les votes, jusqu'à ceux de l'Assemblée régionale, s'obtiennent de préférence à l'unanimité. Comme dit une camarade qui ne sait pas encore si elle doit fermer boutique samedi après-midi, jour de grève des professionnels, « si tout le monde le fait, le fait ». L'intersyndicale des fonctionnaires en grève n'échappe pas à la règle. « Elle se repose sur nous pour la dynamique d'ensemble et nous nous reposons sur elle pour la locomotive », explique une employée de l'ANPE.

La locomotive, vendredi, roule à grande vitesse. Alors qu'à Bastia on consulte et on discute, l'intersyndicale d'Ajaccio tranche en une heure. Bastia a connu la violence, de

lourdes charges de CRS et des tirs de grenades offensives place Saint-Nicolas. Ajaccio s'amuse à brûler des déclarations de revenus vierges et apprend à refaire les plans pour la télévision.

Une délégation est reçue, vendredi matin, par le préfet de Corse-du-Sud, M. Jean-Gilbert Marzin, avisé du refus que la radio a déjà diffusé. La proposition est « inacceptable ». Sur la forme : « l'ultimatum » de reprise du travail, lundi, sur le fond : le montant de l'indemnité proposée. Pris de court, le préfet demande aux syndicats de bien réfléchir.

### Des conditions « honorables »

Dans l'après-midi, l'intersyndicale se réunit à nouveau pour étudier ses discours du lendemain : la seule information qui filtre est qu'il n'y aura pas de vedette et que tout le monde aura la parole. « Si chacun voulait bien faire abstraction de son amour-propre, on y arriverait », soupirent les services préfectoraux.

Sept heures après Ajaccio, Bastia y va de son communiqué : « Les propositions du gouvernement sont trop éloignées de nos revendications. Les organisations syndicales décident de poursuivre la lutte. Lundi matin, les personnels en grève décideront en assemblée générale de la suite qu'ils entendent donner à ce conflit. » Sept heures de décalage qui traduisent l'insécurité, puis la réintégration, des syndicats de Haute-Corse à rejoindre les positions très fermes de refus de leurs homologues de Corse-du-Sud.

L'unité syndicale interdépartementale, n'est qu'apparente. Dès vendredi, la rumeur dominant dans les rangs des cinq cents grévistes, réunis face à la préfecture de Haute-Corse, était celle de la reprise du tra-

vail. Seules les sections CGT des FTT, des impôts et de l'éducation nationale avaient déclaré clairement, dès le matin, qu'elles étaient décidées à poursuivre la lutte. Pour les autres grévistes, très incertains, il restait à trouver des conditions « honorables » pour sortir du conflit. « Nos délégués discutent certainement du paiement de nos journées de grève, ainsi on n'aura pas tout perdu », se persuadent quelques manifestants pendant que se déroulent la première audience syndicale de la journée avec le préfet, M. Bernard Boucaut.

Vers 10 h 30, sortie de la délégation syndicale : « Nous n'avons pas arrêté de position immédiate [...] Nous avons demandé des explications complémentaires [...] Nous aurons une réponse dans l'après-midi. » Une façon de reconnaître « l'intérêt » de la proposition de M. Durafour. Or, au même moment, les grévistes de Haute-Corse apprennent que la Corse-du-Sud venait de refuser la même proposition ministérielle, et donc poursuivait la lutte.

Dilemme pour les dirigeants syndicaux de Haute-Corse, interrogations de leurs adhérents et déception des grévistes isolés. Immédiatement des assemblées générales étaient organisées. La CGT comme la FEN décidaient d'effacer les contradictions et de calquer leur position sur celle des syndicats de Corse-du-Sud. FO et la CFDT s'interrogeaient longuement. « La décision de Corse-du-Sud a-t-elle été prise démocratiquement ? La base a-t-elle été consultée ? », demandait un militant CFDT. Un autre de FO s'indignait : « En décidant avant nous, ils ont décidé pour nous !. Ils savent que nous ne pouvons pas prendre la responsabilité de rompre le mouvement syndical régional. »

Vers 17 heures, après avoir reçu du préfet, M. Bernard Boucaut, les précisions demandées le matin, les délégations de la CGT, de FO, de la FEN et de la CFDT décidaient, « la poursuite de la lutte » une position qui n'était pas surprenante de la part de la CGT et de la FEN, mais qui appelait des commentaires de la part de la CFDT et de FO : « Nous sommes moins catégoriques que nos collègues de Corse-du-Sud puisque nous, nous ne voyons pas d'ultimatum » dans la proposition de Michel Durafour. Nous la jugeons trop éloignée de nos revendications, ce qui veut dire qu'elle peut encore

s'en rapprocher », explique M. Antoine Mariotti, porte-parole de la CFDT.

De même, le communiqué de Corse-du-Sud juge « indignes » les propos de Michel Rocard, « opposant la revendication des fonctionnaires corses aux contribuables continentaux ». Cette mention ne figure pas dans le communiqué de Bastia.

Ajaccio a connu, aux municipales, une forte poussée nationaliste (23,38 % des voix). Personne n'échappe à une redéfinition de ses positions par rapport au mouvement. Écarté par les autres organisations, le Syndicat de travailleurs corses (STC) a été pris à partie, mercredi, par la CGT qui l'a accusé de lancer « des mots d'ordre racistes et diviseurs », alors qu'à la Confédération « le fil rouge ne passe pas entre Corse et continentaux, entre public et privé, mais entre travailleurs et exploités ». Le STC aurait obtenu, le week-end dernier à Paris, l'assurance de disposer d'un siège au Comité économique et social, ce qui en retirerait un à la CGT.

Les syndicats nationaux n'ont pas voulu laisser au STC le monopole de la Corse. La prime de 30 F par mois les a aidés : « Le gouvernement a méprisé la Corse tout entière », disait la CGC. Le slogan « La prime, on la veut, la prime on l'aura », a été chanté en corse pour la première fois mercredi : « Soldi per capita, mica bakala » (« De l'argent pour vivre, pas de la morue »).

À la base, les réactions du continent ont encouragé la « corstitude » des agents de l'Etat français. « Si on pousse les gens à choisir, ils choisiront la Corse plutôt que la France. J'ai plus d'affinités avec un Lorrain qu'avec un Picard », déclare un agent des impôts. Comme disait avec ironie après lecture, dans les colonnes du Monde, du billet de

Claude Sarraute : « La Corse au FMI », Bernard Trojani, le responsable du Syndicat nationaliste : « Tout ce qui creuse le fossé nous intéresse ».

Le STC a tenté, vendredi, d'enfoncer un coin dans la cohésion de l'intersyndicale. Ses marins ont occupé deux cargos dans le port d'Ajaccio pour protester contre le financement, par l'enveloppe de continuité territoriale, de l'indemnité de transport proposée aux fonctionnaires. Le STC insiste pour que les excédents dégagés par l'Office des transports soient investis en Corse et non pas utilisés à sa discrétion par l'Etat.

En posant le problème de la continuité territoriale, le syndicat renvoie aussi la CGT à ses propres responsabilités : « La CGT, si fortement présente à Marseille, dit M. Trojani, ne souhaite pas par exemple entendre parler du transfert du siège de la SNCM dans l'île : huit cent quatre-vingt-huit emplois à Marseille contre trente-six en Corse. » Si les subventions sur les transports ne profitent pas autant qu'elles le devraient aux Corses c'est qu'elles compensent aussi le déficit des compagnies maritimes continentales et les « surcoûts » entraînés par l'emploi des dockers CGT de Marseille, estime le syndicat nationaliste, sans être contredit par l'Office qui gère l'enveloppe de continuité territoriale.

Curieuse situation : les nationalistes qui manifestent samedi à Bastia et Ajaccio en même temps que les socio-professionnels, et certains élus ou responsables régionaux, qui sont loin de l'être, se retrouvent dans une communauté d'idée : si l'Etat veut mettre son nez dans les affaires corses, il doit faire son propre examen de conscience.

CORINE LESNES  
et MICHEL CODACCIONI.

## Une loi est nécessaire pour modifier le régime juridique de la continuité territoriale

Le principe de la continuité territoriale, qui fait couler beaucoup d'encre depuis le début du conflit des fonctionnaires de Corse, introduit un système artificiel de compensations des distances par des subventions d'Etat. Il permet de faire comme si la mer n'existait pas et comme si les marchandises et les voyageurs transportés par avion ou par bateau empruntaient le réseau de la SNCF. La différence entre le coût de revient du passager ou la tonne de marchandises et le prix de vente du billet ou la facturation du fret est remboursée aux compagnies de transport.

Ce système est en vigueur depuis 1976, mais il n'est fondé sur une base juridique législative que depuis 1982. C'est, en effet, la loi du 30 juillet 1982 sur le statut particulier de la Corse qui régit, dans ses articles 19 et 20, le fonctionnement détaillé de cette compensation et de

la continuité territoriale. Elle a créé un Office régional des transports de la région Corse, institué une convention entre l'Etat et l'Office (qui est une emanation du conseil régional), révisable tous les cinq ans. L'Office a été mis en place en 1983 et la première convention applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986.

Cette convention a, par la suite, été complétée par des conventions particulières passées entre l'Office et les compagnies maritimes (SNCM, CMN, SOMECA, chargée du transport du ciment) et aériennes (Air France, Air-Inter et TAT), concessionnaires de services publics. Ces textes déterminent en détail les obligations des transporteurs, leurs projets d'investissements et fixent en contrepartie les tarifs qu'elles doivent appliquer ainsi que l'enveloppe globale qui leur sera restituée comme une subvention.

C'est l'Office qui accomplit cette répartition de l'enveloppe (alimentée exclusivement par le budget de l'Etat) entre les compagnies, selon des critères de comptabilité analytique. Un réajustement des sommes dues aux compagnies est prévu, éventuellement, en fin de période. C'est-à-dire en décembre 1990, pour tenir compte soit d'une évolution exceptionnelle du trafic, soit d'une modification ou d'un retard dans le programme d'investissements de telle ou telle société concessionnaire.

### Sujets explosifs

L'enveloppe totale a été fixée à 699 millions de francs par an (valeur 1986), réévaluée chaque année, à 716 millions en 1987, 734 millions en 1988 et 753 millions en 1989, dont 639 millions pour les sociétés maritimes et 478 millions pour la seule SNCM, filiale du groupe nationalisé CGM.

Etablissement public industriel et commercial, l'Office des transports de Corse est présidé par un élu de l'île, M. Piazza Alessandrini et dirigé, depuis sa création, par M. Pierre Antonietti, ingénieur des ponts et chaussées. L'Etat est représenté au conseil d'administration par quatre hauts fonctionnaires, auxquels s'ajoutent un commissaire du gouvernement et un contrôleur d'Etat.

Pour diminuer l'enveloppe totale de la continuité territoriale ou pour en distraire une fraction destinée à financer l'indemnité forfaitaire de transport, que le gouvernement a proposé de verser aux fonctionnaires, il faudrait non seulement modifier, par voie législative, puis contractuelle, le contenu et les objectifs des conventions, mais aussi demander aux compagnies maritimes et aériennes de faire des efforts pour réduire le coût de revient de leurs traversées et de leurs vols entre le continent et l'île. La subvention qui leur reviendrait en serait diminuée d'autant.

Pour le transport maritime, qui représente le plus gros morceau, cela revient à s'attaquer aux frais de manutention et aux problèmes posés par les dockers à Marseille et à Nice, ainsi qu'au statut des marins et officiers des cargos et des car-ferrées de Méditerranée. Autres sujets explosifs...

FRANÇOIS GROSCHARD.

## A l'usure ?

(Suite de la première page.)

En comptant sur l'« usure », M. Rocard néglige une chose : au bout de la route, il récoltera plus de séparatismes. En limitant le débat au traditionnel « combien ça coûte », il est en train de dresser deux blocs l'un contre l'autre : un bloc continental, celui d'une opinion prompte à considérer que la Corse comme d'autres îles, et surtout ceux qui la peuplent, « coûtent trop cher ». À la France ; un bloc insulaire, qui, quelles que soient ses divisions, se regroupent, se regroupent déjà, pour faire front contre le « mépris ». Le gouvernement, par la forme de ses interventions, est ni plus ni moins en train d'inciter les Corses à se replier davantage sur eux-mêmes, et ainsi de relancer des nationalistes qui n'ont plus guère besoin du plastic pour se faire entendre.

Ce même gouvernement était pourtant bien parti. Plus précisément, M. Pierre Joxe avait pris la mesure d'un problème qui appelle

une approche globale et non sectorielle. Quoi qu'il puisse en coûter à un Etat qui est resté jacobin et... continental, il faut savoir que traiter la revendication des fonctionnaires de Corse comme on traiterait celle des mêmes fonctionnaires de la même catégorie de Clermont-Ferrand n'a pas de sens. Lorsque M. Joxe s'est saisi, avec M. Nallet, des difficultés des agriculteurs corses ou, avec MM. Jospin et Lang, des problèmes de langue et de culture, il y a appliqué des considérations qui n'ont pas cours à Puy-Guillaume (1).

Il est d'autant plus urgent de revenir à un traitement global du problème que, sur le fond, l'Etat ne manque pas d'arguments : il fait déjà beaucoup, notamment pour la continuité territoriale. (Beaucoup, si l'on s'abstient de toute comparaison avec les îles du Pacifique, qui, elles, fonctionnent à coups de subventions d'équilibre sans commune mesure avec ce

que l'Etat consent à la Corse.) Mais cet argent ne profite pas à ses destinataires insulaires.

Dans ces conditions, le choix est simple : ou bien le gouvernement agit et défait les circuits qui permettent à l'argent public de s'évader à Nice et à Marseille au moins autant qu'à Bastia ou à Ajaccio, ou bien, pour quelque obscure raison, il n'est pas en mesure d'agir sur ces circuits. Il ne lui reste alors qu'à avaliser la revendication des fonctionnaires corses.

Le gouvernement devrait, en outre, garder à l'esprit que la Corse, comme le reste du continent, approche de l'échéance du marché unique de 1993, et qu'elle risque fort, s'il n'y prend garde, et tout en restant politiquement française, de devenir économiquement... italienne.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Ville dont M. Charasse est le maire.

### Deux sondages d'opinion

## Espace centriste et chute de M. Raymond Barre

La présence d'une liste purement centriste aux élections européennes du 18 juin permettrait à l'opposition de « rattrier » plus large. Tel est un des principaux enseignements, avec la confirmation de la période des Verts, du sondage réalisé par l'IPSOS du 24 au 29 mars auprès d'un échantillon national de 1 055 personnes et publié dans le Point du 5 avril.

Trois hypothèses sont étudiées. Premièrement : une liste unique de l'opposition « conduite par MM. Giscard d'Estaing et Balladur », elle obtiendrait 43 % des suffrages exprimés, alors que celle du PS, « conduite par Laurent Fabius », n'en recueillerait que 28 %, celle des écologistes, « conduite par M. Antoine Waechter », 15 %, celle du Front national, « conduite par M. Jean-Marie Le Pen », 8 % et celle du PC, « conduite par M. Georges Marchais », 6 %.

Deuxièmement, une liste UDF, « conduite par François Léotard », et une liste RPR, « conduite par Alain Juppé », la première, avec 24 %, devancerait largement la seconde, 16 %, alors que celle du PS obtiendrait 29 %, celle des écologistes 17 %, celle de l'extrême droite 9 % et celle du PC 5 %. Troisièmement, une liste UDF-RPR « conduite par MM. Giscard d'Estaing et Balladur » et une liste centriste « conduite par M. Simone Veil et M. Pierre Méhaignerie » : la première recueillerait 27 % des suffrages et la seconde 19 % ; celle du PS en aurait 28 %, celle des écologistes 14 %, celle du FN 7 % et celle du PC 5 %.

La bataille s'annonce donc difficile pour les socialistes.

Pourant le président de la République et le premier ministre voient leur cote de popularité remonter dans le baromètre de la SOFRES réalisé du 20 au 22 mars auprès de mille personnes et publié dans le Figaro-Magazine du 1<sup>er</sup> avril. 60 % des personnes interrogées font « tout à fait » ou « plutôt confiance » à M. François Mitterrand, soit un gain de deux points en un mois. Dans le même temps, M. Michel Rocard, lui, en gagne quatre, puisque 59 % des sondés lui font « tout à fait » ou « plutôt confiance ».

Le chef du gouvernement reste ainsi en tête des personnalités de gauche à qui les personnes interrogées souhaitent voir jouer un rôle important avec, à égalité, 59 %, soit un gain de trois points, alors que M. Laurent Fabius, avec 43 %, en gagne un, que M. Pierre Bérégovoy, avec 41 %, en gagne deux, que M. Lionel Jospin, avec 36 %, en perd deux, comme M. Pierre Manry à 31 %. Mais le gain le plus fort est celui de M. Michel Delebarre, qui, avec 28 %, gagne huit points en un mois.

À droite, la chute la plus spectaculaire est celle de M. Raymond Barre, qui, descendant à 33 %, perd treize points. En revanche, M. Jacques Chirac en gagne cinq et, avec 42 %, se retrouve en deuxième position, à égalité avec M. François Léotard, qui gagne un point, comme M. Simone Veil, qui reste en tête avec 54 %.

## Les Vacances à Cannes Quel Festival !

Cet été, pas de vague à l'âme. Cannes met le cap sur les vacances toniques.

La plage vous attire, la piscine vous tente, le soleil vous caresse, c'est Cannes, capitale des vacances.

Quelques sets de tennis, un parcours de golf, une régate en mer, c'est Cannes, le paradis des sportifs.

Un orchestre de chambre, un souper aux chandelles, un concert de jazz, un feu d'artifice, une soirée au casino, c'est Cannes, la reine de la nuit.

**CANNES**

Direction Générale du Tourisme et des Congrès  
R.P. n° 262 - 06400 CANNES - Tél. 93.39.01.01

Cet été, Jumping international du 26 au 28 mai, Festival américain du 3 au 31 juillet, Nuits musicales du Suquet du 15 au 25 juillet et de nombreux événements de mai à septembre.

Sports nautiques, golfs, tennis, plages, randonnées. Exemple de prix : 1 semaine, hôtel \*\*\*, 1383 F par personne, 7<sup>e</sup> nuit offerte.

LES VACANCES A CANNES,  
QUEL FESTIVAL !

Demande de documentation à adresser à :

Direction Générale du Tourisme

R.P. 262 - 06400 CANNES - Tél. 93.39.01.01

M. ....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



## Politique

## La rentrée parlementaire

## Ce sera pour le gouvernement la session de toutes les intempéries...

Conduite avec brio et un zeste de chance lors de la précédente session, la gestion rocardienne du travail parlementaire devra, pour passer le cap de la session de printemps, friser le génie si elle ne veut pas puiser à répétition dans la cartouche de l'article 49-3 de la Constitution (1). Le premier ministre a annoncé son intention de recourir à cette arme contraignante pour les députés chaque fois qu'une conjonction hostile du PC et de la droite l'y contraindrait. L'efficacité serait préservée, mais l'image d'un gouvernement qui, pour la première fois depuis des lustres, a tenté de redonner quelque vie au travail parlementaire pourrait en pâtir.

Pour éviter les accidents de parcours, M. Rocard avait pris soin, lors de la session d'automne, d'éviter deux choses : l'accumulation d'un trop grand nombre de textes, une multiplication des projets à trop forte charge idéologique. Cette nouvelle session, qui commence le lundi 3 avril, ne se présente pas exactement sous les mêmes auspices et lui vaudra sans doute beaucoup d'intempéries. Députés et sénateurs auront à discuter de textes « importants » et « délicats politiquement », comme l'a souligné mercredi, lors des journées parlementaires, le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Popereau.

## Enquête de majorité alternative

Au premier rang des textes importants figure notamment la réforme du code pénal qui ne devrait voir son achèvement qu'en 1991. Les sénateurs commenceront à examiner le premier volet de cet ensemble décomposé en quatre parties (2). « C'est une bonne chose que le Parlement puisse, à la fin du vingtième siècle, faire une grande œuvre législative », estime M. Guy Carcasson, conseiller du premier ministre pour les questions parlementaires. A priori, l'ampleur de la tâche, la conviction répandue sur tous les bancs de son urgence et la complexité de la matière devraient garantir le gouvernement contre tout risque de dérapage. Il n'est pas sûr qu'il en soit de même pour le projet de loi prévu pour abroger la loi Pasqua sur les conditions d'entrée et de séjour des immigrés en France. Le gouvernement pourrait rencontrer au Sénat une forte résistance suscitée par le président du groupe RPR, M. Charles Pasqua, qui n'est pas prêt à voir le texte qui porte son nom enterré purement et simplement. L'obstruction sénatoriale modèle 1984 pourrait connaître à nouveau de beaux jours.

A l'Assemblée nationale, le gouvernement pourrait également rencontrer des difficultés supplémentaires dans sa quête de majorité alternative. L'ombre des élections municipales avait pesé sur la précédente session ; celle des élections européennes du 18 juin se projette sur celle qui s'ouvre au début de la semaine prochaine. Si les centristes de M. Pierre Méhaignerie vont jusqu'au bout de leur intention de former une liste européenne du centre, on peut s'attendre à l'Assemblée nationale à un raidissement du groupe de l'Union du centre (UDC). Ce sera, en effet, pour eux la seule façon de contrecarrer les attaques de l'UDF et du RPR sur le thème : les centristes, en refusant l'union de l'opposition, roulent une nouvelle fois pour l'Elysée.

## PC : soutien et combat

Le groupe communiste, encore sous le choc des élections municipales, pourrait également durcir son attitude. Pour les socialistes, l'affaire de la mairie de Sarcelles, qui a échappé au président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Dominique Strauss-Kahn, à la suite du maintien du PC, illustre la politique du pire que M. André Lajoinie et ses amis pourraient être, selon eux, tentés de mener.

Les deux présidents de groupe se défendent, quant à eux, de tout durcissement et de tout changement d'attitude par rapport à la session d'automne. « Nous sommes dans les mêmes dispositions pour cette ren-

trée : soutien à ce qui est positif, combat contre ce qui ne l'est pas », explique M. Lajoinie, mais à l'entendre énumérer les textes qui vont venir en discussion, il est clair que bien peu d'entre eux trouvent grâce à ses yeux. Même celui sur le dénouement des entreprises privatisées, auquel il est plutôt favorable, recèle, selon lui, un risque : « Nous ne voyons pas l'intérêt de remplacer

pas de position. Nous pratiquerons une opposition constructive. Nous ne pourrions pas ne pas appuyer les actes de courage qui iront dans le sens de la France sous prétexte que nous ne sommes pas au pouvoir. » Mais d'ores et déjà M. Méhaignerie se montre plus que sceptique sur les vertus de l'économie mixte dont il dénonce « la facilité et le mensonge ». D'accord à 95 % avec la

M. Louis Mermaz, l'avait déjà laissé entendre à la fin de la session budgétaire. Les remous successifs avaient alors contraint les députés socialistes à un silence qui cachait mal les états d'âme.

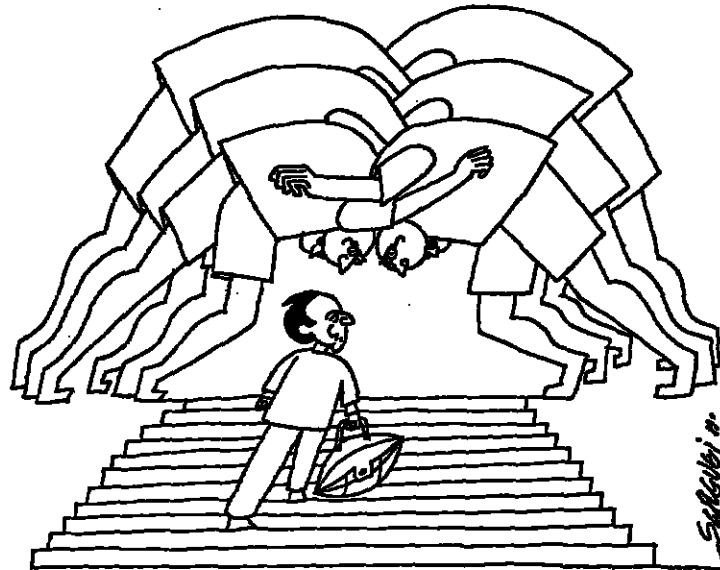
La proposition de loi sur le logement devrait leur permettre d'obtenir satisfaction sur un point particulièrement sensible : les hausses de loyer. Pour le reste, le premier ministre, qui sort renforcé des élections municipales, bénéficie à nouveau d'un mini-état de grâce au sein du groupe comme celui qui avait procuré le succès des accords sur la Nouvelle-Calédonie.

D'autre part, soucieux de se montrer prévenant pour le Parlement, le gouvernement a l'intention de prévoir deux grands débats sur la coopération et l'audiovisuel public. De même, à partir de jeudi, va être expérimentée une nouvelle séance de questions autour d'un seul ministre. Cette formule des « questions-cribles » devrait permettre un dialogue plus vif et plus fructueux entre l'exécutif et législatif. La 5 retransmettra cette séance.

P. S.

(1) L'article 3 de l'article 49 de la Constitution dispose : « Le premier ministre peut, après délibération du conseil des ministres, engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un texte. Dans ce cas, ce texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'article précédent. »

(2) Chaque livre du projet sera examiné et amendé, mais il ne sera pas adopté définitivement. Ce n'est qu'à la fin de l'examen du dernier livre que l'adoption définitive de l'ensemble se fera. En effet, compte tenu de la longueur de la discussion, un décalage dans le temps risquerait d'apparaître entre les premiers livres adoptés et les derniers. Compte tenu du principe, en droit pénal, de l'application de la loi la plus douce, le risque de décalage et de confusion entre certaines parties des textes adoptés est grand, d'où l'adoption définitive prévue à la fin des quatre livres.



les noyaux durs RPR par des noyaux durs PS.

Quant à la réactualisation de la loi de programmation militaire, elle sera, une nouvelle fois, l'occasion pour le groupe communiste de dénoncer la course aux armements de la France. Toutefois, pour bien marquer l'attitude attendue de son groupe, M. Lajoinie demandera à ses troupes de voter, mardi prochain, pour les candidats socialistes lors de l'élection des présidents de commissions permanentes. M. Strauss-Kahn pourrait donc, cette fois, compter sur toutes les voix communistes.

De son côté, M. Pierre Méhaignerie, président de l'UDC, maintient son credo : « Nous ne changerons

première mouture du dixième Plan préparé par Lionel Stoleru, il n'est pas sûr que la seconde emporte la même adhésion. Alors que M. Jacques Chirac propose la constitution d'un intergroupe UDF-RPR pour éviter la « cacophonie » de la précédente session, le président de l'UDC préfère continuer à filer la soie centriste : l'UDC va d'ailleurs lancer une lettre hebdomadaire à l'intention des décideurs politiques, économiques, syndicalistes, etc. (tirée à quinze mille exemplaires) pour mieux faire passer son message.

Paisible l'heure est à la recherche de son identité et de son autonomie, le groupe socialiste souhaite également que sa voix se fasse un peu plus entendre qu'il y a quelques mois. Le président du groupe,

## LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

DANS quelle mesure un pays comme la France est-il gouvernable ? Gouvernable comme l'est un navire, capable de suivre la route qu'il a choisie ? A considérer la pesanteur des superpuissances, la quasi-immobilité des blocs, les contraintes de l'histoire, l'internationalisation de l'activité économique et, donc, celle de ses crises et de ses succès, à constater les difficultés rencontrées à l'extérieur pour passer à l'échelle européenne, à l'intérieur pour faire bouger la société par des réformes attendues et refusées, il y aurait de quoi baisser les bras avant même de commencer.

Non, disent Louis-Michel Bonté et Pascal Duchedeuil, deux jeunes membres de la Cour des comptes : la France, affirmant-ils, ne doit pas se laisser envahir par l'idéologie du déclin. « Notre conviction, écrivent-ils, est que les dictatures n'ont pas et ne doivent pas avoir le monopole de la volonté : le devoir de survie des démocraties leur impose justement une attitude d'autant plus volontaire qu'elles peuvent apparaître plus fragiles. »

Si nos deux auteurs se livrent à cet *Éloge de la volonté*, à l'usage d'une France incertaine, c'est, on s'en doute, qu'ils ont quelque inquiétude à cet égard. Ils diagnostiquent, en effet, « une maladie française de la volonté » et ne s'y résignent pas. S'ils se gardent de proposer une panacée, qu'ils ne possèdent pas, ou des solutions toutes faites, qui n'existent pas, ils cherchent à cerner « une nouvelle morale du quotidien, une nouvelle façon de penser et d'agir » qui permettraient de redresser.

Ce genre de démarche n'est pas nouveau en politique. Il est dans la vocation des partis de s'interroger et de donner sinon des réponses définitives, du moins des orientations sur le destin de la communauté, mais ils n'ont pas l'exclusivité de cette fonction. D'autres peuvent y prétendre, et cela se produit

souvent lorsque les organisations spécifiques paraissent en deçà de ce que l'on attend d'elles. Notons que Louis-Michel Bonté et Pascal Duchedeuil n'avancent pas seuls dans ce travail de défrichage. Ils ont consulté un certain nombre de personnalités — philosophes, sociologues, politologues, économistes, experts militaires, journalistes — dont le trait commun est d'avoir réfléchi, en toute indépendance et avec le plus de lucidité possible, aux problèmes de notre société.

Nos auteurs attribuent la récurrence du discours sur le déclin au retard que la France a

## Le pouvoir à volonté

souvent pris avant d'entrer dans la modernité. La première difficulté est d'évaluer le concept de déclin : il le cernent à travers les critères de recul, de doute, de torpeur qui conduisent, selon eux, à l'« incapacité de choisir ».

Trois exemples leur permettent d'illustrer le syndrome velléitaire :

— La défense, où l'apparent consensus reposait sur « un flux conceptuel » menaçant la chèvre (nucléaire) et le chiot (conventionnel) au prix d'un saupoudrage des crédits et d'une absence de choix s'abritant derrière l'« illusion européenne » ;

— La politique internationale, où la France, bien qu'elle ait accédé à « une véritable indépendance » et qu'elle ait maintenu une certaine permanence dans son action, paraissait douter de sa vocation ;

— La politique culturelle, où l'État mais aussi les cercles auraient trop souvent sacrifié au spectaculaire, aux dépens d'un contenu plus volontariste et ambitieux.

Les auteurs se penchent ensuite sur les facteurs négatifs qui favorisent l'« incapacité d'espérer » : la dénatéité, à propos de laquelle ils relèvent que le coût de l'enfant est moins socialisé que celui des personnes âgées ; le fatalisme économique, qui masque le refus d'envisager des choix draconiens ; la persistance des inégalités et des blocages qui figent la société.

Toute leur démonstration débouche sur la nécessité du volontarisme. Elle justifie, à leurs yeux, le retour du politique, à condition que celui-ci serve, précisément, une volonté et non le simple appât du pouvoir. Ils ont conscience que le volontarisme suppose du caractère et la durée, mais, en plus, des institutions solides, le renouveau de l'État et de l'entreprise (au profit de l'innovation) et l'adhésion des gouvernés. On voit que, au cours d'une enquête et d'une réflexion qui embrassent la plupart des analyses explicatives et critiques et les propositions de réformes auxquelles se réfère le discours politique, ils mettent surtout en avant des qualités morales et intellectuelles : la force de caractère, le courage, la générosité, la rigueur, la lucidité. Qu'est-ce à dire ? Cette compilation, au demeurant très sérieuse, pour en arriver là ! Oui, car ce n'est pas une vaine entreprise. Outre que cette démarche montre la fragilité ou les limites des travaux d'experts et des remèdes techniques, dont on ne saurait dépendre sans passer, elle démontre, à contrario, la nécessité de la volonté comme premier levier de l'action politique. Les auteurs rappellent ainsi que gouverner c'est vouloir, et, à leur manière, ils combattent cette tentation de la démocratie électorale toujours en quête de l'assentiment le plus large — le consensus — au risque de se figer dans un immobilisme mortel à long terme.

\* *Éloge de la volonté à l'usage d'une France incertaine*, de Louis-Michel Bonté et Pascal Duchedeuil. Éditions universitaires, 376 pages, 135 F.

## M. Charles Pasqua fait la leçon à M. Jacques Chirac

NICE de nos envoyés spéciaux

Si les députés et sénateurs RPR sont venus chercher à Nice quelques raisons d'espérer, malgré tout, dans un renouveau du gaullisme qui soit prometteur, ils les auront trouvées dès l'ouverture de leurs travaux dans le discours de M. Charles Pasqua. Mais ils auront également entendu quelques sévères vérités assénées sur le ton de l'admonestation et de la mise en garde.

Cette tonalité du discours les a quelque peu surpris, mais ils ont surtout été heureux d'entendre des paroles de confiance et des recettes pour le renouveau après la morosité et le découragement qui commencent à les gagner après la succession de leurs échecs électoraux depuis un an.

Le président du groupe sénatorial RPR, réfléchissant sur le moyen terme, fait l'impasse sur l'élection européenne du 18 juin. C'est pour lui une sorte de formalité — peut-être désagréable — à remplir, mais ce n'est pas l'essentiel. Il est donc, tout comme M. Chirac, partisan d'une liste d'union de l'opposition qui soit la plus large possible. Mais, quel que soit le résultat, celui-ci ne réglera pas les problèmes de fond qui se posent à l'opposition et surtout au RPR. En réalité, il convient de préparer sans tarder la prochaine élection présidentielle. « Véritable clé de l'alternance. »

L'ancien ministre de l'Intérieur — et c'est le trait dominant de son comportement — propose tout simplement, pour l'élection présidentielle, d'en revenir aux sources du gaullisme, lorsque l'élection du chef de l'État au suffrage universel était conçue comme un dialogue singulier entre le candidat et le peuple. Il dénie donc aux partis politiques le droit de désigner les candidats, mais il leur demande de « se mettre à l'écoute des citoyens pour traduire pas à pas les aspirations de la volonté politique ». Le candidat de l'opposition en tout cas doit être « présélectionné » par « l'ensemble des électeurs qui refusent de voir un socialiste succéder à François Mitterrand ».

En insistant sur cette notion, M. Pasqua n'écarte donc, a priori, aucune tendance de l'opinion pour

pen qu'elle soit antisocialiste. C'est donc un appel, implicite mais assez large, qui pourrait être adressé aux électeurs d'extrême droite. Le système Pasqua exhale, ainsi, le vote utile et tend à conjurer la multiplication des candidats qui a été fatale à la droite en 1988.

Cette sorte de prédésignation, toutefois, ne doit pas empêcher chaque parti de soutenir dans des « primaires à la française » son propre candidat à la candidature. Le RPR sera-t-il en état de le faire ? Oui, répond M. Pasqua, mais à condition qu'il ne soit plus « entraîné dans la spirale de l'échec », qu'il n'apparaisse plus « impuissant, ballotté, survécu, incapable de trouver en lui-même le ressort qui saurait lui faire regagner la confiance des Français ». On encaisse que ses responsabilités cessent « de se comporter comme des gogos de la politique gobant tous les harengs que nous tendent nos adversaires ». Le diagnostic, même sous forme d'hypothèse, est cruel mais le docteur Pasqua a découvert le mal : « Nous vivons une véritable crise d'identité », et il connaît le remède : « Conduire un agglomérat pour qu'il en sorte un mouvement gaulliste renoué. »

## Double avertissement

Tous les dangers ne sont cependant pas écartés, et notamment le principal à ses yeux : celui de l'union de l'opposition à tout prix. Il le proclame clairement : « Il faut nous débarrasser de ce cliché : l'union n'est pas la panacée. L'union n'est pas une fin en soi. C'est la victoire qui en est une. » Il admet cependant : « Il est souhaitable et nécessaire de renforcer la coordination au sein de l'opposition, que ce soit au niveau des partis ou des groupes parlementaires, afin que la concertation soit permanente entre formations sur une stratégie commune de reconquête. » Et il lance comme un nouveau slogan : « Oui donc à la coordination dans l'action, mais non à la fusion dans la confusion. »

En proposant de « rebâtir le RPR sur les fondements idéologiques du gaullisme » pour en faire un « grand parti jeune, moderne et offensif », l'ancien ministre de l'Intérieur ne peut que susciter des échos favorables dans les générations nostalgiques mais il va, également, au-devant des attermoiements des plus jeunes et, notamment, de celles des « renouveaux » qui se sont souvent exprimés dans les mêmes termes. C'est pourquoi l'absence de M. Philippe Séguin à Nice était incompressible, et regrettable, même par ses proches, alors que tous les autres jeunes élus ont rallié les organismes dirigeants du mouvement de M. Chirac.

Si M. Pasqua a mis en garde contre le risque de perte d'identité du RPR, il a aussi adressé un double avertissement à M. Giscard d'Estaing et à M. Chirac. Au premier, il demande de ne pas tenter une nouvelle OPA sur le RPR comme celle qu'il avait imaginée — mais en vain — en 1974. Au second, il décrit les illusions de l'union et l'ajoute de ne pas céder à la tentation d'une nébuleuse, d'un « conglomérat ». C'est dans sa bouche la condamnation non seulement du parti unique, mais même de la solution confédérale que certains, au premier rang desquels M. Édouard Balladur, avaient envisagée.

Enfin, mais moins directement, M. Pasqua s'adresse aux centristes, aux partisans de l'ouverture, à ceux qui ne sont pas tout à fait à l'aise dans l'opposition. En réaffirmant la primauté des concepts gaullistes, il peut en effet contraindre les centristes à choisir plus clairement leur camp, quitte — quoi qu'il en dise — à rendre plus difficile la constitution d'une liste d'union pour l'élection européenne du 18 juin.

M. Pasqua, après ce discours choc, s'est employé dans ses conversations à attirer quelques-unes de ses plus spectaculaires formules. N'a-t-il pas rendu hommage à plusieurs reprises à M. Chirac, notamment pour ses succès parisiens ? La coordination qu'il propose, le président du RPR ne l'a-t-il pas déjà énoncée avec son projet d'intergroupe politique commun avec l'UDF ? Le ralliement qu'il souhaite ne vient-il pas de se réaliser avec l'accession à la commission d'orientation du RPR de la plupart des jeunes élus ? A l'en croire, M. Pasqua n'aurait donc voulu qu'aider M. Chirac à sortir davantage son drapeau gaulliste de sa poche et à le déployer plus largement. Mais entre l'ancien ministre de l'Intérieur et ceux qui aspirent à un renouvellement, la tâche de M. Chirac commence à se compliquer singulièrement.

ANDRÉ PASSERON et PIERRE SERVANT.

A. Ch.



## JUSTICE

### Pour avoir violé le secret des délibérations Un mois de prison avec sursis... pour un juré

M. François André, trente et un ans, juré à la cour d'assises de Paris lors du procès de Patrick Langlois, qui devait être condamné à quinze ans de réclusion criminelle, a été reconnu coupable de « violation du secret professionnel » par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, qui lui a infligé, vendredi 31 mars, une peine d'un mois d'emprisonnement avec sursis et une amende de 10 000 F.

M. André avait éprouvé une irritation devant la manière dont s'étaient déroulés, assure-t-il, les débats et la délibération. Il avait estimé de son devoir de rédiger à ce sujet un texte de quatre-vingt-cinq pages, qu'il avait remis au président de la cour d'assises, M. Patrick Langlois, qu'il a chancelier, à des avocats et à des journalistes.

A l'audience du 3 mars (le Monde daté 5-6 mars), M. André avait soutenu que, lors de la délibération à laquelle il avait participé, le président de la cour d'assises n'avait pas procédé au vote que prévoit le code de procé-

dure pénale concernant les réponses que doit donner une cour d'assises aux questions portant sur la culpabilité et les circonstances atténuantes.

En conséquence, il estimait qu'il était de son devoir de révéler une telle infraction, conformément à l'article 62 du code pénal, qui impose de dénoncer un crime ou un délit.

Dans son jugement, le tribunal, présidé par M. Claude Grellier, constate que M. André a violé le secret professionnel : « Cette révélation a été faite en connaissance de cause, étant précisé que le prévenu a admis qu'il avait été averti de son obligation, lorsqu'il avait pris le serment prévu à l'article 304 du code de procédure pénale, par lequel il s'engageait, en qualité de juré, à conserver le secret des délibérations, même après la cessation de ses fonctions ».

Quant à la justification invoquée par l'indiscret juré, les magistrats l'ont écartée en ces termes : « Concernant les infractions supposées, le prévenu soutient que l'article 62 du code

pénal lui faisait obligation de les dénoncer. Il ressort toutefois des termes dudit article que la dénonciation doit être faite aux autorités judiciaires ou administratives (...) En l'espèce, André, qui a reconnu qu'il avait fait une réserve quant aux irrégularités prétendument constatées, n'a fait aucune dénonciation à la justice. » Ce qui amène la conclusion suivante : « Il ne saurait, dès lors, soutenir qu'il était tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 62 du code pénal, puisqu'il n'en a rien fait ».

Parmi les précédentes affaires de violation du secret des délibérations par un juré, on notera la condamnation dont fut frappé deux anciens parlementaires membres de la Haute Cour de justice de la Libération, MM. Fernand Faure et Gabriel Delattre, qui siégeaient en juillet 1945 au procès de Pétain. Relâchés par le tribunal correctionnel de Paris le 25 avril 1966, ils avaient été condamnés en appel à 500 F d'amende, et la Cour de cassation avait rejeté leur pourvoi le 25 janvier 1968.

### L'affaire des fausses factures Trois dirigeants de la SORMAE et de la SAE remis en liberté

Après un mois et demi d'instruction à Paris où le dossier est, depuis le 15 février, entre les mains de M. Pierre Culié, président de la section financière de la chambre d'accusation, l'affaire dite de la SORMAE compte dix-neuf inculpés, mais aucun d'eux ne se trouve plus en détention provisoire. La chambre d'accusation a fait droit, vendredi 31 mars, aux demandes de mise en liberté des trois personnes encore sous mandat de dépôt, MM. Paul Pelletier, Claude Poupé et Pierre Benata.

Les deux premiers, respectivement directeur général et président de la SORMAE, filiale de la SAE (Société auxiliaire d'entreprise) pour la région méditerranéenne, avaient été emprisonnés le 17 février à Paris, le troisième, M. Pierre Benata, directeur général de la SAE à Paris, inculpé en même temps que M. Jean-Claude Jammes, président du conseil d'administration de la même entreprise, avait été incarcéré le 2 mars.

Les mesures de mise en liberté décidées par la chambre d'accusation sont assorties pour les trois inculpés d'un contrôle judiciaire qui impose à M. Benata le versement d'une caution de 150 000 francs, caution dont le montant est annexé à 1 million de francs pour MM. Pelletier et Poupé. En outre, les trois intéressés sont mis sous l'obligation de se présenter tous les quinze jours à la gendarmerie de leur domicile, de faire connaître leur lieu de résidence et de ne point se rencontrer ni converser entre eux.

### Le centenaire de la tour Eiffel La vieille dame en costume de cérémonie

Trente comédiens et comédiennes, les premiers barbus et chapeau haut de forme, les autres en robe longue et tulle, ont pris part, vendredi 31 mars, les 1710 marches de la tour Eiffel. Principaux rôles : Emile Chautemps, président du conseil municipal de Paris en 1898, Georges Berger, directeur général de l'exposition universelle, Victor Contamin, ingénieur en chef des constructions métalliques de ladite exposition, M. Tirard, président du conseil des ministres, qu'un malaise devait empêcher de la première représentation, et, bien sûr, en tête de tout ce petit monde, l'ingénieur Gustave Eiffel.

La première des grandes cérémonies du centenaire de la tour Eiffel reconstruit la « fête intime de chantier », un siècle plus tôt, jour pour jour, la charpente du sommet de la tour de 300 mètres a été construite pour l'exposition universelle venant d'être posée, le 6 janvier 1889, Gustave Eiffel, avait été « présentement avec tout le personnel du chantier. Selon la tradition des maçons et charpentiers, il avait hissé le drapeau tricolore au sommet du monument en présence des autorités de la Ville et de l'exposition qui se préparait. Puis les invités et les deux cents monteurs, rieurs, forgerons et

## ENVIRONNEMENT

### La France participe à la lutte contre la marée noire en Alaska

Une semaine après la catastrophe de l'Exxon-Valdez, les initiatives se multiplient pour tenter de lutter contre la marée noire qui s'étend le long des côtes de l'Alaska et couvre déjà plus de 1 500 kilomètres carrés. Alors que les opérations de pompage du pétrole restent dans les soutes du pétrolier échoué continuent et devraient être terminées au cours du week-end, la société néerlandaise Smit Tak compte commencer, mardi 4 avril, les opérations de renforcement de l'Exxon-Valdez.

De son côté, la France va participer à la lutte contre la plus grande marée noire de l'histoire des Etats-Unis. Le secrétariat d'Etat chargé de l'environnement va envoyer, dimanche 2 avril, 10 tonnes d'In-poi 90, un tout nouveau produit dispersant et biodégradable mis au point par Elf-Aquitaine et l'Institut français du pétrole. Ce nouveau produit, qui favorise le fractionnement de la nappe de pétrole et sa dispersion dans l'eau, est d'une très faible toxicité pour le milieu marin. Enfin, à la demande des autorités de l'Alaska, le gouvernement norvégien a décidé d'envoyer à Valdez cinq experts norvégiens de la pollution pétrolière.

### Après le naufrage du « Pénitent » Le conteneur de lindane reste introuvable

Cinq fûts de pesticide qui avaient coulé il y a plus de deux semaines dans la Manche avec le cargo panaméen *Pénitent* ont été localisés par des caméras sous-marines à proximité de l'épave du navire, à 65 kilomètres des côtes anglaises. Ces fûts vont être prochainement remontés à la surface, a annoncé, le 31 mars, le secrétaire d'Etat britannique à la marine, lord Barbazon, tout en rappelant que vingt-sept fûts de pesticide et un conteneur de lindane, hautement toxique, sont toujours manquants.

De son côté, comme nous l'indique notre correspondant à Cherbourg, le secrétaire d'Etat français à la mer, M. Jacques Mellick, a passé la journée du 31 mars dans le Cotentin pour rassurer les pêcheurs, les écologistes et les élus locaux. « Nous n'avons aucune crainte pour le poisson dans la Manche. Les prélèvements quotidiennement effectués par les Français et les Anglais vont tous dans le même sens : il n'y a pas de pollution par l'insécticide », a-t-il notamment affirmé.

Le secrétaire d'Etat a également indiqué que la marine nationale avait déjà dépensé 8 millions de francs depuis le début des recherches, une facture qui devrait doubler dans les prochains jours compte tenu du renforcement considérable des moyens mis en œuvre pour tenter de repérer et éventuellement de remonter les fûts de pesticide manquants.

Les autorités françaises ont, en effet, mobilisé un maximum de moyens avant les prochaines grandes marées de la semaine prochaine qui provoqueront des courants très violents dans cette zone et obligeront à interrompre les recherches entre le 3 et le 10 avril.

## MÉDECINE

### Virologiste de renommée mondiale Le professeur Pierre Lépine est mort

Le professeur Pierre Lépine, qui avait mis au point, en 1957, un vaccin inactivé contre la poliomyélite, est mort jeudi 30 mars à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Né à Lyon le 15 août 1901, dans une famille de médecins — son grand-père Raphaël était professeur de clinique et son père Jean, neurologue — il fit de brillantes études de médecine qui lui permirent, à vingt-quatre ans, d'être nommé professeur à l'université américaine de Beyrouth. C'est à la suite d'une mission en Amérique centrale avec le professeur japonais Hideoy Noguchi qu'il décida de se consacrer à la recherche.

En 1927, il entra à l'Institut Pasteur comme chef de laboratoire du professeur Levaditi. Peu de temps après, il partit diriger l'Institut Pasteur d'Athènes. En 1933, il prend la direction du service de la rage de l'Institut Pasteur de Paris. En 1940, il est nommé chef du service des virus du même institut. Il le restera jusqu'en 1971.

Célèbre pour avoir mis au point un vaccin inactivé contre la poliomyélite, le professeur Lépine a conduit d'innombrables travaux sur les virus. Il étudia en particulier, grâce à la microscopie électronique, la structure de nombreux virus ainsi que les lésions cellulaires qu'ils provoquent.

Le professeur Lépine est l'auteur de nombreux ouvrages portant surtout sur la virologie et notamment de *Techniques de laboratoire en virologie humaine*, publié en 1964 chez Masson. Passionné d'histoire de la médecine, il fut également l'auteur, avec Jacques Nicolle, d'un livre sur Cavendish et d'un livre sur Metchnikoff.

Membre de l'académie des sciences et des académies nationales de médecine, de chirurgie et de pharmacie, il appartenait à de nombreuses autres sociétés savantes françaises et étrangères. Il était en

## SPORTS

### Football Jean Tigana ne jouera pas dans l'équipe marseillaise

Jean Tigana ne jouera pas avec l'Olympique de Marseille. Il est retourné à Bordeaux après la décision du conseil d'administration de la Ligue nationale de football (LNF) de ne pas autoriser son prêt à l'équipe de Marseille. Toutefois, l'OM a obtenu une dérogation pour engager un nouveau joueur — mais pas Jean Tigana — en remplacement de son attaquant Abdoulaye Diallo, indisponible jusqu'à la fin de la saison.

Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille, n'a pas caché sa surprise après la décision de la Ligue. « Je suis scandalisé », a-t-il dit. Il y a abus de droit caractérisé. Mais je n'en resterai pas là. »

Dans l'immédiat, Bernard Tapie a décidé de saisir le Conseil d'Etat et le tribunal administratif de Paris pour juger du bien-fondé de cette décision. Il a également demandé l'annulation du résultat du match de championnat de première division Cannes-Marseille, perdu par son club 3-1 le 18 mars. Cannes avait alors fait jouer le Yougoslave Zoran Vujovic, prêt par Bordeaux.

● **TENNIS** : Tournoi de Key-Biscayne. — L'Autrichien Thomas Muster, vainqueur du Tournoi de Key-Biscayne (6-7, 3-6, 6-3, 6-2), ne disputera pas la finale. Victime d'un accident de la circulation quelques heures après sa victoire, et blessé au genou, il a été dans l'obligation de déclarer forfait. Le Tchèque Ivan Lendl qui s'est imposé en demi-finale face à l'Américain Kevin Curren (6-2, 6-2, 6-3) remporte donc le Tournoi par forfait.

● **BOXE** : victoire de Christophe Tiozzo. — Le Français Christophe Tiozzo a remporté une victoire aux points dans un combat en dix reprises face à l'Américain James Kinchen, lors de l'officielle demi-finale des super-moyens WBC, vendredi 31 mars, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

## RELIGIONS

● Le cardinal Lustiger se rend à Prague. — Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, devait s'envoler samedi 1er avril pour Prague (Tchécoslovaquie), pour une visite de quarante-huit heures, à l'invitation du cardinal Frantisek Tomasek, archevêque de la ville. C'est la première fois que le cardinal Lustiger se rend en Tchécoslovaquie, fermée depuis plusieurs années à toute visite de personnalités catholiques, hormis celle d'officiels du Vatican.

particulier « Fellow » de l'académie des sciences de New-York, membre de l'académie des sciences médicales de l'URSS, de l'académie royale de médecine de Belgique, des académies de médecine de Madrid, de Rome et du Brésil, ou encore membre de l'académie pontificale des sciences.

Le professeur Lépine, dont le grand oncle Louis Lépine, préfet de police de Paris, avait institué le célèbre concours qui porte son nom, avait également eu une carrière politique comme conseiller municipal de Paris, élu pour la première fois dans le seizième arrondissement en 1971 et réélu en 1977 et 1983 sur les listes de la droite. Il était également vice-président de la commission du Vieux Paris.

### L'URSS réadmet au sein de l'Association mondiale de psychiatrie

Le comité exécutif de l'association mondiale de psychiatrie (WPA) a annoncé, vendredi 31 mars, qu'il avait réadmis l'URSS à titre provisoire, cinq ans après son retrait. L'URSS s'était retirée de la WPA en 1983 après avoir été accusée par les pays occidentaux d'enfermer ses dissidents dans des établissements psychiatriques.

La décision de réadmettre l'Union soviétique n'a pas fait l'unanimité parmi les délégués de l'association, certains d'entre eux estimant que l'on aurait dû demander à l'URSS de prouver qu'elle n'avait plus recours à ces pratiques. La décision du comité exécutif de la WPA devra être entérinée lors du congrès annuel de l'association, en octobre, à Athènes. La Tchécoslovaquie et la Bulgarie, qui avaient également quitté l'association en 1983, ont été elles aussi réadmis au sein de la WPA. — (Reuters.)

## SCIENCES

### Fusion nucléaire Étincelle ou feu ?

M. Martin Fleischmann, l'électrochimiste britannique qui, avec son collègue américain, M. Stanley Pons, prétend avoir réussi « la fusion nucléaire en éprouvette » (le Monde du 24 mars) n'a pas totalement convaincu, semble-t-il, les quelque cinq cents physiciens du Centre européen de recherche nucléaire de Genève devant lesquels il était venu présenter sa découverte.

Malgré ce scepticisme, personne ne crie à la supercherie en raison de la notoriété scientifique de M. Fleischmann. Chacun attend donc avec impatience que soient publiés les résultats et le protocole exact de l'expérience — ce qui devrait en principe être fait le 1er mai dans *Journal of Electroanalytical Chemistry and Interfacial Electrochemistry* — pour la reproduire à loisir.

Déjà, un chercheur de Salt-Lake-City affirme l'avoir fait et avoir retrouvé les mêmes résultats. D'autres laboratoires y travaillent sans doute, car l'important est de savoir si, comme le disent ses promoteurs, cette expérience offre « une source d'énergie abondante, efficace et propre » ou si, au contraire, comme se le demande le haut-commissaire à l'énergie atomique, M. Jean Teillac, « on a réussi à faire des étincelles avec deux silex », alors que l'on cherche en fait à domestiquer le feu.

● **Ariane** : report de vingt-quatre heures. — Le tir de la fusée Ariane, qui devait avoir lieu dans la nuit du 31 mars au 1er avril, a dû finalement être reporté de vingt-quatre heures en raison d'un problème de liaison entre un ordinateur de contrôle au sol et le système de guidage de la fusée. Malgré tous leurs efforts, les équipes de lancement du centre de contrôle guyanais de Kourou n'ont pu venir à bout de cet incident dans les délais prévus par la fenêtre de lancement.

Aussi le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, et le président de l'agence soviétique Intercosmos, M. Vladimir Kotelnikov, n'ont pu assister à la mise à feu de cette dernière Ariane-2, porteuse du satellite de télévision directe suédois Télé-X.

## ÉDUCATION

● La revalorisation dans l'enseignement technique. — Le Syndicat national de l'enseignement technique et de l'apprentissage (SNETA-FEN) a signé, jeudi 30 mars, la relève de conclusions qui mettaient un terme aux négociations gouvernement-syndicats sur la revalorisation du métier d'enseignant. « L'accord donné par ce syndicat représentatif, premier dans l'enseignement professionnel et membre de la FEN, est très important », a souligné M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.

### Rejugés à Paris après cassation

### Trois membres du GAL sont condamnés à vingt ans de réclusion

Déclarés coupables de l'assassinat, le 30 mars 1985, d'un journaliste à Saint-Jean-de-Luz, Alain Parmentier, trente-trois ans, Jacky Finard, quarante-cinq ans, et Bernard Fourcher, cinquante ans, ont été condamnés chacun, vendredi 31 mars, par la cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats, à vingt ans de réclusion criminelle. Un quatrième accusé, Guy Cantavenera, cinquante-deux ans, soupçonné d'avoir été le commanditaire du crime, a été acquitté.

Les trois condamnés avaient été jugés une première fois par la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques, qui leur avait infligé une peine de vingt ans de réclusion criminelle en mai 1987. Cette même juridiction avait disjoint le cas de Guy Cantavenera en ordonnant un complément d'information, mais la rédaction de l'arrêt avait conduit la chambre criminelle de la cour de cassation à annuler les condamnations et à renvoyer les quatre hommes devant la cour d'assises de Paris.

Parmentier, Finard et Fourcher avaient reconnu avoir tué, contre la promesse du versement de 300 000 F, Francisco-Xavier Galdano-Arana, cinquante-deux ans, correspondant en France du quotidien nationaliste *Egin*. Cependant, ils prétendaient avoir agi « sous la pression et les menaces » du GAL qui leur avait présenté le journaliste comme « un terroriste de l'ETA ».

De son côté, Guy Cantavenera niait toute participation au crime. Dans son réquisitoire, l'avocat général, M. Jean Abolivet, avait demandé la réclusion criminelle à perpétuité contre les quatre accusés. Cette affaire était la troisième et la dernière impliquant des membres du GAL dont avait à connaître la cour d'assises de Paris après qu'eurent été cassés trois arrêts de la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques appelés à l'origine à juger les accusés.

M. P.

### Surpopulation et conditions de détention Effervescence dans les prisons de Lyon

LYON de notre bureau régional

Une certaine agitation s'est manifestée, vendredi 31 mars, au quartier Saint-Paul des maisons d'arrêt de Lyon. A l'issue des promenades vers 9 h 30, cent trente détenus ont refusé de réintégrer leurs cellules et ont bruyamment manifesté contre leurs conditions de détention.

Les détenus en colère, que le directeur adjoint de l'établissement et un magistrat du parquet avaient vainement invités au calme, avaient, dans les jours précédents, adressé des lettres au procureur de la République et à leurs avocats. Ils se plaignaient d'une surpopulation et réclamaient à la fois de meilleures conditions d'hygiène, un accroissement des activités manuelles et surtout sportives, des parloirs plus intimes et la fermeture des quartiers d'isolement.

Cependant, l'effervescence manifestée est allée sans violence, tandis que l'occupation des couloirs de promenade se prolongeait obstinément, sous l'œil des surveillants, impuissants mais calmes.

Vers 12 h 15, M. Jean-Claude Héroguel, directeur régional des services pénitentiaires, Christian Gallut, procureur de la République,

et Georges Bastlica, préfet du Rhône, délégué à la police, se sont rendus sur place, escortés par une cinquantaine de CRS. Tout en refusant d'engager des négociations « à chaud », les autorités promettent aux détenus d'entamer dès lundi des discussions sur les questions d'organisation interne. Dans ces conditions, la situation devrait redevenir normale à Saint-Paul.

La surpopulation chronique des prisons de Lyon a de nouveau atteint un seuil critique à Saint-Paul et à Saint-Joseph, où mille cent cinquante détenus disposent rarement d'un espace vital décent, reconnaît M. Héroguel.

L'amélioration apportée par les mesures de grâce ou d'amnistie de 1988 n'aura été que momentanée. Il faudra attendre l'été 1990 pour que les six cents places de la nouvelle prison de Villefranche-sur-Saône autorisent des transferts. « Depuis quelques jours, nous assistons à la montée d'une certaine tension », a dit encore le directeur régional.

ROBERT BELLERET.

● De nouveaux locaux à Paris pour la formation des avocats. — Le centre de formation professionnelle des avocats dispose désormais de nouveaux locaux, qui viennent d'être inaugurés à Paris, 63, rue de Charenton, non loin de la place de la Bastille. Les bâtiments, qui ont nécessité un investissement de 110 millions de francs, ont été conçus pour recevoir des élèves dont le nombre est passé de deux cent cinquante-quatre en 1982 à cinq cent vingt et un en 1988. La formation dispensée évolue elle aussi. La spécialisation est de plus en plus un impératif, et les perspectives européennes de la profession imposent une préparation spécifique. C'est ce qu'ont rappelé, lors de la cérémonie d'inauguration du 30 mars, M. Philippe Lafarge, bâtonnier en exercice, et M. Pierre Dral, premier président de la Cour de cassation, pour qui « 1993 sera pour les avocats le passage du Rubicon » : ils devront, en effet, être « capables d'affronter, sans arrogance mais sans timidité », leurs confrères étrangers.

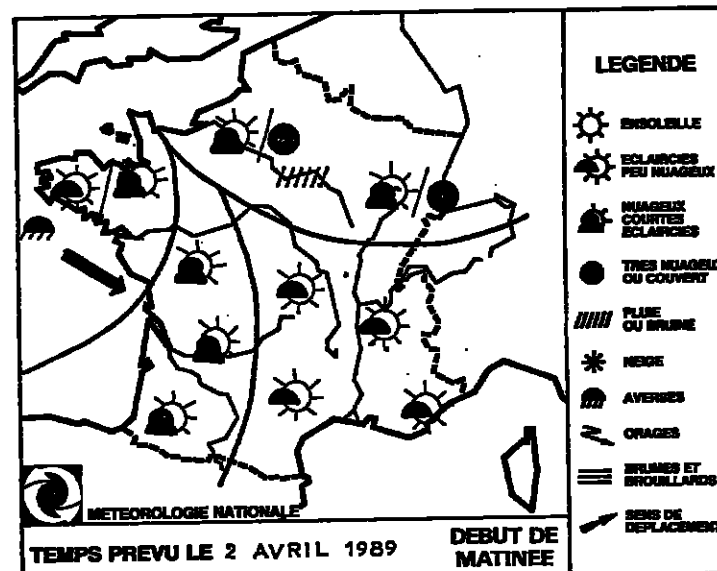
## POLICE

● M. Roger Bosle succède à Jean-Pierre Iracabal au Pays basque. — C'est M. Roger Bosle, jusqu'à présent directeur adjoint du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Strasbourg, qui succédera, au Pays basque, à M. Jean-Pierre Iracabal décédé le 22 mars (le Monde du 24 mars). Il a été nommé à cet effet, vendredi 31 mars, sous-préfet auprès du préfet des Pyrénées-Atlantiques, chargé de la coordination des services de police et de gendarmerie au Pays basque.

Agé de quarante-deux ans, M. Roger Bosle a exercé dans le passé, avec le grade de commissaire, les fonctions de chef du groupe de répression du banditisme à Lille de 1977 à 1980, puis de directeur de l'antenne du SRPJ de Bordeaux à Bayonne. Il était en poste à Strasbourg depuis 1987.



La nuit prochaine sera douce, avec de 7 à 11 degrés du nord au sud. Dans la journée, le thermomètre variera de 12 à 16 degrés sur la moitié nord et de 16 à 22 degrés sur la moitié sud.

[illegible]

d'élégance. Coupe le bois. Est au parfum.	I
- V. A consommer avec modération. Fait grandir dans un sens. Boîte qu'il veut mieux avoir pleine.	II
- VI. Fut amené à porter un bonnet. Est « empoisonnante ».	III
Etait à l'origine de nombreuses déclarations.	IV
- VII. Un qui fait des manières. Coule de source. Symbole.	V
- VIII. A personnel se trouver fasciné et fr-	VI
	VII
	VIII
	IX
	X
	XI
	XII
	XIII
	XIV
	XV



## Une saison française en Union soviétique

MM. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, et Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, étaient présents au Musée Pouchkine pour le lancement de la saison française en URSS, à l'occasion de laquelle de nombreux Français avaient fait le voyage à Moscou. Jeanne Moreau,

Antoine Vitez, administrateur de la Comédie-Française, René Gonzalez, administrateur de l'Opéra Bastille, Jean-Hubert Martin, directeur du Musée national d'art moderne, ainsi que des collectionneurs, des directeurs de galeries, des curieux, étaient présents pour une série de manifestations qui marquent une relance des relations

franco-soviétiques dans tous les domaines de la culture. Outre l'exposition sur l'art français du vingtième siècle intitulée « Un siècle d'inventions », qui donnait le coup d'envoi des manifestations avec un choix exceptionnel d'œuvres significatives — venues en grande partie du Musée national d'art moderne, mais aussi de collections

privées — qui seront présentées ensuite à Leningrad, à l'Ermitage, l'accent a été mis sur le théâtre.

Voyage de retour en réciprocité avec la saison soviétique de 1988 à Avignon, Paris, Bobigny, Aurillac et le Festival du cinéma organisé par Cosmos.

N.Z.

## De Matisse à l'art contemporain

« L'art en France, un siècle d'inventions » présente pour la première fois aux Moscovites un panorama très large de la peinture et de la sculpture du vingtième siècle.

L'art est depuis longtemps un domaine privilégié des échanges culturels, en tout cas de rapports plus ou moins détendus entre les Soviétiques et le monde occidental, en particulier la France, pour une raison très simple que l'on connaît sûrement : l'extraordinaire richesse des musées de l'Ermitage de Leningrad et du musée Pouchkine de Moscou, dont on peut rarement se passer si l'on veut montrer de grandes expositions d'art classique ou d'art moderne.

Collectionner les œuvres de Titien, Rembrandt ou Poussin a en effet été une des spécialités des tsars, à commencer par la Grande Catherine : collectionner l'art moderne, des impressionnistes au début du vingtième siècle, celle de deux personnages étonnants : S. Tchoukine et I. Morozov, qui se sont emballés pour Monet, Renoir, Gauguin, Degas, Cézanne, Picasso, Derain, Matisse, Bonnard, le Douanier Rousseau et bien d'autres, au point que, en 1914, Tchoukine ne possédait pas moins de 221 tableaux, dont 34 Picasso, 37 Matisse, 29 Gauguin et 26 Cézanne.

L'exposition Paris-Moscou du Centre Georges-Pompidou, en 1980, n'avait pas manqué d'évoquer ces deux amateurs d'art moscovites, dont les collections nationales en 1918 ont constitué en 1923 un musée d'art occidental unique à l'époque, jusqu'à ce qu'elles soient réparties — en 1948 — entre le musée Pouchkine et le musée de l'Ermitage.

Le public soviétique peut depuis longtemps aller les voir, mais sans qu'il ait été particulièrement encouragé à apprécier ces manifestations de « l'art bourgeois », évidemment mieux toléré que l'avant-gardisme des ressortissants russes.

Aujourd'hui, tout cela est en train de changer. Une exposition des constructivistes vient de se terminer à la nouvelle galerie Trétiakov — l'ancienne où justement on devrait finir par exposer les surréalistes et les constructivistes est en travaux.



Henri Matisse : « Ex-Libris de Tchoukine », 1911

Malévitch a été réhabilité après Chagall, et maintenant c'est autour de Kandinsky que se prépare une grande exposition réunissant notamment des œuvres venues de Paris et de Munich, sans qu'on ait l'air de très bien savoir encore s'il faut le considérer comme un artiste russe ou comme un occidental.

A Leningrad, il a en effet droit à une salle, tout de même un peu restreinte, au musée de l'Ermitage voué aux collections étrangères, et une peinture au Musée de l'art russe qui n'est d'ailleurs pas très loin d'un Chagall et de deux petits Malévitch. Et on le retrouve encore à Moscou dans un passage fréquenté du musée Pouchkine avec, en ce moment en tout cas, quelques très belles œuvres sur papier.

Après cette dernière découverte, pourquoi s'étonnerait-on de voir suspendu au-dessus du grand escalier du musée moscovite un mobile de Calder ? Celui-ci signale l'entrée de l'exposition « L'art en France, un siècle d'inventions » proposée par

l'Association française d'action artistique comme l'événement majeur de la saison française en Union soviétique lancée par le Quai d'Orsay pour fêter le bicentenaire de notre Révolution.

Après le cubisme et le fauvisme

Et c'est vrai que cette exposition, dont la réalisation a été confiée au Musée national d'art moderne, est importante. Non seulement parce qu'elle est la plus grande des expositions que l'AFAA (Association française d'action artistique) ait programmé pour cette année, et qu'elle coûte 3 millions de francs, mais aussi parce qu'elle innove. A notre connaissance, c'est en effet la première fois qu'on tente de présenter le plus largement possible l'évolution de l'art du XX<sup>e</sup> en France, de Matisse et des Fauves de 1905 jusqu'aux armoires recouvertes de peinture de Bertrand Lavier, mais qui, datent de 1981.

Ce qui ne fait pas tout à fait un siècle, mais ne chipotons pas sur le

titre d'ailleurs plutôt bateau de l'exposition, comme sont un peu bateau les étiquettes données aux sept temps successifs du parcours des œuvres mises ensemble ou opposées parce que relevant, au même moment, plutôt de la couleur (Matisse...) ou plutôt de la forme (Braque...) ou plutôt de la méthode (Mondrian...), plutôt de la mémoire (Bonnard, Manessier, Bissière...) ou plutôt du témoignage (Hélion, Balthus, Germaine Richier...), plutôt de la violence (Dubuffet, Wols, Hartung, Fautrier...) ou plutôt de la rigueur (Magnelli, Poliakoff, Soto...).

### Le coin des figurations

Ce qui permet de montrer la diversité des modes d'expression et de s'y retrouver sans pour autant enfermer les œuvres dans des catégories contraignantes et des cases éternelles. Bref, de ne pas tomber dans une perspective réductrice, schématisée et déformante de la création comme la plupart des expositions panoramiques le font.

En fait, l'exposition est une réussite aussi bien dans sa partie la plus historique présentée au musée Pouchkine, que dans sa partie contemporaine présentée à la Nouvelle Trétiakov, parce que les œuvres y sont le plus souvent de grande qualité, et particulièrement significatives dans le parcours des artistes.

Cela dit, on peut se demander si l'AFAA et le Musée national d'art moderne l'auraient risquée s'il n'y avait eu les responsables des musées d'accueil — Pouchkine d'abord, l'Ermitage ensuite — pour soutenir ce genre de perspective historique, susceptible de montrer ce qui s'est fait en France après le cubisme et le fauvisme, là où s'arrêtent leurs collections. Moyennant quoi, il devenait possible de présenter dans la foulée l'art contemporain vers lequel l'AFAA, ces dernières années penche plutôt.

On peut aussi se demander ce que le public soviétique va retenir de cette création régie par des critères et des codes personnels dont il n'est pas familier, et qui a été accomplie dans un esprit de totale liberté. A supposer que le début de l'exposition, avec Matisse, les cubistes et les fauves ne fasse pas trop problème, quelle lecture va-t-il faire de choses comme le *Porte-bouteille* et la *Roue de bicyclette*, de Duchamp, la *Pou-*

pée, de Bellmer, le *Métaphysique*, de Dubuffet, le grand *Relief éponge*, d'Yves Klein, la compression de voiture de César, le grand tressage de Rouan, les premières rayures de Buren ou les trente pupilles de Robert Filliou ?

A la nouvelle Trétiakov, qui est une sorte de Kunsthalle à l'allemande, les Moscovites se pressent et font la queue, comme partout, pour voir avant tout une exposition consacrée au stalinisme dans une mise en scène absolument dramatique de témoignages et d'œuvres d'artistes. Après quoi, ils vont éventuellement rendre visite à la rétrospective Morandi ; ou encore à Chemtchikine, dont c'est le retour en force au pays, avec des œuvres récentes grandiloquentes et incroyablement nulles, alors que naguère le jeune dissident, qui exposait chez Dina Vierny, pouvait retentir par l'étrangeté de son imagerie peinte avec soin.

L'Amérique ne lui a sûrement pas fait de bien.

Et, lorsqu'ils en sont aux Français, qu'ils regardent avec attention, les visiteurs se retrouvent comme par hasard dans le coin des figurations, en particulier devant le tableau d'Errò qui accumule images, citations et références picturales. Ce qui n'étonne pas trop.

Quant aux quelques jeunes artistes des nouvelles coopératives échappant complètement au circuit de l'Union des artistes, qui étaient à Moscou au moment du vernissage de l'AFAA (quand presque tous les témoins de la nouvelle scène artistique, à savoir les ex-peintres non officiels, étaient un peu partout en Europe occidentale ou aux Etats-Unis pour y exposer), ils ne semblent pas spécialement intéressés par l'exposition française dont ils reconnaissent volontiers l'intérêt historique et la valeur informative, mais qui, disent-ils, ne leur apprend pas grand-chose.

Il est vrai que, depuis quelque temps, ils sont singulièrement mieux informés qu'on ne le croit sur l'art contemporain occidental, dont ils retiennent d'ailleurs souvent des exemples efficaces de réussites internationales.

GENEVIEVE BREERETTE.

★ *L'art en France, un siècle d'inventions*. Moscou, musée Pouchkine et Union des peintres. Jusqu'au 9 mai, Leningrad, musée de l'Ermitage, du 6 juin au 16 juillet.

★ Pour en savoir plus sur la scène artistique moscovite, on lira avec attention le numéro 26 des *Cahiers du Musée national d'art moderne : L'art au pays des Soviets, 1963-1988*.

## « Le Cid » à la Taganka

Troupes françaises à Moscou, Leningrad, Kiev, Tallin ; échanges d'élèves d'écoles d'art dramatique. Le théâtre devient un lieu d'échanges franco-soviétiques.

Alors même que dans la petite salle de la Taganka, lieu historique du théâtre moscovite, on jouait *Jivovivant*, de Mojaïev dans la belle mise en scène du fils prodigue de ces lieux, Iouri Lioubimov — un spectacle légendaire créé en février dernier après avoir été interdit pendant vingt et un ans, — c'est *Le Cid* monté par Gérard Desbarthe l'hiver dernier à Bobigny qui, le jeudi soir 30 mars, ouvrait la saison du théâtre fran-

çais dans la nouvelle salle de la Taganka.

Force rappels pour les comédiens du jeune Théâtre national et pour une mise en scène qui bousculait l'idée qu'on se faisait de la pièce de Corneille. A croire que Moscou va prendre pour la France les yeux de Chimène.

Vaste programme que celui du « Théâtre français en URSS 1989-1990 » établi par le ministère français des affaires étrangères en collaboration avec l'Union des gens de théâtre de l'URSS et les ministères soviétiques des affaires étrangères et de la culture, puisque Moscou et d'autres villes soviétiques — notamment Leningrad, Tallin, Petrozavodsk, Kiev... — vont recevoir, après *Le Cid*, des troupes aussi diverses que celles des élèves du Conservatoire national d'art dramatique, avec des textes illustrant la *Femme de Molière à la Révolution* (15-29 avril), des théâtres de rue tels que *Royal de Lux*, de Toulouse, avec deux spectacles : *Roman-Photo* et *Water-clash* de Jean-Luc Courroult (mai-juin), et le Théâtre de l'Unité, avec une comédie musicale *Mozart au chocolat* (septembre).

Puis viendront ceux qui sont le plus attendus, et depuis longtemps, Ariane Mnouchkine et le

Théâtre du Soleil, avec *l'Indiade*, Patrice Chéreau et le Théâtre des Amandiers, avec *Hamlet* — avec Gérard Desbarthe dans le rôle titre (octobre), Peter Brook avec la tragédie de *Carmen* (décembre) ; enfin Antoine Vitez, en 1990, qui mettra en scène *Phèdre* en russe, à Moscou, avec Alla Demidova.

### Un Centre culturel français à Moscou

Sous le signe de la réciprocité, cette saison du théâtre français sera complétée par des échanges d'élèves d'écoles d'art dramatique, des rencontres entre auteurs français et traducteurs soviétiques organisées par la SACD (17-22 avril), un colloque de metteurs en scène, « Mir Caravane », une « Route trans-européenne du théâtre de la Baltique à la Méditerranée », avec une caravane d'acteurs qui va traverser l'Europe d'est en ouest, de Tallin à Barcelone, via Varsovie, Berlin, la Hollande, le Festival européen de Blois, Bologne (mai à septembre) et 1789, *lycéens*, un spectacle sur le texte du Théâtre du Soleil joué par des lycéens français, lauréats d'un concours organisé à la Cartoucherie de Vincennes (juillet-août). La meilleure troupe viendra à Mos-

cou le 1<sup>er</sup> septembre, jour de la rentrée scolaire soviétique.

Lors de leur venue à Moscou, MM. Dumas et de Beaucé ont notamment traité des échanges entre étudiants français et soviétiques (un millier par an), de traductions d'ouvrages français en URSS, et ils ont avancé les modalités d'un projet auquel la France tient depuis de nombreuses années : l'ouverture d'un Centre culturel français à Moscou, obligatoirement situé dans le centre de la capitale et auquel les Soviétiques auront librement accès. Le lieu reste encore à définir.

Ce centre culturel devrait être le premier centre occidental en Union soviétique, mais on peut se demander si les Américains, qui ont déjà signé un protocole d'accord, ne risquent pas d'arriver avant nous, avec un projet de bâtiment de la taille du Centre Pompidou, qui doit être construit face au Kremlin, près de la fameuse « Maison du quai » du roman de Iouri Trifonov, à la place de l'immeuble du cinéma Oudarnik. Mais le cinéma Oudarnik est toujours ouvert...

L'annonce officielle de la création du Centre culturel français de Moscou devrait avoir lieu lors de la visite en France de M. Mikhaïl Gorbatchev en juillet prochain.

NICOLE ZAND.

## «Un film d'une belle subtilité... William Hurt époustouflant».

PREMIERE

WILLIAM HURT · KATHLEEN TURNER · GEENA DAVIS

MEILLEUR FILM DE L'ANNÉE!  
NEW YORK FILM CRITICS CIRCLE



## VOYAGEUR MALGRE LUI

UN FILM DE LAWRENCE KASDAN

WARNER BROS. PRESENTE WILLIAM HURT · KATHLEEN TURNER · GEENA DAVIS  
UN FILM DE LAWRENCE KASDAN «VOYAGEUR MALGRE LUI» (THE ACCIDENTAL TOURIST)  
Avec CAROL LITTELTON, ACE ROYALTY, BO WELCH, JOHN BAILEY, JACQUELINE BISHOP, JOHN WILLIAMS, FRANK GALATI et LAWRENCE KASDAN  
Avec ANNE TYLER, PHYLIS CARLYLE et JOHN MALKOVICH  
Avec LAWRENCE KASDAN, CHARLES OKUN et MICHAEL GRILLO et LAWRENCE KASDAN

UN FILM EN CO-PRODUCTION AVEC LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION  
UN FILM EN CO-PRODUCTION AVEC LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

SORTIE LE 5 AVRIL

**RAYONNAGES**  
**BIBLIOTHEQUES A VOS MESURES**

**PRIX TRÈS COMPÉTITIFS**  
25 années d'expérience  
R.M. Leroy, fabricant - 208, av. du Maine  
75014 Paris, M° Alesia - Tél. : 45 40 57 40



## Culture

Le XIII<sup>e</sup> Printemps de Bourges

## « L'off est dans le in »

Un tour du monde musical en huit jours et quatre-vingts spectacles. C'est l'ambition du Printemps de Bourges qui attend plus de cent mille spectateurs.

Cette année, le programme du Printemps de Bourges ressemble à une brochure d'agence de voyages avec, en couverture, un mot d'ordre inattendu : « Toutes les musiques du monde ». Rock chinois ou soviétique, zouk antillais, raï maghrébin, house music, les programmeurs ont voulu faire le tour du monde en huit jours et quatre-vingts spectacles.

Même si leur balayage planétaire a forcément laissé des zones d'ombre, parfois grosses comme des continents, l'Amérique latine, l'objectif est pratiquement atteint. Reste à savoir si les dizaines de milliers de spectateurs attendus (il s'est vendu, l'année dernière, cent vingt mille billets) sont prêts à l'embarquement.

Les organisateurs du Printemps savent que le pari de la « world music » n'est pas encore gagné. Sous cette appellation incontrôlable, on regroupe toutes les musiques originaires du tiers-monde ainsi que celles produites par l'immigration en Occident. En France, la « world music » est encore un phénomène fragile, une poignée de succès au « Top 50 », un peu plus qu'une mode, pas encore une lame de fond. La plupart des groupes amateurs ou semi-professionnels présentés dans la section « Découvertes du Printemps » se réclament du rock et semblent ignorer les musiques antillaises, maghrébines ou d'Afrique noire.

À côté de la programmation transcontinentale, Daniel Colling, le directeur du Festival a donc pris quelques assurances : une superstar américaine, Stevie Wonder, et une

brochette de valeurs sûres bien chez nous : Jacques Higelin, Renaud, Claude Nougaro, Charlélie Couture ou Étienne Daho. Les trois autres saisons de l'année, Daniel Colling dirige la salle du Zénith à Paris, ce qui lui donne une idée assez précise des tendances qui traversent le public du rock et des variétés.

Il sait que le noyau dur du public de Bourges vient toujours pour les artistes pour qui la manifestation fut créée, en 1977, du temps où télévisions et radios ignoraient Higelin ou Lavilliers et que le Printemps ne peut, ni ne veut, se passer d'eux. D'autant que la relève est loin d'être assurée.

## Aventure musicale et succès

Maurice Frot, qui s'occupe de la programmation depuis 1977, en convient : entre les têtes d'affiche de l'ex-jeune chanson française et les débutants de « Découvertes », il n'y a pas grand monde. Et le retour de popularité de Claude Nougaro ou de Maxime Le Forestier n'est qu'une maigre consolation.

Le Printemps ne peut être qu'un « instantané » de la vie musicale du moment, la formule revient souvent. Il faut donc tenir compte de ces contraintes comme de contingences plus immédiates : il est impossible de faire venir un grand nom deux années de suite, mais les mêmes grands noms ne viendront pas à Bourges s'ils ne sont pas en cours de tournée au moment du Printemps.

La répartition des spectacles entre les dix lieux différents qui l'accueillent nécessite des ajustements perpétuels et il a fallu cette année réduire le nombre de shows au Stadium, la salle provisoire de dix mille places montée chaque année : il est impossible de trouver à portée de Printemps suffisamment de têtes d'affiche pour le remplir chaque soir.

Le Festival a terminé sa croissance, le nombre des entrées et celui des spectacles se sont stabilisés. Il s'agit maintenant d'inflechir l'orientation, sans laisser filer le public, de continuer cet exercice d'équilibre entre l'aventure musicale et le succès. Par exemple en associant pour un soir une tête d'affiche à une première partie inédite : le chanteur de rythme « blues américain » Dino Lee à Véronique Sanson ou Bernard Lubat à Renaud.

Ché aventure, Daniel Colling estime que l'échec de manifestations off-festival prouve que le Printemps occupe tout l'espace musical, jusque dans ses marges et que « le off est déjà dans le in ».

Quant au succès public l'objectif est maintenant de le maintenir à son niveau en espérant qu'il se répartira plus également entre les divers spectacles. La billetterie représente la moitié des 75 millions de francs du budget du Printemps, le reste se répartissant à parts égales entre les subventions (des ministères de la

culture et de la jeunesse et des sports, des collectivités locales et des organisations professionnelles des métiers de la musique) et les sponsors.

Isu à ses débuts de la vie associative, la manifestation est aujourd'hui l'œuvre de la SARL Printemps de Bourges, directeur Daniel Colling. Un directeur qui se félicite de l'indépendance artistique que cette structure garantit. Et la municipalité d'union de la gauche de Bourges, dirigée depuis 1977 par le communiste Jacques Rimbault, subventionne largement cette entreprise privée (qui emploie 700 personnes pendant sa durée) lui accordant 1 million de francs au titre des affaires culturelles et un autre à celui de la promotion et de la communication.

Car le Printemps a définitivement supplanté la cathédrale Saint-Étienne comme enseigne de la préfecture du Cher...

THOMAS SOTINEL.

## La scène des découvertes

Les promoteurs du festival ont mis en place les antennes régionales pour promouvoir le nouveau Jonasz ou le nouveau Goldman.

Pour découvrir une nouvelle génération d'artistes, les promoteurs du Printemps ont mis en place trente-deux antennes régionales chargées d'un travail de détection et de sélection.

Deux mille trois cent cinquante cassettes de chanteurs et de groupes, toutes inédites (moyenne d'âge : vingt-deux ans ; filiation la plus proclamée aujourd'hui : Michel Jonasz, Alain Souchon et Jean-Jacques Goldman) ont été écoutées. Chaque antenne a fait ensuite une présélection, puis une audition devant un public et un jury.

Dans ce jeu de passion et de rigueur, trois cent cinquante chanteurs et groupes ont été présélectionnés et soixante-six ont été définitivement choisis quatre mois avant le Printemps. Chaque antenne s'est alors efforcée d'organiser dans sa région une dizaine de concerts, afin de donner aux lauréats une petite expérience de scène.

L'affaire Louis Trio, Jacques Haugrogné, Sandoval ont été ainsi les précédentes révélations d'un festival qui consacre un budget de deux millions et demi aux premiers pas sur la « scène des découvertes » de jeunes épris de rythmes, de musiques et de chansons. Et qui viennent à Bourges en ressentant fortement aussi qu'une aventure dans la chanson ou le rock est de plus en plus difficile à mener. Certains chanteurs qui se présentent

● PRÉCISION. — Une confusion entre francs français et livres britanniques a été commise dans l'article « Une année difficile pour le groupe Seatchi » (le Monde du 31 mars). M. Didier Colmet-Daage, PDG de Seatchi et Seatchi Advertising France, précise que en 1988, Seatchi doit réaliser 100 millions de livres de profits (soit de 1 million de francs), et non « 100 millions de francs », comme nous l'avons écrit par erreur.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Extrait des minutes du Greffe de la Cour d'Appel de Paris.  
Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 28 avril 1988, M. François LE GOAZIOU, né le 21-09-1930, à Paris (13<sup>e</sup>), demeurant à Paris (16<sup>e</sup>), 84, avenue Mozart, a été condamné à 8 mois d'emprisonnement avec SURETÉ et 60 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE et OMIS- SION DE PASSATION D'ÉCRITURES.

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt par extrait, dans le Journal officiel, le Monde et le Figaro ; l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de Paris (16<sup>e</sup>) et sur la porte extérieure de l'immeuble, 63, avenue Victor-Hugo à Neuilly-sur-Seine, dans les conditions fixées par l'art. 1741 du Code Général des Impôts, et M. LE GOAZIOU exerce son activité.

RECTIFICATIF : Par ordonnance de référé du 27 février 1989 rendue par le Tribunal de Grande Instance de Paris « la présente publication annuelle et remplacée celle, erronée, effectuée les 10 et 17 février 1989 ».

A dit que M. LE GOAZIOU sera exécuté, tant des frais correspondants aux publications et affichages erronés que des frais afférents aux publications rectificatives à intervenir.  
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. P. LE GREFFIER EN CHIEF.

## Communication

La grève des artistes-interprètes

## Quand les comédiens changent d'employeurs

La deuxième journée de grève des artistes-interprètes a donné lieu, vendredi 31 mars, à une journée quasi ininterrompue de négociations. Avec les chaînes d'abord, puis avec l'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels (USPA). Cette dernière a proposé la création d'une commission chargée de discuter du volume horaire annuel de commandes des chaînes, du nombre de journées de travail et du montant de la masse salariale réservée aux comédiens. Les artistes-interprètes devraient se prononcer, dès dimanche, sur cette proposition qui impliquerait la suspension de la grève jusqu'au 28 avril.

« Télévision, cinéma, théâtre, on la fait tous, on ne la fait pas ! », Gérard Rinaldi, le populaire héros du feuilleton de TF1 *Marcel et Sophie*, n'en démord pas : la grève doit être générale ou ne pas être ! Son « maximalisme » désarçonne un instant la dizaine de piquets de grève venus tôt le matin au Studio de France, à La Plaine-Saint-Denis, convaincre les comédiens de cesser le tournage de cette production de *Télé-Images*. « Arrêter tout ? C'est affamer notre profession qui n'a pas besoin de cela », risque timidement l'actrice Nadine Alari. « Comment les gens de théâtre pourraient-ils exercer la moindre pression sur des chaînes décidées à ne respecter ni leurs engagements ni leurs quotas ? », rétorque, plus assuré, un autre comédien.

« D'accord pour le constat, l'exclamation, cette fois, Rinaldi. Mais le CSA ne bouge pas et les ministères responsables se tiennent cois. Alors, si le mot d'ordre n'est pas général, pourquoi pénaliserai-je *Télé-Images* qui m'emploie ? » Son directeur des productions, Gilles Deloche, n'évalue-t-il pas à 200 000 ou 300 000 francs les pertes par jour de grève ?

D'un tournage à l'autre, discussions et arguments sont les mêmes. Avec des résultats parfois opposés. Ici, Evelyne Bouix et Delphine Seyrig cessent de tourner *La Saison des feuilles*. Là, ce sont Annie Girardot

et Gérard Klein qui font s'arrêter la manivelle des *Moissons de la vie*.

Mais les piquets de grève — qui n'emploient jamais la contrainte — n'ont réussi, pour l'instant, qu'à perturber des tournages aussi importants que *En cas de bonheur* (260 épisodes réalisés par la SFP pour TF1) ou *La Révolution française*, produit par Ariane Films... Ce conflit est une nouvelle fois exemplaire de la difficulté pour l'ensemble des professionnels à trouver leurs marques dans un audiovisuel chamboulé.

Les organisations syndicales reprochent essentiellement à TF1, à A2 et à FR3, de n'avoir fourni aux comédiens français que 36 000 journées de travail l'an dernier, au lieu des 44 000 d'années garanties (le Monde du 9 mars).

## Erreur de calcul

Les chaînes ont beau plaider... l'erreur de calcul, arguer de l'augmentation de 10 % du volume des heures commandées et d'une croissance de 40 % de la masse salariale distribuée, les syndicats font la sourde oreille et rejettent les 2,5 millions de francs qui ont été proposés en compensation. Une offre jugée « ridicule et méprisante à la fois » (ce n'est même pas le prix d'une fiction). Syndicats et grévistes, qui violent dans ces quotas de journées de travail des comédiens un gage de qualité et un rempart contre la compression des temps de tournage, exigent un réel dédommagement et de nouveaux engagements pour 1989 et 1990.

Mais les chaînes hésitent. Ce paramètre est devenu trop difficile à maîtriser. Toute la politique gouvernementale depuis 1985 consiste à restreindre leurs rôles dans la production et à favoriser l'émergence d'indépendants nouveaux intermédiaires jugés indispensables pour l'essor de la création française.

« Comment peut-on encore nous demander de garantir un nombre de journées de travail annuel alors que l'on nous livre des séries clés en main ? dit-on dans les chaînes. Avec l'essor de la production indépendante, les artistes-interprètes ont changé d'employeurs. »

PIERRE-ANGEL GAY.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Lyonnaise des eaux

Emission de 230 000 obligations à bons de souscription d'actions avec faculté de rachat des bons

Prix d'émission : F 6200 pour une obligation avec quatre bons de souscription

## CARACTÉRISTIQUES DES OBLIGATIONS

Prix d'émission	Le pair, soit F 5.000
Durée	8 ans
Amortissement	Au pair, in fine, soit le 17 avril 1997
Intérêt	7,60 % soit F 380 par titre, payable annuellement et pour la première fois le 17 avril 1990
Date de jouissance	17 Avril 1989
Cotation	Cote Officielle (Bourse de Paris) ; Bourse de Luxembourg

## CARACTÉRISTIQUES DES BONS

Prix d'émission	F 1200 pour 4 bons, soit F 300 par bon
Partie	4 bons de souscription par obligation, donnant chacun le droit de souscrire à une action
Période d'exercice	Du 1 <sup>er</sup> Mai 1989 au 30 avril 1994 inclus
Prix de souscription de l'action	F 1.700 libérables à hauteur de F 1.400 en espèces et F 300 par remise d'un bon de souscription
Jouissance de l'action	1 <sup>er</sup> Janvier de l'année de souscription
Cotation	Cote Officielle (Bourse de Paris) ; Bourse de Luxembourg
Faculté de rachat au gré des porteurs	Au prix de F 300 par bon, du 1 <sup>er</sup> Mai 1994 au 31 juillet 1994 inclus, en cas de non exercice des bons
Délai de priorité	Du 20 Mars au 03 Avril 1989 inclus, à raison d'une obligation avec bons de souscription pour 25 actions anciennes possédées. Souscriptions à titre réductible admises.
Souscription du public	A partir du 04 Avril 1989

Une note d'information qui a reçu le Visa CGB N° 89-89 en date du 15 Mars 1989 est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la société et auprès des établissements chargés du placement. BALO du 20 Mars 1989

LYONNAISE DES EAUX, 52, rue de Lisbonne  
75008 PARIS. Tél. : (1) 40.75.2.94

Actionnaires de la Lyonnaise des Eaux, vous avez priorité pour souscrire du 20 mars au 03 avril inclus

## Le Monde DE L'EDUCATION

## ENQUETE

## 40 ANS, DEVENIR INSTITUTEUR

Il commencent une deuxième vie en entrant dans l'enseignement. Qui sont-ils ? Quelles sont leurs attentes et leurs motivations à l'égard des enfants et du système scolaire ?

## LE PALMARES 88 DES IUT

Pour chaque discipline, le classement des IUT les plus performants.

## EXCLUSIF

Le texte intégral du rapport Bourdieu/Gros sur la réforme des programmes de l'enseignement.

NUMERO D'AVRIL, 130 PAGES - 17 F  
En vente chez votre marchand de journaux











Après trois années de conflit

## L'accord franco-canadien sur la pêche est signé

La France et le Canada ont annoncé simultanément, le vendredi 31 mars, qu'un accord avait été conclu entre les deux pays pour mettre fin au contentieux sur les droits de pêche au large de Terre-Neuve et de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon. Le gouvernement du Canada avait symboliquement choisi de rendre public l'arrangement à partir de la grande île de Terre-Neuve, dont les pêcheurs et les industries annexes sont les plus concernés.

Négocié par le médiateur uruguayen M. Enrique Iglesias, l'accord met un terme à un conflit qui durait depuis plus de trois ans et constitue un compromis à peu près acceptable pour les deux parties. Il fixe d'abord, dans les moindres détails, les quotas de morues et d'autres espèces que les pêcheurs français pourront capturer chaque année jusqu'à la fin de 1991 dans les eaux canadiennes et dans la zone « à cheval » sur la

souveraineté des deux pays dite « 3 PS », située au sud de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les prises françaises sont fixées à 42 000 tonnes en 1989 (le gouvernement les répartira entre les flottilles de l'archipel et celles de Saint-Malo), mais ce contingent sera dégressif d'ici à 1991, notamment dans les parages où Ottawa estime que les Français se livrent à une « surpêche » de nature à mettre en péril la conservation des stocks.

L'autre volet de l'accord, intrinsèquement lié au premier comme l'exigeait Ottawa, concerne la composition du tribunal international d'arbitrage qui, dans les trois ans qui viennent, va devoir trancher un très délicat litige : la délimitation des frontières maritimes et des zones économiques exclusives de 200 milles entre les deux pays, au large de Terre-Neuve, et de Saint-Pierre-et-Miquelon. Les deux parties se sont enfin mises d'accord sur le nom des juges qui siè-

geront dans cette instance. Il s'agit de MM. Jimenez de Arechaga (Uruguayen), président du tribunal; Oskar Schachter (Américain), et Gaetano Arrangio-Juiz (Italien). L'arbitre nommé par le gouvernement français est M. Prosper Weil, tandis que le juge nommé par le Canada est M. Allan Godlieb.

A Terre-Neuve, les professionnels de la pêche ont accueilli de manière plutôt « froide » l'accord entre Paris et Ottawa, et en France le bouillonnant président de la société Comapêche de Saint-Malo, qui exploite quatre grands navires mais dont aucun actuellement n'est dans ces parages-là, a parlé de « camouflet ». Il a cependant reconnu qu'il « fallait en finir avec un conflit qui n'a que trop duré », et que 42 000 tonnes de morue dont 25 000 effectivement pêchables (car certaines zones autorisées par le Canada sont, en fait, très difficiles d'accès), c'est mieux que rien ».

F. G.

## Un entretien avec M. Le Penec

« Sans ce compromis, la situation aurait été défavorable aux pêcheurs français »

A la suite de l'accord avec le Canada sur la pêche, M. Le Penec, ministre des DOM-TOM et porte-parole du gouvernement, en souligne les avantages.

« Les recommandations et suggestions de M. Iglesias sur les quotas de morue vous semblent-elles de nature à régler au fond le contentieux entre la France et le Canada ?

« La mission de M. Iglesias était très difficile. Le médiateur devait rapprocher les points de vue très éloignés des gouvernements canadiens et français sur une question d'une importance vitale pour l'économie de plusieurs régions de ces deux pays.

« Le gouvernement français est donc très reconnaissant à M. Iglesias d'avoir accepté cette responsabilité et de ne pas avoir ménagé sa peine pour parvenir à une solution acceptable par les deux parties.

« Compte tenu des demandes canadiennes, les quotas en quelque sorte « médians » proposés sont naturellement insuffisants en regard des pratiques historiques de la pêche française et des besoins économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon et de la grande pêche métropolitaine.

« Cela étant dit, il est apparu, au terme de cette très longue négociation, que les propositions de M. Iglesias étaient les seules sur lesquelles un accord pouvait se conclure.

« Le choix était donc entre un accord sur la base de ces propositions et l'absence d'accord. Faute d'accord avec le Canada, je vous le rappelle, les zones de pêche traditionnelles du golfe du Saint-Laurent et du Nord-Ouest atlantique étaient interdites à la pêche française qui se trouvait confinée dans une partie de la zone dite du « 3 PS ». De plus, les ports canadiens étaient inaccessibles aux navires français. Le gouvernement français a donc jugé, après consultation des élus de l'archipel et des représentants socio-professionnels, que cet accord était préférable à l'absence d'accord.

« L'accord porte sur les quotas de pêche pour les années 1989, 1990, 1991. Au-delà, un nouvel accord sera nécessaire. Il ne pourra être conclu qu'après l'aboutissement de la procédure d'arbitrage international sur la délimitation des zones économiques exclusives dont l'accord signé aujourd'hui définit les modalités.

« Les derniers mois ont été marqués par un conflit franco-français

très exacerbé entre les pêcheurs malouins et ceux de Saint-Pierre, à propos des droits de pêche au large de Saint-Pierre-et-Miquelon. Comment se fait-il que le gouvernement n'ait pas été capable de l'éviter ?

« Comment penser que la répartition des quotas de pêche entre deux communautés de pêcheurs, c'est-à-dire de leurs moyens d'existence, pouvait se faire dans la sérénité ? Les Saint-Pierrais et les Miquelonnais comme les Malouins ont, les uns et les autres, de bons arguments à faire valoir, des traditions respectables à invoquer ainsi que des contraintes économiques à présenter. Nous avions, à l'automne dernier, réuni les professionnels des deux côtes de l'Atlantique et proposé une solution qui nous semblait équitable sur laquelle les professionnels n'ont pu se mettre d'accord entre eux. Le conflit s'est exacerbé, notamment faute d'accord international et donc de perspective, les inquiétudes des pêcheurs ne pouvaient qu'être accrues.

« Le premier ministre a alors réuni élus et professionnels et un compromis a pu être trouvé. Mais la répartition à la baisse d'une ressource se fera toujours dans la douleur.

« Le gouvernement français, dans l'enveloppe totale des quotas obtenus, va-t-il favoriser les pêcheurs de l'archipel par rapport à ceux de Saint-Malo ?

« Le gouvernement a pleinement conscience qu'il porte là un dossier extrêmement difficile. Le partage des zones de pêche, ce n'est pas de la géométrie. Il faut bien comprendre qu'il s'agit, en l'espèce, d'un grand métier, de traditions séculaires, de l'existence de centaines de familles.

« La question n'est donc pas de choisir de favoriser les uns par rapport aux autres. L'accord est signé. Nous étudions à présent, en concertation avec les entreprises, quelles seraient les conséquences pour l'emploi des différentes modalités de partage possibles de quotas insuffisants.

« La pêche est l'activité quasi exclusive de Saint-Pierre-et-Miquelon. La grande pêche métropolitaine doit conserver un droit d'accès à l'Atlantique-nord compte tenu des difficultés de redéploiement dans d'autres zones.

« Le gouvernement arrêtera la répartition la plus équitable, en tenant compte de ces considérations. Dans un dossier où la dimension humaine est aussi présente, le gouvernement poussera la concertation aux limites du possible.

« La France, dans ses négociations avec Ottawa, a-t-elle été aussi ferme depuis mai 1988 qu'à l'époque où M. Chirac était premier ministre ?

« La Constitution réserve au chef de l'Etat une responsabilité particulière dans la négociation des accords internationaux. Depuis 1981, le président de la République s'est porté garant que cette négociation difficile avec le Canada, pays ami, serait conduite avec détermination et fermeté pour préserver les intérêts légitimes de la France. Il l'a dit à Ottawa et à Saint-Pierre-et-Miquelon dans les mêmes termes à l'occasion du voyage qu'il y a effectué. Je note qu'il n'a pas été fait grief à notre diplomatie du résultat obtenu.

« La conduite des négociations internationales se juge à ses résultats, et non aux déclarations publiques et commentaires qui n'en constituent qu'une partie, pas toujours la plus significative.

« Je redis que l'absence d'accord aurait conduit à terme à une situation d'impasse tout à fait défavorable aux

intérêts des pêcheurs français dans cette zone.

« Quelle est la position actuelle du gouvernement français sur l'aspect des contentieux franco-canadiens, c'est-à-dire la délimitation autour de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Terre-Neuve de la zone économique exclusive de 200 milles ?

« L'accord qui vient d'être signé confie le contentieux de la délimitation de l'espace maritime de Saint-Pierre-et-Miquelon et du Canada à un tribunal arbitral international constitué d'un commun accord entre les deux parties. Nous avons veillé avec le plus grand soin à ce que la désignation des juges et les modalités de la procédure garantissent que l'arbitrage soit rendu dans l'équité. Cette procédure est prévue pour durer environ trois ans. Le gouvernement défendra devant le tribunal, dans le même esprit de détermination, les droits historiques de la pêche française dans cette région.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD.

## Inspections réciproques et vigilance à la tonne près

MONTRÉAL  
de notre correspondante

Le gouvernement canadien estime que l'accord entre Paris et Ottawa est « un compromis », qui permet néanmoins à Ottawa d'atteindre ses grands objectifs.

Pour dévoiler le teneur de cette sentence, quatre ministres fédéraux, dont M. Joe Clark, secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, et M. John Crosbie, ministre du commerce extérieur, se sont rendus le vendredi 31 mars à Saint-Jean-de-Terre-Neuve, où ils se sont réunis d'abord pour limiter l'appétit des pêcheurs français, mis sous étroite surveillance.

D'une part, a déclaré M. Crosbie, le Canada « a réussi à limiter dans la mesure du possible les contingents accordés à la France » dans la zone que les deux pays se disputent (au sud de Terre-Neuve et de l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon) jusqu'à ce qu'un tribunal d'arbitrage règle le litige frontalier. Cha-

que pays, par l'entremise de ses patrouilleurs, pourra surveiller les pêches des flottilles de l'autre pays.

D'autre part, les bateaux français devront obligatoirement accueillir à leurs bords des inspecteurs canadiens, dans les autres zones qui leur sont ouvertes, là où le poisson est « en excédent des besoins canadiens ». Dans le golfe du Saint-Laurent, où ils possèdent des droits ancestraux, les pêcheurs de Saint-Pierre-et-Miquelon n'ont obtenu qu'un quota de 4 000 tonnes de morue.

La porte-parole des armateurs du Canada, M. Patrick McGuinness, a estimé que cet accord « était le prix élevé que l'industrie avait accepté de payer à contre-courant, compte tenu de la précarité des stocks de morue ». En revanche, les députés de l'opposition libérale, furieux de constater que la France aura accès à des bancs situés au nord de Terre-Neuve et du Québec, ont accusé Ottawa d'avoir « trahi » les intérêts des pêcheurs locaux.

MARTINE JACOT.

## EN BREF

● **Pétrole :** réouverture de la raffinerie d'Abadan. — La raffinerie d'Abadan, la plus importante d'Iran, endommagée au début du conflit irako-iranien en 1980, sera de nouveau opérationnelle à partir du samedi 1<sup>er</sup> avril, selon l'Opec. Les autorités iraniennes avaient prévu, dans une phase initiale, une production de 130 000 barils par jour. La capacité quotidienne de la raffinerie était de 650 000 barils avant la guerre.

● **Brésil :** Ford repatrierait trop de profits. — Par décision unanime du Tribunal fédéral de Rio-de-Janeiro, la filiale brésilienne de l'entreprise Ford devra restituer au Brésil 33 millions de dollars de bénéfices envoyés à la maison mère aux Etats-Unis en décembre 1984, sans l'autorisation de la Banque centrale. Selon cette dernière, les réserves du Brésil courent de grands risques si n'importe quelle entreprise étrangère envoie des devises à l'étranger, hors du contrôle de l'autorité monétaire. (AFP).

● **Matsushita fabriquera des magnétos en Grande-Bretagne.** — Le géant japonais Matsushita, numéro un mondial de l'électronique industrielle et grand public (marques

Panasonic, Technics), a choisi le site de Newport, au pays de Galles, pour y installer une fabrique de magnétos, des générateurs de très haute fréquence, cœur des fours à micro-ondes. L'accord définitif pour cette implantation devrait être signé au mois de mai prochain. C'est la première fois que Matsushita, qui couvre 90 % du marché mondial des magnétos, fabriquera ce genre de produit hors du Japon. La décision a été prise en liaison avec le développement rapide du marché des fours à micro-ondes en Europe. Il s'agit d'un rude coup pour Moulinex, qui investit lourdement pour fabriquer ses propres magnétos à Caen. Cette quatrième unité de Matsushita en Grande-Bretagne devrait également produire des magnétoscopes, des machines à écrire et des moteurs électriques.

● **Nouvelles Frontières et ILG s'associent dans l'adrien.** — M. Jacques Mollet, PDG du voyageur Frontières, est en discussion avec son homologue britannique, M. Harry Goodman, d'International Leisure Group, pour la constitution d'une compagnie aérienne qui réunirait Air Europe, filiale d'ILG, Corsair Air, associé à Nouvelles Frontières, un autre voya-

## ETRANGER

Sur fond de crise gouvernementale à Tokyo

## La TVA est introduite au Japon

TOKYO  
correspondance

Que fait un Japonais devant un problème qu'il ne sait pas résoudre ? Il penche la tête sur le côté, avec une expression très caractéristique. Depuis samedi, on voit beaucoup de têtes penchées dans les boutiques, les bureaux et aux guichets de l'archipel. Le Japon fait connaissance le 1<sup>er</sup> avril avec la taxe à la valeur ajoutée, le dernier en date de ses emprunts incommensurables à la culture occidentale.

Sur le papier, ce changement doit éclaircir le maquis fiscal japonais. Appliquée au taux de 3 % sur la grande majorité des produits et services fabriqués et vendus au Japon, la taxe à la consommation se substitue à une batterie de taxes indirectes spécifiques.

La réforme, la plus importante mise à jour d'un système conçu après la guerre sous l'influence directe de l'occupant américain, doit permettre en outre de réduire la pression fiscale directe sur les salaires et les entreprises. Le nombre de tranches d'imposition sur le revenu va être réduit, le taux marginal le plus élevé étant ramené de 60 % à 50 %.

Après avoir bataillé dix ans pour faire accepter aux hommes politiques un changement sur lequel deux premiers ministres s'étaient cassés les dents — MM. Ohira en 1979 et Nakasone en 1987, — le ministère des finances n'a pas voulu perdre un instant pour faire appliquer la TVA. Votée à la fin du mois de décembre dernier, elle entre en vigueur trois mois plus tard. Les huit mille réunions d'explications dans tout le pays, la campagne d'information dans les médias n'ont évidemment pas suffi à rendre ce bouleversement compréhensible au Japonais moyen.

En outre, pour des raisons liées au caractère clientéliste de la vie politique japonaise, le ministère des finances a dû accepter des aménagements au modèle fiscal importé d'Europe : exemption du paiement de la TVA pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est infé-

rieur à 30 millions de yens (1), régime comptable simplifié pour celles qui font moins de 500 millions de yens de chiffre d'affaires annuel, et surtout tenue de livres de comptes au lieu de la facturation après chaque opération.

Résultat, on estime qu'un dixième au moins du produit réel de la TVA aboutira dans les poches des petits commerçants et travailleurs indépendants, la pétite élite du Parti libéral-démocrate (PLD). Sans compter les hausses non justifiées auxquelles l'introduction de la TVA donnera prétexte et qui vont accentuer une hausse des prix inévitable.

Ces concessions, qui vont compliquer considérablement la mise en œuvre de la réforme et favoriseront une fraude fiscale déjà pratiquée à grande échelle, n'ont d'ailleurs pas empêché le gouvernement de M. Noboru Takeshita de battre tous les records d'impopularité. Embourbée dans le scandale Recruit qui a vu les principaux responsables du PLD réaliser de substantielles plus-values boursières (exemptées d'impôt, ce qui met en rage un peu plus une opinion publique traditionnellement passive), l'équipe gouvernementale actuelle, pourrait ne pas survivre très longtemps à l'introduction de la TVA.

A terme, cependant, il ne fait aucun doute que la modernisation du système fiscal japonais est une nécessité. En 1985, et malgré la mise en place de la TVA, 72,1 % des recettes du fisc proviendront de l'impôt direct. Les bouleversements dans la structure économique intervenus depuis quarante ans ont ramené la part des taxes indirectes de 43,4 % en 1950 à 20 % en 1986.

Entre 1985 et 2010, le pourcentage des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans dans la population sera passé de 10,3 % à 23,6 %. Déjà excessif, le fardeau fiscal direct imposé aux actifs deviendrait insupportable. Mais évidemment, l'an 2010, c'est loin.

BERNARD HAMP.

(1) 100 yens équivalent à 4,80 F environ.

## Les suites du scandale Rumasa

## Le procès de M. Mateos à Madrid est ajourné

MADRID  
de notre correspondant

Attendu pendant six mois, le procès pour falsifications comptables de M. José Maria Ruiz Mateos, l'ancien président du holding Rumasa nationalisé en 1983, n'aura finalement duré, vendredi 31 mars, que quarante minutes (le Monde du 1<sup>er</sup> avril). Le temps, pour M. Ruiz Mateos, de jouer un nouveau tour à la justice en révoquant ses avocats et en obtenant ainsi un ajournement sine die de son procès.

M. Ruiz Mateos avait clairement laissé entendre qu'il avait bien l'intention de faire de cette esquisse de procès un de ces grands spectacles dont il a le secret. Il a, à cet égard, comme toujours, pleinement rempli son contrat, dès son arrivée.

Escorté tant bien que mal par la police au milieu du tourbillon d'une meute de photographes, c'est en faisant bien haut le V de la victoire qu'il est entré au tribunal, applaudi par la foule, plutôt clairosement il est vrai, qui l'accueillait aux cris de « torero, torero ! ».

Le procès commence alors par la lecture d'une déclaration liminaire du turbulent accusé. Affirmant que ses avocats n'ont pas pu disposer de la documentation nécessaire pour le défendre, il déclare renoncer désormais à leurs services. La représentante du ministère public tente de s'opposer à la manœuvre, affirmant que M. Ruiz Mateos cherche simplement, comme il l'a fait durant six ans, à éviter que son procès ne commence enfin. Elle évoque également le sort des sept autres accusés jugés en même temps que lui, qui, eux, n'ont pas à subir les conséquences de ses frasques.

Mais rien n'y fait. Après une courte délibération, le tribunal se voit forcé de reconnaître la validité de la décision de l'accusé. Il annonce qu'il chargera en conséquence le collègue des avocats de désigner un défenseur d'office, qui devra disposer du temps nécessaire pour étudier ce complexe et volumineux dossier. La date du nouveau procès sera fixée ultérieurement.

M. Ruiz Mateos a gagné et entend encore profiter de l'hubaine que représentent les dizaines de journalistes présents dans la salle. Il se lève pour tenter de prendre la parole. Mais la séance a déjà été levée. Le geste théâtral, il se retourne vers le public et s'exclame : « Je vous l'avais bien dit qu'on ne me laisserait pas parler ! ».

Dehors, le happening continue. Face au siège du tribunal situé en plein centre de Madrid, M. Ruiz Mateos, au milieu d'une forêt de caméras et de micros, entame une bellueuse conférence de presse aux allures de meeting politique, invoquant la « persécution » dont il est l'objet et avertissant le gouvernement que, désormais, « Ça suffit ! ». Il faudra une demi-heure aux policiers pour réussir à le pousser enfin dans un taxi.

THIERRY MALINIAK.

## Cartes de paiement : nouvelles règles de tarification interbancaire

Le groupement des cartes bancaires a annoncé, vendredi 31 mars, les nouvelles règles qui régiront les rémunérations entre banques pour les paiements par cartes à partir du 1<sup>er</sup> mai prochain, faisant ainsi suite au jugement du Conseil de la concurrence du 13 octobre 1988 (le Monde du 15 octobre 1988).

Dans l'ancien système, la banque du commerçant payait à la banque du porteur de carte une rémunération liée à la taille et à la nature du commerce. Cette « commission d'interchange » était de 0,8 % du montant de la transaction, soit pour une trentaine d'enseignes (grandes surfaces, distributeurs pétroliers...) qui bénéficiaient d'un taux réduit de 0,4 %. La distribution dénonçait ce système en affirmant qu'il empêchait le commerçant de négocier — ce qui devait être la règle — avec sa banque la commission qu'il lui versait pour les paiements par cartes.

Dans le nouveau système, la rémunération entre banque du commerçant et banque du porteur, désormais baptisée « commission interbancaire de paiement », sera fonction du niveau de fraude constaté dans les transactions entre

la banque du commerçant et la banque du porteur de carte. Elle devrait se situer en moyenne à 0,6 % et obliger la banque du commerçant à être plus sensible aux efforts faits par celui-ci en matière de sécurité et de lutte contre la fraude. Un système de bon-malus est d'ailleurs prévu pour abaisser ou relever le taux de la commission en fonction de l'évolution du taux de fraude.

En éliminant la discrimination par la taille du commerce, les Français se rapprochent ainsi des systèmes en vigueur dans les autres pays, une démarche nécessaire dans l'optique de l'Europe de 1993. Ce nouveau système a cependant immédiatement été dénoncé par les Centres Leclerc, qui affirment qu'il est « toujours aussi peu transparent et ne définit aucun critère objectif de tarification », contrairement à ce qu'avait demandé le Conseil de la concurrence, et qu'il « aucun système de sanction n'est mis en place pour inciter les banques à plus de discipline ». Les Centres Leclerc se disent prêts à mettre en œuvre « toute initiative juridique et médiatique » pour que soient respectées les directives du Conseil de la concurrence.



## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

QUATRE séances seulement cette semaine Rue Vivienne au raison du traditionnel chômage observé le lundi de Pâques. Mais quatre bonnes séances aussi, malgré le léger mouvement de recul enregistré au court instant sous les auspices du palais Bourbon. A l'instar de la France entière balayée par le redoux, exceptionnel pour la saison, que l'anticipation des Apres a poussé vers elle avec la complicité du foehn, la Bourse de Paris a eu sa petite poussée de chaleur.

Après son comportement capricieux de la semaine passée, le marché ne devait pas attendre pour manifester de meilleures dispositions. Dès mardi, à la réouverture de ses portes fermées le jeudi soir précédent, assez gaillard, il se remettait à progresser sensiblement (+ 0,85 %). L'effort avait-il été un peu trop violent après une longue inactivité ? Mercredi, l'avance se ralentissait (+ 0,59 %) et dans la matinée de jeudi aussi (+ 0,20 %), avant de s'arrêter complétement censée pour faire, le même jour, place à de l'effritement (- 0,35 %).

Mais la Bourse n'était pas longue à récupérer. A la veille du week-end, journée pourtant réservée au bal des deux sorcières (terme anglo-saxon consacré aux opérations de débouchage des options sur actions et sur indices), la hausse se résumait (+ 0,50 %), sans que personne n'aperçoive le bout du balai des sorcières. Bref, d'un vendredi à l'autre, les divers indices ont eu moyenne grimpée de 1,3 % environ.

Pour être franc, cette reprise n'a pas été grand-chose, pour l'instant du moins, aux « veuves de Carpentras », chères au cœur de M. Gérard de La Martinière, directeur général de la Société des Bourses françaises, nouveau bras armé du marché parisien, reprenant le patrimoine de son la Compagnie des agents de change.

Pour l'essentiel, les ordres d'achats ont émané des fameux « zinzins », mais aussi de la clientèle étrangère. Certes, les courants d'échanges, sérieusement réduits la semaine précédente par la proximité des fêtes pascales, n'ont pas, et de loin, retrouvé leur ampleur habituelle. Ils ont néanmoins augmenté pour évoluer entre 1,3 et 1,6 milliard de francs par jour. Les professionnels y ont vu la preuve d'un regain d'intérêt non négligeable pour la Bourse de Paris. « Qui en est digne », nous a confié un banquier de la place, car « la situation économique de la

## Coup de foehn

France est excellente ». Vous en doutez ? Les faits plaident en sa faveur. Contre toute attente, les résultats du commerce extérieur pour février, publiés le vendredi saint (la Bourse était fermée ce jour-là), se sont améliorés avec un déficit limité à 500 millions de francs (contre 2,6 milliards le mois précédent). La production industrielle continue, selon l'INSEE, d'augmenter au même rythme que pour le quatrième trimestre de 1988. Le chômage régresse (- 0,8 % pour février). Les résultats des entreprises sont globalement supérieurs aux prévisions. Citons au passage BSN (+ 41 %), Roussel-Uclaf (+ 59 %), Canal Plus (+ 52,1 %), Ecco (+ 40 %).

Et notre interlocuteur d'ajouter : « Par-dessus le marché, les présidents de sociétés sont formels : la moitié de l'année 1989 est déjà faite et bien faite. Et tous les groupes [privés ou nationaux] ont une stratégie d'expansion internationale ». Que demander de plus ?

La marée est presque trop belle. Sans compter que l'impulsion donnée par Wall Street et le Kabuto-Chô japonais, qui paraissent s'encourager mutuellement à monter, est loin d'être négligeable. Enfin, sous les colonnes, le sentiment est que la hausse, tout redoublée, des taux d'intérêt est désormais faite. Dans sa note mensuelle, la société de Bourse Boecher SA titre sans ambages : « La guerre des taux n'a pas lieu ».

Ce jugement dénué de quelques heures les déclarations assez apaisantes de M. Gérard Stoltenberg. Le ministre des finances ouest-allemand a, en effet, souligné vendredi la nécessité de contenir la hausse du loyer de l'argent pour résoudre le délicat problème de la dette dans son intégralité.

Reste que si la Bourse de Paris a manifesté, ces derniers jours, de meilleures dispositions, elle ne s'est pas départie d'une certaine réserve.

D'après un sondage RES effectué pour la Vie française, « 60 % des donneurs d'ordres interrogés avaient leur penchant pour la neutralité ». La société de Bourse Dufier

Philippe ne fait, elle, rien d'autre que de prêcher la prudence. Deux bonnes raisons à cela : certains redoutent, à tort ou à raison, que les États-Unis n'arrivent à la fin d'un cycle pour entrer dans une période de récession accompagnée d'inflation. Pessimisme excessif ? Les signes avant-coureurs d'un ralentissement économique semblent étayer ces craintes. Mais les futurologues se sont si lourdement trompés dans un passé récent que ce genre de spéculations laisse assez sceptique. « Dans le doute abstiens-toi » recommande le proverbe. Bien des investisseurs sont donc restés l'arme au pied. D'autant que nul ne sait trop ce qui ressortira de la réunion des ministres des finances des sept pays les plus industrialisés, qui se tiendra durant le prochain week-end à Washington. S'il en sort quelque chose. Et puis la hausse des prix du pétrole a toujours quelque chose d'apaisant.

Mais, en définitive, les boursiers étaient tout de même assez optimistes. « Un marché qui « monte » avec peu d'affaires rencontre tôt ou tard la hausse », disait l'un d'entre eux. Les chances d'y parvenir sont d'autant plus grandes que la Bourse a déjà presque entièrement fait sa réaction à la dernière grande vague de fièvre. Les « anciens » assurent en effet qu'aucune véritable reprise ne peut se produire sans une bonne purge (10 % environ). Le compte est presque bon. Fin février, la baisse dépassait 8 % par rapport au plus haut niveau de l'année atteint trois semaines auparavant.

La hausse de printemps n'est dans ces conditions peut-être pas très lointaine.

Dans une interview accordée à Jean-Pierre Gaillard sur France-Info, en vue visiblement d'atténuer la portée du jugement décevant qu'il avait précédemment émis sur les petits actionnaires au forum de l'université Lyon-II, M. Gérard de La Martinière, pariant de la vérité des prix, a fixé à 30 F le prix d'un ordre en Bourse... que les « pros » évaluent, eux, entre 150 F et 200 F pour une transaction de 2000 F. Si, le vendredi, le directeur général de la SBF paraît bien, dès lors, rassurer ces fameux « veuves de Carpentras », jugées encombrantes huit jours auparavant. Dans une reprise, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues.

ANDRÉ DESSOT.

Semaine du 28 au 31 mars

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

Encore passablement déprimé la semaine précédente, le Nasdaq de la Bourse new-yorkaise s'est nettement ressaisi ces derniers jours. Elle a regagné le terrain perdu. Vendredi soir, à l'issue d'une dernière progression, l'indice des valeurs industrielles s'élevait à 2293,62 (+ 50,58 points). De ce côté de l'Atlantique, comme de celui-ci, le sentiment est que la hausse des taux d'intérêt est désormais « consommée ». La robe légère délicate observée sur le front monétaire a renforcé les investisseurs dans leur conviction. La fermeté du dollar a également contribué à redonner le moral au marché. Autre facteur de relance : l'OPA dite unitaire de 2,6 milliards de dollars lancée par le magnat américain du pétrole et de l'immobilier, M. Marvin Davis, sur la quatrième compagnie aérienne des États-Unis, la Northwest Airlines.

	Cours 23 mars	Cours 31 mars
Alcoa	57 3/4	59 7/8
AT&T	31 3/8	31 1/2
Bond	65	65 1/4
Chemical Bank	34 5/8	37 7/8
Du Pont de Nemours	100	102 1/4
Eastman Kodak	44 3/4	45 3/8
Exxon	48 3/8	48 3/4
Ford	48 3/8	48 3/4
General Electric	43 7/8	44 1/2
General Motors	32 7/8	33 3/8
Goodyear	45 1/2	45 3/4
IBM	109 1/2	109 1/4
ITT	51 1/8	52 7/8
Mobil Oil	49	49
Pfizer	55 7/8	57 1/2
Schlumberger	57	57
Texas	52 7/8	53 1/8
U.S. Steel	113 1/4	117
Union Carbide	29 1/2	29
USX	52 1/2	54 1/4
Westinghouse	52 1/2	54 1/4
Xerox Corp.	59	59 1/8

(\*) Division par deux.

## LONDRES

Revenu par les fêtes pascales, la semaine écoulée a finalement été bonne pour le London Stock Exchange. L'élément principal de la hausse a été la balance des paiements constants pour février avait d'abord pesé sur les cours. Mais l'exemple de Wall Street et l'impulsion toujours donnée par les OPA ont en raison du pessimisme ambiant. Pour la première fois depuis le début mars, tous les indices ont progressé.

Indices « FT » du 31 mars :

	Cours 23 mars	Cours 31 mars
100 valeurs	2 075 (+ 18 points)	
30 valeurs	1 707,9 (+ 9,5 points)	
mines d'or, 1922 (- 1,6 point)		

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

Après avoir pété les deux premières séances, le marché allemand s'est raffermi, à son tour, sous l'impulsion donnée par Wall Street et le Kabuto-Chô. En moyenne, les cours ont progressé de 1 %. Délaissés ces derniers temps, le comportement des automobiles a retrouvé la faveur des investisseurs.

Indice du 31 mars : Dax, 1 322,66

(+ 15,89 points) ; Commerzbank, 1 646,9 (+ 14,4 points).

## TOKYO

Quatre séances de hausse sur cinq cette semaine à Tokyo avec des records d'altitude battus par trois fois, le dernier vendredi soir.

Manifestement, le marché n'a tenu aucun compte des nouveaux développements du scandale Recruit-Comus. Avec le début du nouveau terme boursier, qui a coïncidé avec la fin de l'année fiscale, les investisseurs ont repris des positions dans la double perspective de l'ouverture, lundi prochain, de la nouvelle année financière, et de la présentation des bilans « bien habillés » (options dites de « window dressing »).

Indices du 31 mars : Nikkei, 32 838,68 (contre 31 568,52) ; Topix, 2 469,15 (contre 2 373).

	Cours 24 mars	Cours 31 mars
Alcatel	691	691
Brigantine	1 330	1 490
Fuji Bank	1 400	1 450
Fujitsu	3 590	3 600
Honda Motor	1 820	2 410
Mitsubishi Electric	2 480	2 410
Mitsubishi Heavy	1 050	1 140
Sony Corp.	2 600	2 620
Toyota Motor	2 500	2 520

## Alimentation

	31-3-89	Diff.
Bégine-Soy	630	8
Bouygues	3 128	+ 108
BSN	3 545	+ 15
Carraro	277	+ 8
Casino	2 252	+ 45
Euromarché	945	+ 62
Guyenne et Gers	3 970	+ 160
LVMH Moët-Henri	28 250	+ 150
Nestlé	830	+ 14
Occid. (Gle)	433	- 12
Orléans	1 215	- 17
Prométhée	2 850	+ 25
St-Louis-Bouchon	1 255	+ 35
Sources Poirier	1 494	- 6

## Produits chimiques

	31-3-89	Diff.
Int. Métrieux	6 280	inch.
Labo. Bel.	1 900	+ 260
Roussel Ucl.	1 580	+ 29
BASF	980	+ 4
Bayer	1 001	- 15
Hoechst	1 020	- 15
Imp. Chemie	129,80	+ 1,40
Norsk Hydro	155,20	+ 4,20

## Mines d'or, diamants

	31-3-89	Diff.
Anglo-American	132	- 3
Amplats	48,50	+ 13,50
Bul. Gold M.	85,90	+ 6,60
Cons. Goldfield	142,10	+ 3,60
De Beers	95,10	inch.
Diat. Cons.	61,70	+ 2,10
Gencor	130,30	+ 3,20
Harmony	36,90	+ 1,15
Randfontein	365	+ 19,60
Saint-Helens	46,30	- 6
Western Deep	284	- 6

## Matériel électrique services publics

	31-3-89	Diff.
Alcatel	2 965	+ 73
Alstom	548	+ 28
CGE	432	+ 22,10
Croizat	435	+ 9
CSRE (ex-Sigaux)	618	+ 44
LVMH Moët-Henri	1 598	+ 1
IBM	696	+ 6
Interchemie	1 463	+ 43
ITT	332,10	+ 8,10
Lagard	1 600	+ 121
Lery-Somer	1 207	+ 7
Lyonnaise des Eaux	1 589	+ 1
Matra	267,60	+ 12,60
Matras	415	+ 381
PM Labinal	124,90	+ 1,40
Radisson	962	- 9
Radisson	701	+ 8
Schneider	2 46,10	+ 18,10
SEB	394	+ 2
Siemens (CF)	1 745	+ 9
Thomson-CSF	217,50	+ 19,50

(1) Coupon de 28 F.

(2) Coupon de 10 F.

(3) Coupon de 10 F.

(4) Coupon de 10 F.

(5) Coupon de 10 F.

(6) Coupon de 10 F.

(7) Coupon de 10 F.

(8) Coupon de 10 F.

(9) Coupon de 10 F.

(10) Coupon de 10 F.

(11) Coupon de 10 F.

(12) Coupon de 10 F.

(13) Coupon de 10 F.

(14) Coupon de 10 F.

(15) Coupon de 10 F.

(16) Coupon de 10 F.

(17) Coupon de 10 F.

(18) Coupon de 10 F.

(19) Coupon de 10 F.

(20) Coupon de 10 F.

(21) Coupon de 10 F.

(22) Coupon de 10 F.

(23) Coupon de 10 F.

(24) Coupon de 10 F.

(25) Coupon de 10 F.

(26) Coupon de 10 F.

(27) Coupon de 10 F.

(28) Coupon de 10 F.

(29) Coupon de 10 F.

(30) Coupon de 10 F.

(31) Coupon de 10 F.

(32) Coupon de 10 F.

(33) Coupon de 10 F.

(34) Coupon de 10 F.

(35) Coupon de 10 F.

(36) Coupon de 10 F.

(37) Coupon de 10 F.

(38) Coupon de 10 F.

(39) Coupon de 10 F.

(40) Coupon de 10 F.

(41) Coupon de 10 F.

(42) Coupon de 10 F.

(43) Coupon de 10 F.

(44) Coupon de 10 F.

(45) Coupon de 10 F.

(46) Coupon de 10 F.

(47) Coupon de 10 F.

(48) Coupon de 10 F.

(49) Coupon de 10 F.

(50) Coupon de 10 F.

(51) Coupon de 10 F.

(52) Coupon de 10 F.

(53) Coupon de 10 F.

(54) Coupon de 10 F.

(55) Coupon de 10 F.

(56) Coupon de 10 F.

(57) Coupon de 10 F.

(58) Coupon de 10 F.

(59) Coupon de 10 F.

(60) Coupon de 10 F.

(61) Coupon de 10 F.

(62) Coupon de 10 F.

(63) Coupon de 10 F.

(64) Coupon de 10 F.

(65) Coupon de 10 F.

(66) Coupon de 10 F.

(67) Coupon de 10 F.

(68) Coupon de 10 F.

(69) Coupon de 10 F.

(70) Coupon de 10 F.

(71) Coupon de 10 F.

(72) Coupon de 10 F.

(73) Coupon de 10 F.

(74) Coupon de 10 F.

(75) Coupon de 10 F.

(76) Coupon de 10 F.

(77) Coupon de 10 F.

(78) Coupon de 10 F.

(79) Coupon de 10 F.

(80) Coupon de 10 F.

## Banques, assurances

	31-3-89	Diff.
BNP	305,20	- 4,8
Compt. (Cie) (1)	516	- 17
Compt. (2)	723	- 14
CFP	887	+ 110
CSRE (ex-Sigaux)	618	+ 44
Chargeurs SA	1 377	inch.
Europ. (Cie)	1 598	+ 4
Hénil (La)	547	- 12
Immo. FI-Monaco	390,30	+ 0,70
Locofrance	446	+ 10,70
Locofrance	313	+ 4
Midi	1 524	+ 19
Midland Bank	201	+ 1
O.P.P.	1 340	+ 9
Paris de France	415,50	+ 5,50
Prêtat	1 082	+ 22
Schneider	693	- 17
Société générale	476	- 5
Stn. (Cie Fin.)	309,50	+ 2
UCB (3)	396,10	- 4,40

(1) Coupon de 10 F.

(2) Coupon de 10 F.

(3) Coupon de 10 F.

(4) Coupon de 10 F.

(5) Coupon de 10 F.

(6) Coupon de 10 F.

(7) Coupon de 10 F.

(8) Coupon de 10 F.

(9) Coupon de 10 F.

(10) Coupon de 10 F.

(11) Coupon de 10 F.

(12) Coupon de 10 F.

(13) Coupon de 10 F.

(14) Coupon de 10 F.

(15) Coupon de 10 F.

(16) Coupon de 10 F.

(17) Coupon de 10 F.

(18) Coupon de 10 F.

(19) Coupon de 10 F.

(20) Coupon de 10 F.

(21) Coupon de 10 F.

(22) Coupon de 10 F.

(23) Coupon de 10 F.

(24) Coupon de 10 F.

(25) Coupon de 10 F.

(26) Coupon de 10 F.

(27) Coupon de 10 F.

(28) Coupon de 10 F.

(29) Coupon de 10 F.

(30) Coupon de 10 F.

(31) Coupon de 10 F.

(32) Coupon de 10 F.

(33) Coupon de 10 F.

(34) Coupon de 10 F.

(35) Coupon de 10 F.

(36) Coupon de 10 F.

(37) Coupon de 10 F.

(38) Coupon de 10



# Crédits, changes, grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Stupéfiante entreprise japonaise

L'emprise japonaise sur les grands marchés internationaux des capitaux a quelque chose de stupéfiant. Non seulement entreprises industrielles et établissements bancaires se servent à merveille des réseaux pour lever des fonds à des conditions qui défient toute concurrence, s'assurant ainsi des avantages considérables sur leurs homologues européens et américains, mais encore les établissements financiers nippons y trouvent un moyen très sûr d'assurer leur domination en Europe et d'imprimer leur marque sur l'euro-marché.

En gros, les emprunteurs japonais ont lancé pour quelque 20 milliards de dollars d'euro-obligations munies de warrants ou de bons de souscription d'actions durant le premier trimestre de cette année. Les affaires se sont précipitées cette semaine qui est la dernière de l'année fiscale à Tokyo. De mardi à vendredi, il a été émis en Europe pour plus de 4,5 milliards de dollars de tels titres japonais.

Au vu des promesses des Bourses japonaises, leur accueil a d'ailleurs été tout à fait positif. Comme l'essentiel de cette activité d'emprunts se déroule à Londres et que, sur cette place, les maisons de titres japonaises se sont arrogé la possibilité de diriger de telles opérations, il n'est pas surprenant de voir les plus grandes d'entre elles dépasser de la tête et des épaules les principales eurobanques européennes et américaines. A elles seules, Nomura, Daiwa, Nikko et Yamachi ont agi en tant que chef de file pour plus du quart de l'ensemble des euro-obligations qui ont vu le jour ces trois derniers mois. Comme les émissions obligataires munies de warrants sont très profitables, il leur a été possible de s'occuper de transactions plus classiques sans en attendre, semble-t-il, un rapport immédiat. Cela a même conduit dans de nombreux cas à jeter la suspicion sur toute une série d'émissions dirigées par des établissements financiers japonais qu'elles auraient, dit-on, subventionnées. Il y a différentes manières de subventionner une émission. On peut l'essorir, par exemple, de conditions si rigoureuses que, d'emblée, la banque chargée de l'opération verra, dans la décade du marché gris, fonder la rémunération que devrait constituer sa commission. On peut aussi agir sur le swap sous-jacent de façon à procurer au débiteur un résultat bien plus intéressant que celui auquel les conditions du marché lui permettaient normalement de prétendre.

Il est difficile, à l'évidence, de prouver que telle ou telle opération a été subventionnée de la sorte. Mais la multiplication d'offres trop alléchantes faites à des emprunteurs potentiels, qui n'ont pas nécessairement l'emploi des capitaux levés, contribue au malaise dont a été pris récemment l'euro-marché. La solution à ce malaise implique un retour à la réalité. Cela pourrait signifier qu'il faut réserver en priorité l'accès du marché des capitaux aux débiteurs qui ont vraiment besoin de fonds et débarrasser la scène de toute une série d'opérations que l'on commence à qualifier d'inutiles et d'onombrantes. Il faudrait alors s'attendre à une sérieuse contraction de l'activité primaire euro-obligataire.

Pour revenir aux opérations qui peuvent déboucher sur l'acquisition d'actions japonaises, on s'est souvent intéressé sur le placement des warrants, car ces instruments semblaient ne pas toujours trouver preneurs. Le développement en

Europe continentale de toute une industrie accessoire est très instructif à cet égard. En Suisse et, depuis deux semaines, en Allemagne fédérale, un certain nombre de banques s'emploient à revendre de tels bons de souscription sous une autre forme, un autre nom (le plus souvent le leur) et dans la monnaie du pays. Dans certains cas, le « remballage » porte sur environ le quart de l'émission originale. Entre cette dernière et le nouveau produit offert en francs suisses ou en marks, il y a une marge confortable qui dédommage largement la banque pour son travail. Le tout est apparemment fort profitable, et le secteur est en pleine expansion. Rien qu'en Suisse, plus de cent dix opérations de ce genre ont été montées durant le premier trimestre de 1989 pour un volume à l'émission de 1,2 milliard de francs suisses, chiffre très important. A titre de comparaison, le compartiment international des émissions obligataires en francs suisses a vu, dans le même temps, compter environ 80 transactions pour un total de 8,4 milliards de francs.

#### Sous-traitance américaine et européenne

Ce qui est particulièrement intéressant dans cette activité de revendre et de détailler, c'est qu'elle ne doit rien à l'initiative des établissements financiers japonais. Ce sont des banques américaines et européennes qui s'en chargent, autorisant par là même une poursuite du programme d'émission de titres munis de warrants par l'intermédiaire des maisons de titres nipponnes à Londres. Le système ressemble à de la sous-traitance, et, pour l'instant, nul ne s'en plaint.

Dans quelle mesure la nouvelle opération de 100 millions d'ECU à dix ans de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) préfigure-t-elle ce que sera le premier emprunt d'Etat en unité monétaire européenne ? Le succès de la BFCE montre qu'une opération de si longue durée peut bénéficier d'un accueil chaleureux. Jusqu'à la semaine passée, on envisageait plutôt pour la République française une durée de sept à huit ans (pour un montant allant de 800 millions à 1 milliard d'ECU). Les titres de la BFCE portent intérêt au taux facial de 9 % l'an et sont émis à 101,75 % du pair. Au pied des commissions (de 2 % au total), le rendement est de 9,04 %. Cela correspondait, au moment du lancement, jeudi matin, à quelque 50 centimes de plus que le rendement théorique des titres en ECU à dix ans. L'opération fait l'objet d'un superbe swap qui laisse à l'emprunteur des fonds en ECU, mais à taux variable, à environ 26

ou 27 centimes au-dessous du taux interbancaire offert à Paris. De tels swaps en ECU sont extrêmement rares pour des durées de dix ans. C'est le Crédit lyonnais qui s'est chargé de cette belle opération.

Le même Crédit lyonnais a également dirigé une autre transaction en ECU, elle aussi swapée en ECU à taux variable (à un peu moins de 40 points au-dessous du Pibor), pour le compte du Crédit local de France. Les titres, émis à 102,375 % et rémunérés à 9,25 %, sont destinés à se greffer, à compter du 20 avril, sur une opération précédente de 100 millions d'ECU qui viendra à échéance en juin 1992.

Dans la foulée, l'électricité de France a fait, vendredi après-midi, la proposition suivante par l'intermédiaire de la Banque nationale de Paris : 100 millions d'ECU sur trois ans émis à 101,50 %, le taux d'intérêt facial étant de 8,75 %.

Pour ce qui est des débiteurs non français, l'opération s'est distinguée en dirigeant deux emprunts en ECU : une opération de 50 millions sur un an, à coupon de 14,50 % et remboursable, au gré du débiteur, la Subpar, soit en dollars américains, soit en ECU, et une euro-obligation plus classique pour le compte de GMAC Canada (General Motors), à cinq ans et demi, dont le taux d'intérêt est de 9 % et le prix d'émission de 101,875 %.

CHRISTOPHE VETTER.

## DEVISES ET OR

### Le dollar s'envole

Cette semaine, l'effet « taux d'intérêt » a joué à plein sur les marchés des changes où le dollar s'est joyeusement envolé, retrouvant ses cours de l'été 1988, soit 1,90 DM, 6,43 F et 133,50 yen. L'affaiblissement du deutschemark a fait le bonheur du franc, le cours de la devise allemande « cassant » le seuil des 3,38 F pour s'établir à 3,3750 F à la veille du week-end, retrouvant, lui aussi, ses cours du début de l'été 1988.

L'envolée de la devise américaine s'est effectuée en dépit des interventions des banques centrales qui ont ralenti le processus sans pouvoir le stopper complètement. Assez curieusement, la Banque du Japon est restée l'arme au pied, ce qui a étonné tous les observateurs. M. Satochi Sumita, président de la Banque, s'est borné à suggérer qu'un cours de 135 yens pour un dollar serait susceptible de déclencher une intervention nipponne.

Il faut relever que l'approche de la réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde, le G-7, pendant le week-end a dopé le dollar. Les opérateurs imaginant que ce groupe allait prendre des décisions, par exemple porter le point supérieur de la marge de fluctuation autorisée de 1,90 DM pour un dollar à 1,95 DM, le tout

relevant de la pure conjecture, à commencer par le plafond de 1,90 DM, qui aurait correspondu à un plancher de 1,70 DM. A supposer que le G 7 ait fixé des plafonds et planchers, il se garderait bien d'en avertir les marchés...

En tout cas, décision ou non, les opérateurs prévoient une poursuite de la hausse du dollar la semaine prochaine. Les banques centrales, toutefois, se préparent à « défendre » le cours de 1,90 DM, considéré comme un seuil important.

L'effet des taux d'intérêt, avouons-le : une différence de 3 à 4 points entre les taux américains et allemands, à l'avantage des Etats-Unis naturellement, exerce un attrait magique sur les détenteurs de liquidités internationales, qui se portent d'une monnaie à l'autre en fonction des rémunérations offertes, en prenant bien soin, toutefois, de travailler sur des durées courtes, de façon à réduire au minimum les risques de variation sur les cours de change, donc sur le capital de leurs placements.

C'est vrai pour le dollar, activement recherché, ce l'est encore davantage pour la livre sterling, qui se tient vaillamment à des niveaux élevés, notamment vis-à-vis du deutschemark, malgré une nou-

velle aggravation en Grande-Bretagne du déficit des balances extérieures, commerce et paiements, le solde de la balance des produits pétroliers devenant déficitaire pour la première fois depuis longtemps, en raison des diminutions de production en mer du Nord. Mais allez donc résister à des rendements proches de 13 % lorsque l'on vous offre 6 % en Allemagne fédérale.

Le franc suisse a continué de glisser, tombant, à Paris, de 3,90 F à moins de 3,85 F, tandis que le deutschemark passait, à Zurich, de 86,7 centimes à 87,6 centimes, cela pour les raisons évoquées la semaine dernière, notamment la hausse de l'inflation en Helvétie.

Le franc français, favorisé par la faiblesse du deutschemark, le haut niveau des taux d'intérêt à Paris et une bonne performance actuelle en matière d'inflation, a continué de se raffermir au sein du SME.

FRANÇOIS RENARD.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 AU 31 MARS

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	DM	Franc suisse	Franc belge	DM	Franc belge	Franc suisse	Libra
New-York	1,8975	15,4445	66,2772	32,7983	3,2220	46,8384	0,0729	1,8975
Paris	1,7240	15,4333	61,8374	32,6193	2,5608	47,5398	0,0729	1,7240
Frankfurt	1,7240	15,4333	61,8374	32,6193	2,5608	47,5398	0,0729	1,7240
Zurich	1,7240	15,4333	61,8374	32,6193	2,5608	47,5398	0,0729	1,7240
Bruxelles	1,7240	15,4333	61,8374	32,6193	2,5608	47,5398	0,0729	1,7240
Amsterdam	1,7240	15,4333	61,8374	32,6193	2,5608	47,5398	0,0729	1,7240
Milan	1,7240	15,4333	61,8374	32,6193	2,5608	47,5398	0,0729	1,7240
Tokyo	1,7240	15,4333	61,8374	32,6193	2,5608	47,5398	0,0729	1,7240

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 31 mars, 4,8260 F contre 4,8317 F le vendredi 24 mars.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Une attente prudente

Des marchés « morts », sans initiatives ni volume, à Paris s'entend et même un peu ailleurs, où chacun se regarde dans le blanc des yeux, dans l'attente des « nouvelles » qui, maintenant, rythment la vie et les activités des opérateurs. Antrefois, au début des années 80, c'était la « fièvre du vendredi soir », avec la publication des chiffres de la masse monétaire américaine, qui faisait frémir les marchés.

Aujourd'hui, ladite masse monétaire, dont la progression est très sage, est passée à la trappe pour faire place aux chiffres mensuels de la balance commerciale des Etats-Unis (trade figures), des prix de gros du même pays (price production index, PPI en abrégé, prononcez pipale), des prix de détail (consumer production index, CPI), des ventes au détail et du chômage. Il y a quinze jours, l'annonce d'une nouvelle et forte augmentation des prix de gros en mars (+ 1 %), après celle de 1 % en février, avait eu un effet dévastateur (l'inflation est à nos portes et les taux d'intérêt américains vont monter).

La semaine dernière, une augmentation des prix de détail américains, moins importante que prévu, avait provoqué un redoux. Cette semaine, il n'y a rien eu - sauf quelques indices, bien fragiles, d'un ralentissement de l'expansion aux Etats-Unis - qui laisserait espérer une détente des taux à bas. La semaine prochaine, en revanche, les marchés accueilleront le chiffre du chômage américain : s'il augmente, c'est bon pour les taux (qui fléchissent) ; s'il se maintient ou s'il baisse encore, ce sera encore plus mauvais pour ces mêmes taux. Comme le disait, en maugrant, un opérateur, c'est la course de haies à l'hippodrome d'Auteuil à Paris : la double barre, l'oxer, la rivière, et on repart pour un tour...

Dans cette ambiance d'attente un peu inquiète et, pour tout dire, un peu morose, on se concentre sur les pronostics plus ou moins aventureux : si la conjoncture économique américaine fléchit à l'automne, les taux d'intérêt suivraient, selon les optimistes. Mais non, répliquent les pessimistes, car l'inflation va accentuer la lente poussée aux Etats-Unis, ce qui obligera la Réserve fédérale à ne pas assouplir sa politique (elle

vient d'alimenter le marché à 10 %, ce qui est cher).

Cette inflation, avouons-le, va se nourrir de l'augmentation du prix du pétrole qui, selon les experts - dont l'opinion a radicalement changé depuis trois mois - ne devrait plus guère retomber, sinon se maintenir au niveau ou au-dessus de 20 dollars le baril. En attendant, suivant les calculs du groupe Dri McGraw Hill, chaque dollar de hausse coûte aux Américains 0,2 point d'inflation supplémentaire, soit un point complet en rythme annuel pour la hausse du brut intervenue depuis l'automne dernier. De l'inflation en boîte pour les mois futurs, clament les pessimistes. Pas du tout, répliquent les optimistes, qui voient les prix des matières premières et des demi-produits planer et même régesser après leur forte hausse de l'an dernier.

De telles perspectives, pour le meilleur et pour le pire, n'ont pas de quoi galvaniser les opérateurs, qui ne font pas grand-chose. Sur le MATIF, certains jours, les transactions tombent à 35 000 contrats, une misère quand on pense au record de 172 000 contrats établi le 23 février.

#### Message de prudence du gouverneur de la Banque de France

Le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, a exprimé une mise en garde contre un excès d'optimisme sur la situation économique de la France lors de la remise, le vendredi 31 mars, du rapport annuel de l'Institut d'émission au président de la République. « Notre redressement économique ne saurait être considéré comme achevé », même si « les performances apparaissent prometteuses pour l'avenir », a-t-il déclaré. Parmi les inquiétudes, dont le gouverneur a fait part à M. François Mitterrand, se trouve « la difficulté de l'industrie à répondre à la demande globale et à accroître ses parts de marché ». Pour remédier à cette situation qui pèse sur les résultats commerciaux de la France, M. de Larosière suggère une réduction des prélèvements obligatoires qui pèsent sur les entreprises.

dernier. Des marchés de Belle au bois dormant qui attend son prince charmant, à moins que ce ne soit l'ogre féroce ou la cruelle sorcière...

Dans cette ambiance, le marché des émissions a été plutôt morne. Un accueil assez moyen a été réservé à l'emprunt de 1 milliard de francs de la Compagnie bancaire, à neuf ans et 9 % nominal, et au rendement réel de 9,14 %. Ce rendement a été jugé un peu trop tiré, un peu trop maigre pour un emprunt de deuxième catégorie, mais tout de même, les réseaux de placement n'en ont plus, car le taux nominal de 9 % pèse au particulier, à défaut des courtiers, et le nom de la Compagnie bancaire est connu du public. Il l'est mieux, en tout cas, que celui de Francelec (pour les télécommunications), qui, malgré son 9,10 % en nominal (9,11 % en réel), a été un peu boudé par les courtiers, l'accueil des réseaux étant relativement tiède.

A vrai dire, l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor de la semaine prochaine, en début de mois, pèse déjà sur le marché, qui règle son attitude, désormais, sur cette adjudication et somme un peu en l'attendant.

F. R.

Pour les entreprises comme pour les particuliers, le gouverneur de la Banque de France a insisté sur l'ajournement de l'endettement, malgré l'amélioration des marges et des taux d'autofinancement des premières. Il serait en outre souhaitable, selon le gouverneur, de prendre « des mesures d'encouragement à l'épargne et à la hausse du crédit à la consommation, qui se traduit par un soutien trop actif à la consommation ». C'est pourquoi M. de Larosière a évoqué la mise en place d'un système permettant de connaître les incidents de paiement sur crédits aux particuliers.

Dans ce contexte, M. de Larosière souhaite poursuivre une politique monétaire « prudente et vigilante » qui doit éviter le développement d'anticipations inflationnistes, sans pour autant gêner la croissance.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Déprime sur le café

Après les accès de faiblesse du cacao, c'est au tour du café de broyer du noir sur le marché mondial. Les cours du robusta sont traités, le 31 mars, à Londres, sous la barre des 1 000 livres la tonne et à 1 200 F le quintal sur la place de Paris. L'arabica, toujours plus demandé, donc plus ferme, valait à New-York l'équivalent de 1 900 F par quintal. A Londres, le prix de la marchandise livrable à brève échéance est resté supérieur en moyenne de 30 livres sur celui du terme, cette situation traduisant une certaine pénurie de café de qualité immédiatement disponibles.

La déprime du marché sert de toile de fond à la réunion qui va se tenir du 3 au 14 avril dans la capitale britannique entre les représentants des pays membres de l'Organisation internationale du café (OIC), en vue de renouveler l'accord sur

cette matière première, qui doit expirer à la fin de septembre prochain.

De l'avis des professionnels du négoce, il serait surprenant que l'actuelle mésentente entre producteurs et consommateurs se prolonge, les pays africains ne pouvant courir le risque économique d'un retour des prix du café au gré du marché libre.

Les positions sont, pour l'instant, très antagonistes. Premier consommateur mondial, les Etats-Unis exigent un remodelage de l'accord. Jusqu'à présent, lorsque les cours du café tombaient en deçà de la fourchette basse défendue par l'OIC (120 cents par livre), le quota global d'exportation était amputé d'un million de sacs de 60 kilos. La mesure touchait indistinctement l'arabica et le robusta. Cette situation, dans le passé, engendrait une très forte tension sur le marché des arabicas, qui bénéficiaient d'une meilleure image et sont, de surcroît, plus rares.

Les consommateurs, au premier rang desquels les Etats-Unis refusent d'être pénalisés par les coupures de quotas, qui renchérisse à leurs yeux, de façon exagérée, les cafés à arôme.

L'autre préalable des Américains concerne le marché parallèle, dont l'accord actuel encourage l'essor. Les pays importateurs non membres de l'accord - les pays de l'Est et le Moyen-Orient pour l'essentiel - peuvent acheter du café avec des rabais de 30 % à 40 % sur les prix acquittés par les pays importateurs membres de l'accord international. Ce café dit « touristique » correspond aux quantités de marchandises que les exportateurs membres écoulent au-delà de leurs quotas.

Les Etats-Unis refusent de continuer à financer un accord qui per-

met aux pays communistes de s'approvisionner en café à des prix défiant toute concurrence. Aussi ont-ils proposé la mise en place d'un quota d'exportation universel pour les pays membres de l'accord, qui comprendrait leurs exportations à un même prix vers les pays signataires, comme vers les pays non signataires. Il appartiendrait aux producteurs de stocker leurs excédents. Ces derniers - le Brésil en particulier - s'opposent vivement à un tel schéma, préférant renforcer le contrôle des ventes au pays, aux non-membres, plutôt que de s'obliger à financer des surplus, parfois considérables.

Il reste que, pour l'instant, la production laisse à désirer. Pour la campagne 1988-1989, commencée le 1<sup>er</sup> octobre, la récolte devrait s'établir à 83,3 millions de sacs contre 103,3 millions de sacs, à la clôture de la campagne précédente. Ce recul est dû presque exclusivement à la baisse de la production brésilienne, qui sera ramenée, d'une année sur l'autre, de 38 millions à 22,9 millions de sacs, certains négociants avançant même le chiffre de 18 millions de sacs. Les stocks mondiaux de café s'élèvent actuellement à 7 millions de sacs environ.

A l'heure actuelle, les producteurs semblent prêts à accepter la sélectivité dans la réduction des quotas, comme le demandent les Américains. C'est ainsi que, le 7 mars, le retrait, qui devait porter sur 1 million de sacs des deux variétés, a seulement été effectué sur 233 800 sacs de café arabica. La négociation sera à peine, en revanche, sur la question du quota universel. Les observateurs estiment qu'en tout état de cause le nouvel accord, s'il voit le jour, sera plus faible que l'actuel. Ce n'est pas peu dire...

ERIC FOTTORINO.

PRODUITS	COURS DU 31-3
Café A. g. (Londres)	1 740 (- 28) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 931 (- 11) Dollars/tonne
Nickel (Londres)	15 200 (- 250) Dollars/tonne
Sucre (Paris)	2 030 (+ 87) Francs/tonne
Café (Londres)	1 300 (+ 16) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 417 (- 41) Dollars/tonne
Biz (Chicago)	409 (- 17) Cents/boisseau
Mais (Chicago)	266 (- 14) Cents/boisseau
Soja (Chicago)	228 (- 17,8) Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Reprise des bombardements à Beyrouth. 4 Les scrutins présidentiel et législatif en Tunisie.	5 Corée : les syndicats insulaires maintiennent une unité de façade. 6 La rentrée parlementaire. — M. Pasqua fait la leçon à M. Chirac. — « Livres politiques », par André Laurens.	7 Un juré condamné pour avoir violé le secret des délibérations. — Effervescence dans les prisons de Lyon. — La mort du professeur Pierre Lépine. — Le centenaire de la tour Eiffel.	9 Une saison française en Union soviétique : peinture et théâtre. 10 L'ouverture du Printemps de Bourges. — Communication : la grève des artistes-interprètes.	13 L'accord franco-canadien sur le pêche est signé. — La TVA est introduite au Japon. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements ..... 2 Légion d'honneur ..... 6 Carnet ..... 8 Météorologie ..... 8 Mots croisés ..... 8 Télévision ..... 8 Spectacles ..... 11	● La cène en Corse ..... JOUR ● Chaque matin le midi-journal de la rédaction ..... JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 ..... 24 ● La Bourse en direct ..... BOURSE 3615 tapers LHM 3615 tapers LEMONDE
DATES	2 Il y a quarante ans, le pacte atlantique.					

## YUGOSLAVIE : malgré l'accalmie

## Les autorités redoutent de nouveaux heurts au Kosovo

BELGRADE  
de notre envoyé spécial

Accalmie au Kosovo ? Certes, le travail avait repris à peu près normalement, vendredi 30 mars, dans toutes les usines de la région, et il n'y a pas eu de manifestations d'Albanais depuis les sanglants affrontements avec la milice du début de la semaine, qui ont fait officiellement vingt-quatre morts. A Pristina, la capitale régionale, tous les magasins étaient ouverts, mais les autorités se préparaient à de nouvelles échauffourées à la veille du week-end, qui marque le huitième anniversaire de la précédente rébellion, la « contre-révolution » d'avril 1981. Avec sous-jacent une nouvelle tactique de la part des « nationalistes et séparatistes albanais », formule rituellement employée dans les journaux télévisés de Belgrade pour dénoncer les « Kosovars » qui s'opposent à la reprise en main de leur province autonome par la République de Serbie. Après les affrontements meurtriers de ces derniers jours face à une police particulièrement bien équipée et entraînée, on n'exclut pas que les « contre-révolutionnaires » et « ennemis de la Yougoslavie » se livrent maintenant à des actes isolés, type attentat ou sabotage.

Le bilan des émeutes est sans doute supérieur à celui annoncé par les responsables du ministère de l'Intérieur, notamment parce que de nombreux blessés, de crainte d'être identifiés, ont préféré se réfugier chez des amis plutôt que d'être transportés dans les hôpitaux. Les obscures des victimes pourraient être l'occasion de nouveaux débordements et les autorités ont décrié que seules les familles et leurs proches seraient admis à y assister.

Au compte-gouttes, on commence à obtenir un peu plus de détails sur les heurts qui se sont produits dans diverses localités de la région. Selon le témoignage d'un milicien, recueilli par le journal croate *Vjesnik*, qu'on ne peut soupçonner de défendre aveuglément la cause serbe, il est clair que certains groupes de manifestants albanais étaient bien organisés et opéraient en « commandos ». « Lorsque nous sommes arrivés aux abords de Pristina, déclare ce commandant d'une unité de police, lui-même blessé par balle, des coups de fusil ont subitement partis dans tous les sens. Ils provenaient des fenêtres et des porches, et même de l'intérieur d'une mosquée. » Plus tard, un hélicoptère a été touché « avec une arme de gros calibre ». « Je me demande, ajoute-t-il, comment tout cela se serait terminé si nous n'avions pas eu de gilets pare-balles. » Le journal de la Ligue des communistes, *Borba*, affirme pour sa part que la milice n'a ouvert le feu qu'en situation d'autodéfense ou contre des groupes qui ont essayé d'écraser leurs troupes « avec des camions ou des bulldozers ».

La répression des « nationalistes et séparatistes » albanais continue. Selon certaines informations, plusieurs intellectuels et universitaires de Pristina auraient été arrêtés pour avoir signé, voilà quelques semaines, une pétition hostile au changement de la Constitution de la République de Serbie, qui limite, à leurs yeux, l'autonomie du Kosovo. A Uroševac, théâtre de heurts violents, deux poli-

ciers, soupçonnés de « sympathies pour les manifestants », ont été emprisonnés, et le commandant local de la défense du territoire a donné sa démission, écrit le quotidien *Vjesnik*. Des centaines d'ouvriers grévistes ont été condamnés par les tribunaux et les conseils de discipline des entreprises à des « contraventions » de dix à soixante jours de prison ou à des réductions de salaire pour désobéissance. Ils n'avaient pas respecté les « mesures spéciales » décrétées au Kosovo, le 27 février dernier, par la présidence de l'Etat et qui impliquaient notamment l'obligation de poursuivre normalement son travail.

Incertain  
slovene

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces événements, qui ont fait quand même une trentaine de morts — les affrontements les plus graves que la Yougoslavie ait connus depuis 1981 — ne font pas tous les jours la « une » des quotidiens ou des journaux télévisés. Vendredi, *Politika*, le grand journal serbe de Belgrade, n'abordait le sujet qu'en page 5. La veille, la télévision n'en faisait que son deuxième titre, loin derrière les allégements économiques annoncés par le nouveau gouvernement de M. Ante Markovic. Il est vrai que, pour les Serbes et leur ambitieux chef, M. Slobodan Milosevic, le principal est d'avoir gagné la bataille de la nouvelle Constitution, qui leur permet de restaurer leur autorité sur le Kosovo (peuplé à près de 90 % d'Albanais de souche), qu'ils considèrent comme leur « berceau historique ». Si l'on peut admettre leur « joie », on a plus de

mal en revanche à comprendre ce qui s'est passé, mardi dernier, à Belgrade. Alors que le sang coulait au Kosovo, surtout du côté albanais, les Serbes fêtaient leur nouvelle Constitution en filant par dizaines de milliers dans les rues, où les voitures avaient cédé la place aux orchestres populaires.

Officiellement, les sanglants affrontements du Kosovo sont imputés à un petit groupe de « nationalistes et séparatistes » albanais. On parle aussi d'un « complot » ourdi par des « extrémistes » et des « éléments venus de l'étranger », autrement dit de Tiras. Sur ces termes, il paraît y avoir un large consensus, sur le papier, entre les six républiques de la fragile fédération yougoslave. Néanmoins, la Slovaquie, la plus libérale de toutes, vient de faire une petite incartade. Son représentant à la direction collégiale de l'Etat, M. Stan Dolanc, a déclaré jeudi devant l'Assemblée de Ljubljana : « Les événements de ces derniers jours montrent que les mesures spéciales prises en février pour éviter un bain de sang au Kosovo n'ont pas atteint leur objectif. La meilleure preuve en est qu'il y a des morts. Tout cela risque d'entraîner la haine et le déstabilisation. » M. Dolanc estime que seul un plan de développement économique réaliste de la région la plus subventionnée et toujours la plus pauvre de la Yougoslavie pourrait permettre de trouver une solution à la « tragédie actuelle du Kosovo ». Il finira pour cela, a-t-il dit, de la compréhension et de la sagesse politique.

ALAIN DEBOVE.

## Un groupe islamique clandestin revendique le meurtre du recteur de la mosquée de Bruxelles

Un groupe clandestin, l'« Organisation des soldats du droit », a revendiqué, vendredi 31 mars, depuis Beyrouth, l'assassinat, deux jours auparavant, du recteur de la mosquée de Bruxelles et de son adjoint. Dans un communiqué dactylographié en arabe et remis à une agence de presse internationale dans la capitale libanaise, cette organisation affirme avoir « exécuté la sentence de Dieu » à l'encontre de l'imam Abdullah Abdel — de nationalité saoudienne — et du bibliothécaire tunisien du centre culturel islamique de Bruxelles, Salem El Bahri.

Cette organisation, qui a revendiqué, en décembre 1988, l'assassinat d'un diplomate saoudien à Bangkok ainsi que l'enlèvement, en mai 1988 au Liban, d'un médecin belge, Jean Collo, qualifie ses deux victimes de Bruxelles de « traîtres, ennemis de Dieu et de l'Islam ». « Ils se servaient du centre islamique de Bruxelles comme d'un paravent pour leurs activités contre l'Islam, à travers leurs liens avec le Mossad [services israéliens de renseignement] et avec la bénédiction de la famille wahabite [royale saoudienne] », déclare encore le communiqué, qui met en garde les diri-

geants saoudiens contre leur « persévérance dans l'erreur ».

Cependant, à La Mecque où elle est basée, la Ligue du monde musulman a assuré que des fratriens étaient à l'origine des menaces de mort qui avaient été adressées à l'imam de Bruxelles après que celui-ci eut adopté une position modérée dans l'affaire des *Versets sataniques*.

Le secrétaire général de la Ligue, M. Abdallah Amr Nassif, cité vendredi par un quotidien saoudien, indique que le chef de la communauté musulmane du Benelux avait contacté à plusieurs reprises pour lui faire part de « menaces de mort proférées à son encontre par des Israéliens ».

La Ligue du monde musulman avait auparavant condamné le double meurtre de mercredi à Bruxelles, suivi en cela par les Frères musulmans d'Egypte. M. Maamoun Houdabi, chef du bloc parlementaire de l'Association des Frères musulmans, a ainsi qualifié le double assassinat de « consternants et effrayants », déclarant que cet acte « soulevait de profondes interrogations ».

Le corps de l'imam assassiné a été rapatrié en Arabie saoudite vendredi. — (AFP, Reuters.)

Une enquête  
du « Monde »L'islam  
en fièvre

Aujourd'hui, un certain islam s'enferme dans le dogmatisme et prêche la haine. L'intégrisme est-il une révolte contre les valeurs de l'Occident ? Comment l'islam juge-t-il le progrès, la modernité et la démocratie ? Quel cas fait-il des droits de l'homme et de ceux de la femme ?

Au Maghreb, en Afrique noire, au Proche-Orient, en Asie, les correspondants du *Monde* ont enquêté sur la profondeur du mouvement intégriste et cherché à répondre à ces questions.

Une série de neuf articles à lire absolument pour comprendre pourquoi, en cette fin de vingtième siècle, l'islam a la fièvre.

A paraître dans le *Monde* à partir du lundi 3 avril (numéro daté mardi 4).

En raison de l'abondance de l'actualité, la page « Régions » paraîtra dans notre édition du lundi 3 daté 4 avril.

● IRAK : élections législatives. — Pris de huit millions d'électeurs irakiens étaient appelés aux urnes, samedi 1<sup>er</sup> avril, pour élire les deux cent cinquante députés du Conseil national (Parlement). Assemblée de transition qui disparaîtra une fois qu'aura été adoptée la réforme constitutionnelle en cours. Neuf cent cinquante-cinq candidats sont en présence pour cette nouvelle assemblée, la première élue depuis la fin de la guerre contre l'Iran. Actuellement, le Conseil national n'a qu'un droit de regard limité sur la gestion gouvernementale. — (AFP.)

● URSS : le ministre iranien des affaires étrangères reçu par M. Gorbatchev. — M. Mikhaïl Gorbatchev a reçu, vendredi 31 mars, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, soulignant le vœu commun de développer les relations soviéto-iraniennes, a annoncé l'agence Tass. Il a été convenu que le président du Parlement iranien, l'hojatoleslam Achemi Rafсандjani, effectuerait, « l'été prochain », une visite officielle en URSS à l'invitation de M. Gorbatchev qui permettra de « développer les relations », selon Tass.

● MOZAMBIQUE : trois missionnaires italiens tués. — La Résistance nationale mozambicaine (RENAMO), opposition armée au régime de Maputo, a annoncé, vendredi 31 mars, à Lisbonne, que trois missionnaires italiens ont été tués, le 27 mars, au cours d'un affrontement entre ses forces et l'armée mozambicaine dans la province du Zambéze, au centre-est du pays. — (AFP.)

## La visite du président Moubarak aux Etats-Unis

## Les désaccords économiques pèsent sur les relations entre Washington et Le Caire

LE CAIRE

de notre correspondant

Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, entame, lundi 3 avril, une visite officielle aux Etats-Unis alors que les rapports entre Washington et Le Caire ne sont plus au beau fixe. C'est au niveau économique que le désaccord est le plus important. Washington reproche au Caire sa lenteur dans l'exécution du programme d'assainissement préconisé par le FMI. L'insatisfaction américaine s'est traduite, début mars, par la suspension de son aide économique au comptant. Le Caire s'est trouvé ainsi privé des 230 millions de dollars (115 millions pour 1988 et autant pour 1989).

En août 1988, les Etats-Unis s'étaient opposés à l'octroi, par la Banque africaine de développement, d'un prêt de 270 millions de dollars à l'Egypte pour la construction de centrales électriques.

Les 230 millions de dollars d'aide au comptant et les 115 millions prévus pour 1990 ne seront déboursés que lorsque le gouvernement du Caire aura adopté de nouvelles réformes économiques. En d'autres termes, Washington attend de l'Egypte qu'elle mette d'abord en application l'ordonnance prescrite par le FMI, notamment qu'elle réduise le déficit budgétaire, en diminuant les subventions, qu'elle augmente les taux d'intérêt afin qu'ils se rapprochent d'une inflation avoisinant 25 % et, enfin, qu'elle laisse flotter le livre.

Pour Le Caire, une accélération des réformes économiques mettrait en péril la paix sociale. Dernier sujet de discord économique : la dette militaire (4,5 milliards de dollars). L'Egypte, qui est en retard sur le paiement des 500 millions de dollars d'intérêts annuels, risque d'enlamber en septembre sous le coup de l'annulation Brooks. Aux termes de celui-ci, un pays ne réglant pas les intérêts

de sa dette militaire peut se voir priver de toute aide américaine.

Des sujets de désaccord politique ont aussi vu le jour. Le *New-York Times*, citant des sources américaines et suisses, a accusé début mars l'Egypte de construire une usine d'armes chimiques. Malgré le démenti catégorique de M. Moubarak, la Compagnie suisse, qui devait participer à la construction de l'usine, y a renoncé. C'est un nouveau coup asséné aux relations égypto-américaines, qui avaient déjà souffert, en juin 1988, d'une affaire d'espionnage où deux colonels égyptiens avaient été impliqués. Le ministre égyptien de la défense, a refusé de laisser comparaître les deux officiers devant la justice américaine.

Reste, enfin, la question de la conférence internationale de paix au Proche-Orient à l'égard de laquelle les responsables égyptiens affirment ne pas comprendre la tiédeur américaine.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

3614 CANADA

UN PAYS  
SUR MINITELISLANDE  
geysers  
et volcans

avec votre voiture

à bord du

carré « Norröna »

de la

Smyril Line

Votre agent de voyages

ou agent général

Voyages AGPSA

40 rue Eugène Delacroix

75014 Paris Tél. 45 60 51 51

● Diminution de 9,2 % du nombre des tués de la route. — Au mois de février, l'insécurité routière a reculé pour le septième mois consécutif. On a dénombré 11842 accidents, soit 1307 de moins qu'au cours du mois correspondant de 1988 (-9,9 %). Ces accidents ont fait 878 tués (-9,2 %) et 16397 blessés (-7,7 %). Selon M. Georges Serre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, cette amélioration est due à la baisse de 10 km/h de la vitesse moyenne des véhicules, qui a permis une atténuation de la gravité des accidents.

● ÉCHECS : la Coupe du monde à Barcelone. — Dans le Tournoi de Barcelone, quatrième épreuve de la Coupe du monde d'échecs, qui a commencé jeudi 30 mars, Hjertason, vainqueur dans les deux premières rondes de Salov et de Vaganian, est seul en tête. Il précède Hjertason, Seirawan, Yousoupov, Kortchnoi et Ljubojevic, vainqueurs respectivement de Nikolic, Nogueiras, Iliescu, Nikolic et Spelmen. Le champion du monde, Kasparov, exempt à la première ronde, a fait nul contre Ribli au deuxième tour. Kasparov ne participe pas à ce tournoi qui réunit dix-sept des meilleurs joueurs du monde et a dû se passer de la présence de Mikhaïl Tal, malade et forcé au dernier moment.

Alain  
CARIGNON  
Ancien Ministre  
Maire de Grenoble  
sera l'invité du  
GRAND JURY  
RTL/LE MONDE

DIMANCHE 2 AVRIL  
18 h 15 - 19 h 30

FRANÇOIS RENARD.

Le numéro du « Monde »  
daté 1<sup>er</sup> avril 1989  
a été tiré à 519 243 exemplaires

A B C D E F G